

« Le terme “populisme”, comme avant lui (et toujours) celui d’extrême droite, nécessite, pour être utilisé avec pertinence, une définition académique aussi précise que possible. Telle est l’ambition, amplement réussie, de Cas Mudde et de Cristóbal Rovira Kaltwasser dans cet ouvrage, qui, fait rare, combine les perspectives européenne, nord-américaine et latino-américaine. »  
Et retenons ce qu’il faut à tout prix éviter: « Faire des électeurs des partis populistes, de droite comme de gauche, des citoyens ignorants et incapables. Ce serait “répondre au feu par le feu”. Il faut plutôt argumenter de manière raisonnable sur chacun des problèmes soulevés par les populistes. C’est une approche à laquelle nous ne pouvons que souscrire. Elle suppose préalablement une connaissance fine et étayée du problème. Ce livre donne à chacun les moyens de l’acquérir. »

Jean-Yves Camus

**Cas Mudde** est professeur à l’université de Géorgie (États-Unis).

**Cristóbal Rovira Kaltwasser** est professeur à l’université Diego Portales (Chili).

Traduit de l’anglais par Benoîte Dauvergne

**EDITEUR**  
**ENGAGE** DÉCOUVRIR  
PARTAGER

16,90 €



HARMONIA MUNDI  
livre

 **l'aube**

Conception graphique : Isabelle Enocq.

 **l'aube**

CAS MUDDÉ  
CRISTÓBAL ROVIRA KALTWASSER

Brève introduction...

**CAS MUDDÉ**  
**CRISTÓBAL**  
**ROVIRA KALTWASSER**

# Brève introduction au populisme

préface de **Jean-Yves Camus**

  
Fondation  
**Jean Jaurès**

FOUNDATION FOR EUROPEAN  
PROGRESSIVE STUDIES  
FONDATION EUROPÉENNE  
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



 **l'aube**



## BRÈVE INTRODUCTION AU POPULISME

La collection *Monde en cours*  
est dirigée par Jean Viard



FEPS – Fondation européenne  
d'études progressistes  
Rue Montoyer 40, 4<sup>e</sup> étage  
1000 - Bruxelles, Belgique  
Tél. +32 2 234 69 00  
Email : [info@feps-europe.eu](mailto:info@feps-europe.eu)  
Site web : [www.feps-europe.eu](http://www.feps-europe.eu)  
Twitter : @FEPS\_Europe



Fondation Jean-Jaurès  
12, Cité Malesherbes  
75009 Paris, France  
Tél. +33 1 40 23 24 00  
Email : [info@jean-jaures.org](mailto:info@jean-jaures.org)  
Site web : [www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)  
Twitter : @j\_jaures



Parlement européen

Avec le soutien financier du Parlement européen  
Le présent document ne représente pas les opinions du Parlement  
européen, mais seulement celles de ses auteurs.

La mission de la Fondation Jean-Jaurès et de la Fondation européenne  
d'études progressistes est de faire vivre le débat public et de concourir  
ainsi à la rénovation de la pensée social-démocrate. Elles publient donc  
les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la  
problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre  
cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à leur compte  
chacune d'entre elles.

© Éditions de l'Aube, Fondation européenne d'études progressistes  
et Fondation Jean-Jaurès, 2018, pour la présente édition  
[www.editionsdelaub.com](http://www.editionsdelaub.com)

ISBN 978-2-8159-3012-3

Cas Mudde  
Cristóbal Rovira Kaltwasser

## Brève introduction au populisme

préface de Jean-Yves Camus  
traduit de l'anglais par Benoîte Dauvergne

*éditions de l'aube*  
*fondation européenne d'études progressistes*  
*fondation jean-jaures*

*À Maryann et Sofia.*

## Préface

*Le terme de « populisme », comme avant lui (et toujours) celui d' « extrême droite », nécessite, pour être utilisé avec pertinence, une définition académique aussi précise que possible. Telle est l'ambition, amplement réussie, de Cas Mudde et Cristóbal Rovira Kaltwasser dans cet ouvrage, qui, fait rare, combine les perspectives européenne, nord-américaine et latino-américaine.*

*À vrai dire, tous ceux qui ont suivi Cas Mudde depuis les débuts de sa carrière universitaire savent qu'il a patiemment construit une œuvre au sens le plus élevé du terme. Sa thèse doctorale, soutenue en 1998 à l'université néerlandaise de Leyde, était déjà un travail marquant sur « La famille politique des partis d'extrême droite<sup>1</sup> », dont il ressortait que le « nativisme » était et reste le principal point commun des formations de ce qu'on appelait alors la « troisième vague » des partis d'extrême droite depuis 1945. Le « nativisme » est alors défini comme « l'idéologie selon laquelle les États doivent être exclusivement habités par les membres du groupe “de souche” et que ceux qui n'y appartiennent pas constituent une menace pour l'homogénéité de l'État-Nation ».*

---

1. The Extreme Right Party Family. An ideological Approach, PhD Thesis, Department of Politics, université de Leyde, 1998. (en anglais)

*Puis, dans un autre ouvrage déterminant<sup>1</sup>, il a pris en compte l'évolution historique et idéologique de cette famille d'extrême droite, réservant désormais l'usage de ce terme aux formations dont l'agenda est antidémocratique. Il focalise désormais ses recherches sur la « droite radicale populiste », dont les traits saillants sont, outre le nativisme, l'autoritarisme et le populisme. Restait à donner de ce mot, souvent utilisé sans beaucoup de précision quant à son contenu, une définition à la fois simple et opérante. C'est ce que Cas Mudde a fait en invitant à considérer le populisme comme la croyance dans le fait que la société est constituée par deux groupes antagonistes et homogènes, « les élites » et « le peuple », respectivement « corrompues » et « pur », donc irrémédiablement opposés par leur vision des fins de la politique, qui consisterait pour les unes à dévoyer à leur profit l'intérêt général et pour l'autre à l'incarner avec le moins de filtres possible.*

*Ayant pris pour champ d'étude, au début de sa carrière, l'Europe d'abord occidentale puis tout entière, Cas Mudde enseigne aujourd'hui à l'université de Géorgie, aux États-Unis. Il a donc pu suivre aux premières loges l'élection présidentielle américaine de 2016 et l'accession à la présidence de Donald Trump, dans la foulée de l'émergence du Tea Party, et en restituer dans cet ouvrage les ressorts, replacés dans le contexte d'une longue tradition locale et d'une mutation idéologique du Parti républicain. Avec son coauteur Cristóbal Rovira Kaltwasser, politologue chilien qui a étudié et enseigné en Europe, il se penche également sur ces populismes latino-américains, tantôt néolibéraux, tantôt de droite nationaliste ou se réclamant d'une gauche radicale, qui sont une des formes de réponse à la persistance structurelle de très*

*profondes inégalités sociales et d'oligarchies politico-économiques que les avancées des élections libres et de la démocratie représentative sur ce continent permettent aux électeurs de contester par les urnes.*

*Une fois achevé cet ouvrage qui introduit de la méthode et de la clarté dans le champ très encombré des études sur les droites radicales et les populismes, on lira avec profit la tribune de Cristóbal Rovira Kaltwasser publiée le 25 novembre 2016 par le quotidien espagnol El País sous le titre « ¿Como (no) lidiar con el populismo ? » (Comment (ne pas) gérer le populisme ?). Elle nous dit au moins ce qu'il faut à tout prix éviter : faire des électeurs des partis populistes, de droite comme de gauche, des citoyens ignorants et incapables. Ce serait, nous dit l'auteur, « répondre au feu par le feu ». Il suggère plutôt d'argumenter de manière raisonnable sur chacun des problèmes soulevés par les populistes. C'est une approche à laquelle nous ne pouvons que souscrire. Elle suppose préalablement une connaissance fine et étayée du problème. Ce livre, désormais rendu disponible pour le public francophone grâce au concours de la Fondation Jean-Jaurès, donne à chacun les moyens de l'acquérir.*

*Jean-Yves Camus  
Directeur de l'Observatoire des radicalités politiques (ORAP),  
Fondation Jean-Jaurès*

1. *Mudde Cas, Populist Radical Right Parties in Europe, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.*

## Chapitre 1

### Qu'est-ce que le populisme ?

Le mot « populisme » est l'un des principaux termes politiques à la mode du  $\text{xxi}^{\text{e}}$  siècle. On l'emploie pour décrire les présidents de gauche d'Amérique latine, les partis contestataires de droite européens, ainsi que les candidats de gauche et de droite aux élections présidentielles américaines. Si ce terme plaît beaucoup à de nombreux journalistes et lecteurs, son usage fréquent crée cependant confusion et frustration. Ce livre a donc pour objectif de clarifier le phénomène du populisme et de souligner son importance dans la politique contemporaine.

Notre livre propose une interprétation précise du populisme, largement adoptée mais loin d'être hégémonique. Son principal atout est d'offrir une définition claire du populisme, capable à la fois de saisir l'essence de la plupart des personnalités politiques généralement décrites comme populistes et de faire la distinction entre acteurs populistes et non populistes. Ce livre réfute par conséquent deux des principales critiques de l'emploi du mot « populisme », à savoir que : 1) il s'agit essentiellement d'un terme polémique

(*Kampfbegriff*) visant à condamner des rivaux politiques ; 2) il est trop vague et peut donc s'appliquer à n'importe quelle personnalité politique.

Dans ce livre, le populisme est surtout placé dans le contexte de la démocratie libérale. Ce choix repose plus sur l'empirique et la théorie que sur l'idéologie. En théorie, on associe surtout le populisme à la démocratie libérale plutôt qu'à la démocratie elle-même ou à tout autre modèle de démocratie, car, dans les faits, la plupart des acteurs populistes agissent dans le cadre d'une démocratie libérale. Bien que cette approche soit particulière, et à l'évidence contraignante, nous ne considérons pas ici la démocratie libérale comme un modèle parfait, pas plus que tout autre système démocratique par essence antidémocratique, et nous n'appliquons pas seulement cette approche au contexte d'une démocratie libérale.

### Un concept essentiellement contesté

Aucun concept important n'échappe aux débats. Toutefois, les discussions au sujet du populisme ne concernent pas seulement ce qu'il est, mais aussi son existence même. Il s'agit bel et bien d'un concept essentiellement contesté. On trouve un parfait exemple de cette confusion conceptuelle dans l'œuvre phare *Populism: Its Meaning and National Characteristics*. Différents spécialistes y définissent le populisme comme, entre autres, une idéologie, un mouvement et un syndrome. Comme si les choses n'étaient pas assez compliquées, on tend, dans différentes régions du monde, à assimiler le populisme, et parfois à l'associer, à des phénomènes très différents. Par exemple, dans le contexte européen, le populisme est souvent synonyme de lutte contre

l'immigration et de xénophobie, alors qu'en Amérique latine, ce terme sous-entend fréquemment clientélisme et mauvaise gestion économique.

Cette confusion vient en partie du fait que le populisme est une étiquette rarement revendiquée par les personnes ou les organisations elles-mêmes. On l'attribue plutôt aux autres, en la chargeant d'une connotation négative la plupart du temps. Même les rares personnalités reconnues par la majorité des experts comme populistes, tels le président argentin Juan Domingo Perón ou l'homme politique néerlandais Pim Fortuyn, assassiné en 2002, ne s'identifiaient pas au populisme. Le populisme n'étant défini par aucun texte majeur, ni représenté par le moindre cas prototypique, les théoriciens et les journalistes emploient ce terme pour désigner des phénomènes très divers.

Si notre approche dite idéationnelle est utilisée dans une grande variété de disciplines universitaires et, moins explicitement, dans le journalisme, il ne s'agit que d'une approche parmi d'autres du populisme. Il serait impossible de présenter un aperçu exhaustif de toutes les différentes approches et ce n'est pas l'objectif de ce court ouvrage, mais nous tenons à mentionner les plus importantes, souvent privilégiées par certaines disciplines universitaires ou régions géographiques.

Selon l'approche institutionnelle populaire, le populisme est un mode de vie démocratique bâti par l'engagement populaire en politique. C'est une idée particulièrement répandue chez les historiens des États-Unis et les auteurs d'ouvrages sur les premiers populistes d'Amérique du Nord – adhérents du Parti populiste – de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Sans doute le mieux représentée dans *Democratic Promise*:

*The Populist Movement in America*, de Lawrence Goodwyn, l'approche institutionnelle populaire considère essentiellement le populisme comme une force positive lorsqu'il s'agit de mobiliser les gens (du peuple) et de développer un modèle de démocratie communautaire. Cette approche propose une définition à la fois plus large et plus étroite de l'acteur populiste que la plupart des autres, puisqu'elle englobe presque tous les mouvements de masse progressistes.

L'approche laclauienne du populisme est particulièrement courante en philosophie politique, dans ce qu'on appelle les études critiques et dans les études sur la politique d'Europe de l'Ouest et d'Amérique latine. Elle se base sur le travail novateur du théoricien politique argentin Ernesto Laclau, ainsi que sur l'œuvre qu'il a rédigée en collaboration avec son épouse belge Chantal Mouffe, dans laquelle le populisme est considéré non seulement comme l'essence de la politique, mais aussi comme une force d'émancipation. Selon cette approche, la démocratie libérale est le problème, et la démocratie radicale, la solution. Le populisme peut permettre d'accéder à la démocratie radicale en réintroduisant le conflit en politique et en encourageant la mobilisation des secteurs exclus de la société dans le but de modifier le statu quo.

L'approche socio-économique prévalait notamment dans les études sur le populisme latino-américain dans les années 1980 et 1990. Des économistes tels que Rudiger Dornbusch et Jeffrey Sachs considéraient principalement le populisme comme un type de politique économique irresponsable, caractérisé par une première période de dépenses considérables financées par la dette extérieure, suivie d'une seconde marquée par l'hyperinflation et la mise en œuvre de sévères ajustements économiques. Si l'approche

socio-économique a perdu des partisans dans la plupart des autres sciences sociales – cela étant en grande partie dû au fait que les populistes latino-américains ont ultérieurement soutenu l'économie néolibérale –, elle reste cependant souvent utilisée par les économistes et les journalistes, surtout aux États-Unis. L'acception plus populaire « d'économie populiste » désigne un programme politique considéré comme irresponsable parce qu'il prévoit une (trop) grande redistribution des richesses et de (trop) fortes dépenses publiques.

Une approche plus récente considère avant tout le populisme comme une stratégie politique employée par un type précis de leader qui cherche à gouverner en se basant sur le soutien direct de ses partisans. Elle est particulièrement populaire auprès des étudiants latino-américains et des sociétés non occidentales. Cette approche met l'accent sur le fait que le populisme implique l'émergence d'une figure forte et charismatique qui concentre dans ses mains tout le pouvoir et maintient un lien direct avec les masses. Si on l'envisage ainsi, le populisme ne peut pas perdurer car le leader mourra tôt ou tard, et il sera impossible d'éviter les conflits au cours du processus visant à le remplacer.

La dernière approche considère principalement le populisme comme un style folklorique de politique que les leaders et les partis utilisent pour mobiliser les masses. Cette approche est particulièrement répandue dans les études sur la communication (politique) ainsi que dans les médias. Dans cette approche, le populisme est synonyme de comportement politique négligent et peu professionnel visant à exploiter au maximum l'attention médiatique et le soutien populaire. En méprisant le code vestimentaire et la correction du langage,

les acteurs populistes parviennent non seulement à se présenter comme des esprits différents et innovateurs, mais aussi comme des leaders courageux qui sont du côté du « peuple » et contre « l'élite ».

Chaque approche a ses mérites et plusieurs de ces aspects sont compatibles avec notre approche idéationnelle. Aussi ne négligeons-nous pas tous ces raisonnements par désaccord ; nous cherchons plutôt à présenter au lecteur une approche claire et cohérente au fil de ce court ouvrage. Nous estimons que cela l'aidera à mieux comprendre ce phénomène important mais extrêmement complexe, même si nous le lui présentons sous un angle bien spécifique.

### Une approche idéationnelle

L'éternel débat sur l'essence du populisme a amené certains spécialistes de la question à affirmer que le populisme ne pouvait être un concept pertinent en sciences sociales. D'autres le considèrent principalement comme un terme normatif dont l'usage est réservé aux médias et au monde politique. Il est légitime de trouver ces conclusions frustrantes ; le terme « populisme » se trouve trop souvent au centre des débats politiques, d'Europe jusqu'en Amérique, pour que l'on s'en contente. De plus, il est possible de créer une définition apte à saisir avec précision l'essence de toutes les manifestations passées et présentes du populisme, et suffisamment rigoureuse pour exclure les phénomènes non populistes.

Au cours de la dernière décennie, un groupe de plus en plus important de sociologues a décidé de définir le populisme en se basant principalement sur une « approche idéationnelle » et de le considérer comme un discours, une

idéologie ou une vision du monde. Si nous sommes encore loin d'un consensus, les définitions idéationnelles du populisme ont toutefois été citées maintes fois dans des études à travers le monde, le plus souvent en Europe de l'Ouest, mais également de plus en plus en Europe de l'Est et en Amérique. La plupart des spécialistes qui privilégient l'approche idéationnelle s'accordent sur les concepts fondamentaux de notre définition, même s'ils n'approuvent pas nécessairement ses concepts périphériques ou son vocabulaire.

Bien que les spécialistes restent en désaccord sur les caractéristiques du populisme, tous conviennent d'une manière générale que chaque forme de populisme inclut une sorte d'appel au « peuple » et une condamnation de « l'élite ». On peut donc raisonnablement affirmer que le populisme repose toujours sur une critique de l'establishment et sur l'adulation des gens du peuple. Plus concrètement, le populisme est, selon notre définition, *une idéologie peu substantielle qui considère que la société se divise en deux camps homogènes et antagonistes, le « peuple pur » et « l'élite corrompue », et qui affirme que la politique devrait être l'expression de la volonté générale du peuple.*

Définir le populisme comme une « idéologie peu substantielle » permet de suggérer la malléabilité du concept. Une idéologie est un ensemble d'idées normatives sur la nature de l'homme et de la société, ainsi que sur l'organisation et les objectifs de la société. Autrement dit, c'est une vision du monde tel qu'il est et tel qu'il devrait être. Contrairement aux idéologies « denses » ou « pleines » (le fascisme, le libéralisme, le socialisme, par exemple), les idéologies peu substantielles telles que le populisme ont une morphologie restreinte qui paraît obligatoirement rattachée à – et parfois

même assimilée à – d'autres idéologies. En fait, le populisme paraît presque toujours rattaché à d'autres éléments idéologiques essentiels à la promotion des projets politiques qui cherchent à séduire un plus large public. Le populisme ne peut donc de lui-même proposer des réponses complexes ou complètes aux questions politiques que posent les sociétés modernes.

Cela signifie que le populisme peut prendre des formes très différentes. Celles-ci dépendent de la façon dont les concepts fondamentaux du populisme semblent liés à d'autres concepts et forment avec eux des cadres interprétatifs plus ou moins susceptibles de plaire aux différentes sociétés. Vu sous cet angle, le populisme apparaît comme une sorte de carte mentale au moyen de laquelle des individus analysent et appréhendent la réalité politique. Il s'agit moins d'une tradition idéologique cohérente que d'un ensemble d'idées qui, dans le monde réel, apparaît associé à des idéologies très différentes, et parfois contradictoires.

Le manque de substance même de l'idéologie populiste est l'une des raisons pour lesquelles certains spécialistes ont suggéré que le populisme devait être considéré comme un phénomène transitoire : soit il échoue, soit il réussit et « se transcende ». Sa souplesse repose surtout sur le fait que le populisme emprunte inmanquablement des concepts à d'autres idéologies, qui sont non seulement plus complexes et stables, mais qui rendent également possible la formation de « sous-types » de populisme. En d'autres termes, même si le populisme en tant que tel paraît utile à certains moments, de nombreux concepts alignés sur la morphologie de l'idéologie populiste sont à long terme au moins aussi salutaires que lui à la longévité des acteurs populistes. Par conséquent,

le populisme existe rarement sous sa forme pure. Il est plus généralement associé à – et parvient à survivre grâce à – d'autres concepts.

L'une des principales critiques visant les définitions idéationnelles du populisme les accuse d'être trop larges et de pouvoir s'appliquer à tous les acteurs, mouvements et partis politiques. Il est vrai qu'un concept n'est utile que s'il inclut ce qui doit être défini *et* exclut tout le reste. En d'autres termes, notre définition du populisme n'a de sens que s'il existe un non populisme. Et il existe au moins deux opposés directs au populisme : l'élitisme et le pluralisme.

L'élitisme et le populisme partagent la même conception moniste et manichéenne de la société, faisant la distinction entre un « bien » et un « mal » homogènes, mais tous deux s'opposent sur les vertus de chaque groupe. Autrement dit, les élitistes pensent que « le peuple » est dangereux, malhonnête et vulgaire, et que « l'élite » lui est supérieure non seulement d'un point de vue moral, mais aussi d'un point de vue culturel et intellectuel. Aussi les élitistes souhaitent-ils que la politique soit exclusivement ou principalement une affaire d'élite, dans laquelle le peuple n'a pas son mot à dire ; soit ils rejettent totalement la démocratie (tels Francisco Franco ou Augusto Pinochet), soit ils sont favorables à un modèle limité de démocratie (tels José Ortega y Gasset ou Joseph Schumpeter).

Le pluralisme est l'opposé direct de la perspective dualiste du populisme et de l'élitisme : la société se divise selon cette doctrine en une large variété de groupes sociaux partageant certains points communs mais dont les idées et les intérêts diffèrent. Les pluralistes considèrent la diversité comme une

force plutôt qu'une faiblesse. À leurs yeux, une société devrait avoir de nombreux centres de pouvoir, et le monde politique, par le compromis et le consensus, devrait incarner les intérêts et les valeurs du plus grand nombre de groupes possible. Aussi l'idée principale est-elle que le pouvoir devrait être réparti entre les différents membres de la société afin d'éviter que des groupes spécifiques – qu'ils se composent d'hommes, de communautés ethniques, de petits groupements économiques, intellectuels, militaires ou politiques – acquièrent la capacité à imposer leur volonté aux autres.

De même, il est important d'établir la différence fondamentale entre populisme et clientélisme, car ces termes sont souvent associés à l'écrit (surtout lorsqu'il s'agit de politique latino-américaine). Le clientélisme doit être considéré comme un mode particulier d'échange entre électeurs et politiciens, qui permet aux électeurs d'obtenir une chose (paiement direct ou accès privilégié à l'emploi, à des biens et à des services) en fonction de leur soutien à une personne ou un parti. Il ne fait aucun doute que de nombreux leaders populistes latino-américains ont utilisé de relations clientélistes pour remporter des élections et rester au pouvoir. Ce ne sont cependant pas les seuls, et il n'y a aucune raison de penser que le populisme présente la moindre affinité avec le clientélisme. Si le premier est avant tout une idéologie, que peuvent partager différents acteurs politiques et électors, le deuxième est quant à lui essentiellement une stratégie employée par des leaders et des partis (aux différentes idéologies) pour acquérir et exercer le pouvoir politique.

Le seul point commun vraisemblable entre le clientélisme et le populisme, c'est que tous deux n'ont aucun lien avec la distinction gauche-droite. Le populisme ne se définit ni par

le recours à des relations clientélistes entre parti et électeurs, ni par l'adhérence à une politique de droite ou de gauche. Selon le contexte socio-économique et socio-politique dans lequel il apparaît, le populisme peut prendre différentes formes organisationnelles et soutenir différents projets politiques. Cela signifie que le manque de substance du populisme l'a rendu assez malléable pour adopter des formes distinctes à différents endroits et époques. Par exemple, le populisme latino-américain est avant tout apparu sous un aspect néolibéral dans les années 1990 (voir le cas d'Alberto Fujimori au Pérou), mais c'est principalement une variante de gauche radicale qui a prédominé dans les années 2000 (voir Hugo Chávez au Venezuela).

### Concepts fondamentaux

Le populisme se définit par trois concepts fondamentaux : le peuple, l'élite et la volonté générale.

#### *Le peuple*

Le débat sur le concept et le phénomène du populisme porte en grande partie sur le caractère vague du terme « peuple ». Il est admis par tous, ou presque, que « le peuple » est une construction qui correspond au mieux à une interprétation (et une simplification) spécifique de la réalité. Par conséquent, différents intellectuels ont soutenu au fil du temps que ce caractère vague rendait le concept inutilisable, tandis que certains en cherchaient d'autres plus précis pour le remplacer, tels que « le cœur du pays ». Laclau a cependant affirmé avec force que c'était précisément le fait que « le peuple » soit un « signifiant vide » qui faisait du populisme une idéologie et un phénomène politiques aussi puissants. Le populisme ayant la capacité d'utiliser la notion de « peuple » d'une façon qui

plaît à différents électors et exprime leurs demandes, il est en mesure de créer une identité commune à différents groupes et d'assurer leur soutien à une cause commune.

Certes, « le peuple » est une construction qui offre une grande flexibilité, mais on lui donne le plus souvent les trois sens suivants : celui de peuple souverain, celui de gens du peuple et celui de nation. Dans chaque cas, la distinction principale entre « le peuple » et « l'élite » est liée à un élément secondaire : respectivement, le pouvoir politique, le statut socio-économique et la nationalité. Étant donné que presque toutes les manifestations du populisme comprennent une association de ces éléments secondaires, il est rare de trouver des cas dans lesquels se manifeste un seul des sens mentionnés du « peuple ».

La notion de peuple souverain se base sur l'idée démocratique moderne qui définit « le peuple » non seulement comme source ultime de pouvoir politique, mais aussi comme « dirigeant ». Cette notion est étroitement liée aux révolutions française et américaine, la deuxième ayant établi, selon les célèbres termes du président américain Abraham Lincoln, « un gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Cependant, la formation d'un régime démocratique n'implique pas que le fossé entre gouvernés et gouvernants disparaisse totalement. Dans certaines circonstances, le peuple souverain peut avoir l'impression de ne pas être (bien) représenté par les élites au pouvoir ; il est donc tenté de critiquer – ou même de se rebeller contre – l'establishment politique, ce qui peut préparer le terrain d'une lutte politique visant à « rendre le gouvernement au peuple ».

En d'autres termes, la notion de « peuple souverain » est un sujet fréquemment abordé par différentes traditions populistes afin de rappeler que la source ultime de pouvoir

politique au sein d'une démocratie provient d'un organe collectif qui, s'il est ignoré, peut se mobiliser et se révolter. Ce fut en effet l'une des forces directrices du Parti du peuple (aussi appelé Parti populiste) américain à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, puis d'autres manifestations politiques aux États-Unis, du XX<sup>e</sup> siècle à aujourd'hui.

Le deuxième sens de « peuple » est celui de « gens du peuple », cette idée renvoyant explicitement ou non à un concept de classe plus large qui associe le statut socio-économique à des traditions culturelles et des valeurs populaires spécifiques. Quand on parle des « gens du peuple », on fait souvent référence à une critique de la culture dominante qui considère les jugements, les goûts et les valeurs des citoyens ordinaires avec méfiance. Contrairement à cette vision élitiste, la notion de « gens du peuple » défend la dignité et le savoir de groupes qui, objectivement ou subjectivement, sont exclus du pouvoir en raison de leur statut socio-économique et socio-culturel. C'est la raison pour laquelle les leaders et les électeurs populistes s'approprient souvent des éléments culturels considérés comme des marques d'infériorité par la culture dominante. Par exemple, Perón a imposé de nouvelles conceptions et représentations de la communauté politique argentine glorifiant le rôle de groupes autrefois marginalisés d'une manière générale, des *descamisados* (sans chemises) et *cabecitas negras* (têtes noires) en particulier.

Prendre en compte les intérêts et les idées des « gens du peuple » est réellement l'une des stratégies identifiables les plus fréquentes utilisées par les groupes généralement considérés comme populistes. Il est intéressant de noter que ce sens du concept de « peuple » tend à la fois à intégrer et à cliver : il tente à la fois d'unifier une majorité silencieuse et en colère, et de mobiliser cette majorité contre un ennemi

déterminé (l'establishment, par exemple). Cet élan anti-élite va de pair avec une critique des institutions telles que les partis politiques, les grandes organisations et la bureaucratie, qui sont accusées de dénaturer les liens « sincères » entre les leaders populistes et « les gens du peuple ».

Le troisième et dernier sens est la notion de peuple en tant que nation. Dans ce cas-ci, le mot « peuple » fait référence à la communauté nationale, définie par des termes civiques ou bien ethniques – on parle de « peuple brésilien » ou de « peuple néerlandais », par exemple. « Le peuple » englobe ainsi tous les « autochtones » d'un pays qui forment ensemble un groupe à l'existence commune. Les différentes communautés du monde représentent des nations spécifiques et uniques qui sont en général cimentées par des mythes fondateurs. Néanmoins, la définition des frontières de la nation est tout sauf facile à élaborer. Assimiler « le peuple » à la population d'un État s'avère difficile, principalement parce que différents groupes ethniques existent sur le même territoire.

### *L'élite*

Beaucoup se sont intéressés au mot « peuple », mais peu d'auteurs ont émis des hypothèses sur les sens du mot « élite » dans le populisme. Il est évident que son aspect essentiel est la moralité, puisqu'on distingue le peuple *pur* de l'élite *corrompue*. Mais cela ne nous dit pas vraiment qui est l'élite. La plupart des populistes n'exècrent pas seulement l'establishment politique : ils critiquent aussi l'élite économique, l'élite culturelle et l'élite médiatique. Toutes sont considérées comme un unique groupe homogène corrompu qui agit contre la « volonté générale » du peuple. Bien que la différence entre peuple et élite soit essentiellement d'ordre moral, une grande variété de critères définit en réalité l'élite.

Tout d'abord, l'élite se définit par une forme de pouvoir, c'est-à-dire qu'elle comprend la plupart des personnes ayant une position de leader en politique, dans l'économie, les médias et les arts. Donald Trump a par exemple déclaré, lors de sa campagne présidentielle de 2016 : « L'establishment de Washington, et les sociétés financières et médiatiques qui le financent, n'existent que dans un seul et unique but : se protéger et s'enrichir. » Cependant, l'élite visée exclut bien évidemment les populistes eux-mêmes, ainsi que les personnes au sein de ces secteurs qui sympathisent avec les populistes. Par exemple, le Parti de la liberté autrichien (FPÖ) critique régulièrement « les médias » sous prétexte qu'ils défendent « l'élite » et traitent tous le FPÖ injustement, à une exception notable près : *Die Kronen Zeitung*. Ce tabloïd populaire, lu par près d'un Autrichien sur cinq, a longtemps été l'un des sympathisants les plus fervents du parti et de son défunt leader, Jörg Haider. Ce journal était donc considéré jadis comme la véritable voix du peuple.

En raison de la position fondamentalement anti-establishment du populisme, de nombreux intellectuels ont affirmé que les populistes ne pouvaient pas, par définition, se maintenir au pouvoir, car au bout du compte, cela les contraindrait à appartenir à (une partie de) « l'élite ». Mais ce raisonnement ne tient compte ni de la nature de la différence entre le peuple et l'élite, qui est morale et non situationnelle, ni de l'ingéniosité des leaders populistes. De l'ancien Premier ministre slovaque Vladimír Mečiar au président vénézuélien Hugo Chávez, certains populistes au pouvoir sont parvenus à user de la même rhétorique anti-establishment en redéfinissant en partie l'élite. L'un de leurs arguments essentiels repose sur le fait que le pouvoir *réel* ne se trouve pas entre les mains des leaders élus démocratiquement, c'est-à-dire des populistes, mais entre celles de forces obscures qui

continuent à s'accrocher illégitimement au pouvoir dans le but de discréditer la voix du peuple. C'est dans ce contexte que ce « type de politique paranoïaque », comme le célèbre historien progressiste américain Richard Hofstadter décrivait le populisme, se manifeste le plus clairement.

L'élite peut se définir en termes économiques (classe) et nationaux (authenticité), ce qui n'est pas sans lien avec les définitions du peuple proposées plus haut. Si les populistes défendent un monde postclasses, affirmant souvent que la frontière entre les classes a été artificiellement créée pour discréditer « le peuple » et maintenir « l'élite » au pouvoir, il leur arrive tout de même de définir l'élite en termes économiques. C'est surtout le cas chez les populistes de gauche, qui essaient de fusionner le populisme avec une vague forme de socialisme. Cependant, les populistes de droite associent eux-mêmes le combat ultime entre le peuple et l'élite au pouvoir économique : ils affirment que l'élite politique est de mèche avec l'élite économique et fait passer ses « intérêts spécifiques » avant les « intérêts généraux » du peuple. Cette critique n'est pas nécessairement anticapitaliste pour autant ; par exemple, de nombreux militants du Tea Party aux États-Unis sont d'ardents défenseurs de l'économie de marché, mais d'après eux, les grandes entreprises, grâce à leurs « petits copains » du Congrès, corrompent l'économie de marché, aidés par une législation protectrice qui tue la concurrence et asphyxie les petits commerces, considérés comme le vrai moteur du capitalisme et partie intégrante du « peuple ».

Lier l'élite au pouvoir économique est particulièrement utile pour les populistes arrivés au pouvoir, car cela leur permet « d'expliquer » leur manque de succès politique ; autrement dit, l'élite, qui a peut-être perdu le pouvoir politique mais continue à détenir le pouvoir économique, sabote leur travail. On a

souvent entendu cet argument dans l'Europe de l'Est post-communiste, surtout pendant la période transitoire des années 1990 ; et de nos jours, en Amérique latine, les présidents populistes de gauche se plaisent toujours à l'utiliser. Par exemple, le président Chávez a souvent reproché à l'élite économique d'entraver les efforts qu'il fournissait pour « démocratiser » le Venezuela. Le Premier ministre grec Alexis Tsipras, leader de la Coalition de la gauche radicale (Syriza) populiste, a quant à lui accusé « les lobbyistes et oligarques grecs » de chercher à déstabiliser son gouvernement. Entre parenthèses, ni l'une ni l'autre de ces allégations n'étaient infondées.

De plus, les populistes affirment souvent que l'élite ne se contente pas d'ignorer les intérêts du peuple : elle œuvre même contre les intérêts du pays. Au sein de l'Union européenne (UE), de nombreux partis populistes accusent l'élite politique de faire passer les intérêts de l'UE avant ceux de leur pays. De même, les populistes latino-américains ont accusé, pendant des décennies, les élites politiques de défendre les intérêts des États-Unis plutôt que ceux de leur propre pays. En outre, certains populistes, associant populisme et antisémitisme, affirment que les élites politiques nationales sont complices de l'éternel complot juif et les accusent d'être des « agents sionistes ». Par exemple, en Europe centrale et orientale, des dirigeants politiques appartenant aux partis populistes de droite, tels que l'Union nationale Attaque en Bulgarie et le Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik), ont souvent prétendu que les élites nationales étaient des agents d'Israël ou au service des intérêts juifs.

Enfin, il arrive que le populisme et le nationalisme fusionnent. C'est le cas lorsque la distinction entre le peuple et l'élite est à la fois morale et ethnique. Ici, l'élite n'est pas

seulement vue comme *l'agent* d'une force étrangère, elle est elle-même considérée comme étrangère. Assez curieusement, cette rhétorique n'est pas réellement la favorite des populistes xénophobes européens. Il faut dire que l'élite (dans n'importe quel secteur) y est presque exclusivement « de souche ». Si l'on ne tient pas compte de la rhétorique antisémite utilisée en Europe de l'Est, c'est en Amérique latine que le populisme ethnique (ou « ethnopopulisme ») est aujourd'hui le plus manifeste. Le président bolivien Evo Morales fait par exemple la distinction entre le peuple pur « *mestizo* » et les élites corrompues « européennes », ce qui a joué un rôle direct dans l'équilibre racialisé du pouvoir en Bolivie.

Si la différence clé dans le populisme est la morale, les acteurs populistes se servent toutefois d'une grande variété de critères secondaires pour faire la distinction entre le peuple et l'élite. Cela leur donne une flexibilité qui devient particulièrement importante lorsque les populistes acquièrent du pouvoir en politique. Bien qu'il paraisse logique que l'élite soit définie sur la base des mêmes critères que le peuple, ce n'est pas toujours le cas. Par exemple, les populistes xénophobes européens définissent souvent le peuple en termes ethniques et excluent les « étrangers » (c'est-à-dire les immigrants et les minorités), mais ils ne soutiennent pas que l'élite fait partie d'un autre groupe ethnique. Ils affirment cependant bel et bien que l'élite favorise *les intérêts* des immigrants au détriment de ceux du peuple autochtone.

Il arrive fréquemment que les populistes combinent différents éléments pour définir l'élite et le peuple, tels que classe sociale, ethnicité et moralité. Par exemple, les populistes de droite américains contemporains comme Sarah Palin et le Tea Party décrivent les membres de l'élite comme des

résidents de la côte Est buvant des cafés crème et conduisant des Volvo ; ils les opposent ainsi implicitement au vrai peuple, au peuple autochtone, aux gens ordinaires qui boivent du café classique, conduisent des voitures fabriquées en Amérique et vivent dans le centre des États-Unis (le cœur du pays). Pauline Hanson, leader du parti populiste de droite One Nation, dissociait le vrai peuple de l'Australie rurale, fier descendant des colons britanniques, de l'élite urbaine intellectuelle qui voulait « mettre ce pays sens dessus dessous en rendant l'Australie aux Aborigènes ».

#### *La volonté générale*

Le troisième et dernier concept fondamental de l'idéologie populiste est la notion de volonté générale. En utilisant cette notion, les acteurs et électeurs populistes font allusion à une conception particulière de la chose politique qui est étroitement liée aux réflexions du philosophe Jean-Jacques Rousseau (1712-1778). Rousseau faisait une distinction entre volonté générale et volonté de tous. Le premier terme désigne la capacité du peuple à former une communauté et à légiférer dans le but de faire respecter l'intérêt commun. Quant au second, il évoque la simple somme des volontés particulières à un moment donné. La distinction moniste et morale que fait le populisme entre le peuple pur et l'élite corrompue renforce l'idée qu'existe une volonté générale.

Vue sous cet angle, la tâche des politiciens est assez simple ; ce devrait être des personnes, selon les termes de la théoricienne politique britannique Margaret Canovan, « suffisamment éclairées pour comprendre ce qu'est la volonté générale et assez charismatiques pour être capables de former les citoyens afin qu'ils se regroupent en communauté soudée et soient en mesure de l'exprimer ». Le discours d'investiture

de Chávez en 2007 offrait un parfait exemple de la vision populiste de la volonté générale :

Rien... n'est en plus parfait accord avec la doctrine populaire que la consultation de la nation dans son ensemble au sujet des principaux points fondateurs des gouvernements, des lois fondamentales et de l'autorité suprême. Tous les individus sont susceptibles de se méprendre et de se laisser séduire, mais pas le peuple, car il est doté d'une conscience aiguë de ce qui lui est bénéfique et il apprécie son indépendance à sa juste mesure. Grâce à cela, son jugement est pur, sa volonté est forte, et personne ne peut le corrompre ni même le menacer.

En utilisant la notion de volonté générale, de nombreux populistes font leur la critique rousseauienne du gouvernement représentatif. Celui-ci est considéré comme une forme aristocratique de pouvoir traitant les citoyens comme des êtres passifs régulièrement mobilisés par des élections, lors desquelles ils ne font rien de plus que choisir leurs représentants. Les populistes mettent par conséquent en avant l'utopie républicaine de Rousseau d'une autonomie politique, autrement dit l'idée que les citoyens sont capables de légiférer et de faire appliquer les lois. Il n'est donc pas surprenant que les acteurs populistes, où qu'ils agissent et à quelque époque que ce soit, soutiennent la mise en œuvre de mécanismes démocratiques directs, tels que les référendums et plébiscites. Les populistes latino-américains contemporains, notamment l'ancien président péruvien Alberto Fujimori et l'ancien président équatorien Rafael Correa, ont eu par exemple tendance à promulguer des réformes constitutionnelles par le biais d'assemblées constituantes dont ils validaient les décisions par référendum.

On peut donc affirmer qu'il existe une affinité élective entre le populisme et la démocratie directe, ainsi que d'autres mécanismes institutionnels qui permettent de maintenir un lien direct entre le leader populiste et ses électeurs. En d'autres termes, l'une des *conséquences* pratiques du populisme est la promotion stratégique des institutions qui permettent la construction de la supposée volonté générale. De fait, les partisans du populisme critiquent l'establishment en raison de son incapacité à prendre en compte la volonté du peuple et/ou son indifférence à son égard. Et cette critique est bien souvent fondée. Par exemple, les partis populistes européens de gauche et de droite condamnent la nature élitiste du projet de l'Union européenne (UE), tandis que les populistes de gauche en Amérique latine reprochent aujourd'hui à l'élite (d'autrefois) d'avoir ignoré les « vrais » problèmes du peuple.

Plutôt que sur un processus rationnel construit via la sphère publique, la notion populiste de volonté générale se base sur la notion de « bon sens ». Autrement dit, elle est structurée de façon à permettre l'association de demandes différentes et l'identification d'un ennemi commun. En faisant appel à la volonté générale du peuple, le populisme adopte une logique spécifique d'expression permettant la formation d'un sujet populaire doté d'une forte identité (« le peuple ») qui a la capacité de remettre en cause le statu quo (« l'élite »). De cette façon, le populisme peut être considéré comme une force démocratisante puisqu'il défend le principe de souveraineté populaire et a pour objectif de valoriser les groupes qui ne se sentent pas représentés par l'establishment politique.

Cependant, le populisme a également sa part d'ombre. Quelle que soit sa manifestation, l'essence moniste du populisme, et surtout son idée de « volonté générale »,

peut amener ses partisans à soutenir des tendances autoritaires. En fait, les acteurs et électeurs populistes partagent souvent une conception de la chose politique assez proche de celle développée par le théoricien politique allemand Carl Schmitt (1888-1985). D'après Schmitt, l'existence d'un peuple homogène est essentielle à la fondation d'un ordre démocratique. De ce fait, la volonté générale est fondée sur l'unité du peuple et sur la différenciation nette de ceux qui n'appartiennent pas à l'entité politique et qui, par conséquent, ne sont pas traités de façon équitable. En bref, puisque le populisme suppose que la volonté générale est non seulement transparente mais aussi absolue, il risque de légitimer l'autoritarisme et les attaques totalitaires contre quiconque menace (prétendument) l'homogénéité du peuple.

Certains commentateurs vont jusqu'à affirmer que le populisme est essentiellement antipolitique puisque les acteurs et électeurs populistes cherchent à créer des utopies antipolitiques au sein desquelles soi-disant aucun désaccord n'existe entre « nous, le peuple ». La notion de « cœur du pays » de Paul Taggart illustre parfaitement cette notion – il s'agit d'une communauté et d'un territoire imaginés par le populiste qui serait dotés d'une identité homogène prétendument authentique et incorruptible. Mais le tableau est loin d'être complet. Prétendant s'opposer au « politiquement correct » et briser les « tabous » imposés au peuple par l'élite, les populistes encouragent la repolitisation de certains sujets qui, intentionnellement ou non, ne sont pas abordés (correctement) par l'establishment, tels que l'immigration en Europe de l'Ouest ou les mesures préconisées par ce qu'on appelle le consensus de Washington en Amérique latine.

### Avantages de l'approche idéationnelle

En adoptant une approche idéationnelle, nous avons défini le populisme comme une idéologie peu substantielle apparue non seulement à différentes époques historiques et dans diverses parties du monde, mais aussi sous des formes ou « sous-types » très variés. Certes, le populisme a été conceptualisé d'autres façons, en l'assimilant à un mouvement multiclasse par exemple, ou un type spécifique de mobilisation ou de stratégie politique, mais l'approche idéationnelle a plusieurs avantages par rapport aux autres, que nous développons ci-après.

Premièrement, lorsque l'on conçoit le populisme comme une idéologie peu substantielle, on comprend mieux pourquoi il est aussi malléable dans le monde réel. En raison de son essence et de ses concepts idéologiques limités, le populisme apparaît nécessairement rattaché à d'autres concepts ou familles idéologiques, qui sont en général au moins aussi pertinents aux yeux des acteurs populistes que le populisme lui-même. Les acteurs politiques ont en particulier associé le populisme à une variété d'autres idéologies denses et peu substantielles, y compris l'agrarisme, le nationalisme, le néolibéralisme et le socialisme.

Deuxièmement, contrairement aux définitions qui limitent le populisme à un type spécifique de mobilisation et de leadership, l'approche idéationnelle peut satisfaire la grande variété d'acteurs politiques normalement associés au phénomène. Les acteurs populistes mobilisent le peuple de différentes manières, y compris par le biais de mouvements sociaux vaguement organisés, ainsi que par l'intermédiaire de partis politiques solidement structurés. De même, bien

qu'un certain type de leadership prédomine dans le paysage politique, il existe toutes sortes de leaders populistes. Tous partagent cependant une chose : une conception soigneusement élaborée de la *vox populi*.

Troisièmement, l'approche idéationnelle a l'avantage unique de fournir une réponse plus complète, présentant de multiples facettes, à la question capitale qui hante les débats sur le populisme : quel lien entretient-il avec la démocratie ? Le lien entre populisme et démocratie n'est pas aussi clair que le prétendent ses nombreux opposants et ses quelques protagonistes. Ce lien est complexe car le populisme est à la fois ami et ennemi de la démocratie (libérale), selon l'étape du processus de démocratisation à laquelle on s'intéresse.

Quatrièmement, et dernièrement, définir le populisme comme une idéologie nous permet de prendre en compte à la fois l'offre et la demande en matière de politique populiste. La plupart des théories se concentrent exclusivement sur l'offre populiste, car elles définissent le populisme comme un style ou une stratégie employés par l'élite politique, mais notre approche nous permet d'analyser également la demande populiste, c'est-à-dire le soutien de la masse aux idées populistes. Elle nous aide en outre à proposer une vision plus complète des causes des épisodes populistes et des coûts et bénéfices des ripostes démocratiques au populisme.

## Chapitre 2 Le populisme à travers le monde

Les spécialistes du populisme partagent l'idée qu'il s'agit d'un phénomène moderne. La croyance populaire veut que le populisme ait émergé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en Russie et aux États-Unis et qu'il soit étroitement lié à l'expansion de la démocratie en tant qu'idée et régime. Aujourd'hui, le populisme est présent sur presque tous les continents et influe sur chaque régime politique, mais il touche surtout les démocraties européennes et américaines. Si tous les populistes partagent le même discours, le populisme est cependant un phénomène politique extrêmement hétérogène. Les acteurs populistes peuvent être de droite ou de gauche, conservateurs ou progressistes, religieux ou laïques.

Certains observateurs considèrent cette extrême diversité comme une raison de rejeter en bloc le terme de populisme, sous prétexte qu'une idéologie aussi diffuse manque forcément de substance. Mais plutôt que de refléter un manque d'attributs centraux, la diversité des acteurs populistes nous semble indiquer le fait que le populisme existe rarement de façon isolée. Le populisme étant une idéologie peu substantielle qui n'aborde qu'un ensemble limité de questions,

presque tous les acteurs populistes associent le populisme à une ou plusieurs autres idéologies, qu'on appelle idéologies hôtes. D'une manière générale, la plupart des populistes de gauche associent le populisme à une forme de socialisme, tandis que les populistes de droite ont tendance à l'associer à un certain type de nationalisme.

L'émergence de chaque acteur populiste se produit dans un contexte précis de revendications sociales qui influencent son choix d'idéologie hôte, qui à son tour détermine la façon dont l'acteur définit « le peuple » et « l'élite ». Le contexte politique national étant souvent façonné par des événements régionaux ou même mondiaux, les acteurs populistes qui émergent dans des régions ou au cours de périodes spécifiques peuvent beaucoup se ressembler. Dans la situation européenne actuelle, par exemple, le contexte politique global de l'UE influe beaucoup sur les politiques nationales, y compris la politique populiste – presque tous les acteurs populistes au sein de l'UE sont eurosceptiques, même si le caractère spécifique et l'intensité du scepticisme diffèrent d'un acteur à l'autre.

Dans ce chapitre, nous proposons au lecteur une présentation concise des principaux acteurs populistes des cent cinquante dernières années. Celle-ci se focalise sur les trois zones géographiques où le populisme a joué un rôle particulièrement important : l'Amérique du Nord, l'Amérique latine et l'Europe. De plus, nous décrivons brièvement le contexte politique, les caractéristiques, l'idéologie hôte et l'interprétation spécifique donnée aux termes « peuple » et « élite » par les populistes de ces régions à des moments clés. Ce chapitre se conclut par l'observation de plusieurs acteurs populistes récents intervenant hors de ces zones traditionnelles, en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique subsaharienne.

## L'Amérique du Nord

L'Amérique du Nord, et plus particulièrement les États-Unis, s'inscrit dans une longue tradition de mobilisation populiste remontant à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Bien que, dans cette partie du continent, un certain nombre de leaders populistes aient accédé au pouvoir étatique – le gouverneur Huey Long en Louisiane, par exemple, ainsi que le Premier ministre de la province de l'Alberta Ernest Manning –, presque toutes les forces populistes importantes se sont caractérisées par des mouvements dont le leadership ou l'organisation centrale étaient relativement faibles. De la révolte agraire de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle aux mouvements Occupy Wall Street et du Tea Party du début du XXI<sup>e</sup> siècle, le populisme en Amérique du Nord, caractérisé par une mobilisation régionale et une organisation médiocre, s'est souvent manifesté de façon spontanée.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les États de l'ouest de l'Amérique du Nord ont vécu d'importantes transitions économiques et sociales. Le développement d'infrastructures, tel que l'extension du réseau ferroviaire, et les changements économiques, tels que la frappe de l'argent, ont eu un impact particulièrement dur sur les zones rurales. Un mélange d'agrarisme et de populisme a donné naissance au populisme dit « des Prairies », une idéologie qui s'est propagée de la fin du XIX<sup>e</sup> au début du XX<sup>e</sup> siècle. Quoique plus forts dans les provinces occidentales du Canada, ainsi que dans les régions du Sud-Ouest et des Grandes Plaines aux États-Unis, les sentiments populistes se sont répandus dans toute l'Amérique du Nord pendant cette période.

À l'époque, les populistes des Prairies associaient le terme de « peuple » aux agriculteurs, plus précisément aux *yeomen*, des fermiers libres et indépendants d'origine européenne. Dans la lignée du producérisme, qui a toujours façonné le populisme en Amérique du Nord, le populisme des Prairies désignait les fermiers comme le peuple pur, celui qui labourait la terre et produisait toutes les matières premières des biens de la société (les vêtements et la nourriture, en particulier). Les banquiers et les politiciens du Nord-Est formaient l'élite, qui ne produisait rien mais extorquait leurs biens aux fermiers à l'aide de prêts importants à taux élevé. Si les premiers populistes manifestaient des tendances antisémites et racistes, la distinction que les populistes des Prairies faisaient entre le peuple et l'élite n'était toutefois pas essentiellement de nature ethnique ou religieuse. La base de cette distinction était plutôt morale, géographique et professionnelle, c'est-à-dire que la frontière se situait entre les bons fermiers des champs et les banquiers et politiciens corrompus des villes.

Au sein des systèmes fédéraux canadiens et américains, les partis et politiciens populistes sont parvenus à accroître leur influence et leur succès tant sur le plan local que sur le plan régional, mais il leur manquait une représentation politique au niveau national. Le Parti du peuple, couramment appelé « les Populistes », comptait des représentants dans les corps législatifs de plusieurs États dans les années 1890. Cependant, faute d'un leader unique à l'attrait interrégional, le Parti du peuple a décidé de soutenir le candidat officiel du Parti démocrate, William Jennings Bryan, aux élections présidentielles de 1896. Le populisme a donc perdu une grande partie de son élan après la défaite de Bryan à ces élections, mais il a fait quelques réapparitions au sein d'un plus large mouvement progressiste au début du xx<sup>e</sup> siècle.

Au Canada, plusieurs partis Crédit social provinciaux ont remporté quelques victoires électorales et fonctions importantes dans certains gouvernements, de la province d'Alberta à celle de Québec, des années 1930 aux années 1960. Mais, miné par des divisions au niveau provincial, le Parti Crédit social du Canada (Socreds) n'est jamais devenu une force nationale dominante.

Le populisme a fait un retour en force au sein du mouvement anticommuniste au début de la guerre froide. Influencé par les incertitudes qui pesaient sur l'époque, et par la peur ancienne et le rejet des idées de gauche du conservatisme américain, un mouvement de masse amorphe lancé par la droite a transformé le populisme américain : jadis essentiellement progressiste, c'est devenu un phénomène avant tout réactionnaire. Pour les populistes anticommunistes, « le peuple » désignait les (« vrais ») Américains ordinaires et patriotes du cœur du pays, alors que « l'élite », elle, vivait dans les régions côtières, surtout dans le Nord-Est, et soutenait, ouvertement ou non, les idées socialistes « anti-américaines ». Liant populisme et producérisme, doctrine selon laquelle le peuple pur se trouve coincé entre une élite corrompue supérieure et une sous-classe racialisée inférieure, ces populistes accusaient l'élite de tirer profit du dur labeur du peuple et de « redistribuer » leurs richesses à la sous-classe non blanche afin de rester au pouvoir.

Le mouvement anticommuniste a presque totalement disparu du paysage politique dans les années 1970, en raison des abus reconnus de la chasse aux sorcières lancée par le sénateur républicain Joseph McCarthy, de l'adoption d'une politique de détente et de la supériorité croissante des États-Unis sur l'Union soviétique, affaiblissant la peur paranoïaque

d'une prise du pouvoir par les communistes. L'intérêt suscité par le populisme auprès d'un vaste public n'a toutefois pas échappé à certains politiciens républicains qui ont essayé de tirer profit de l'engouement de l'Américain moyen pour les idées de droite. L'un des plus habiles dans ce domaine fut Richard Nixon, le trente-septième président des États-Unis. Même s'il n'était pas fondamentalement populiste, Nixon a rendu populaire le terme de « majorité silencieuse », faisant référence à la majorité du (vrai) peuple américain réduit au silence, au sens propre comme au sens figuré, par l'élite (libérale).

Le populisme de droite s'est également trouvé au cœur de deux campagnes présidentielles victorieuses menées par un troisième parti à la fin du xx<sup>e</sup> siècle. En 1968, l'ancien gouverneur démocrate de l'Alabama George C. Wallace, candidat du Parti indépendant américain (AIP), a remporté près de dix millions de voix, soit 13,5 % du scrutin. Après avoir essentiellement mené une campagne monothématique en faveur de la ségrégation – son populisme productiviste visait à la fois les pauvres afro-américains en bas de l'échelle et l'élite blanche anti-ségrégationniste en haut –, Wallace a remporté cinq États dans le Sud. En 1992, le milliardaire texan Ross Perot a fait encore mieux en obtenant près de vingt millions de voix, soit 18,9 % du scrutin. Sa campagne basée sur le slogan « L'union fait la force, Amérique », modérément productiviste mais fortement populiste, portait sur un large éventail de préoccupations et de questions de droite, telles que le déficit budgétaire et le contrôle des armes. Employant un langage familier afin d'opposer le cœur pur du pays à la côte Est corrompue, Perot a promis au (vrai) peuple américain qu'il « ferait sérieusement le ménage » à Washington. Sa campagne de 1996 en tant que

leader du tout nouveau Parti de la réforme des États-Unis d'Amérique (RPUSA) a connu un succès beaucoup plus faible ; il a tout de même remporté huit millions de voix, soit 8,4 % du scrutin.

Si le principal « ennemi de l'intérieur » des populistes de droite a quelque peu changé au fil du temps – les communistes des années 1950 ont par exemple été remplacés par le mouvement des droits civiques dans les années 1960, puis par les « juges militants » dans les années 1970 –, les principales revendications socio-économiques et, plus important encore, socio-culturelles sont, quant à elles, restées remarquablement constantes : « notre mode de vie » est attaqué par « l'élite libérale » qui a recours à un État (fédéral) oppressif et un État-providence beaucoup trop coûteux et étendu afin de torpiller les initiatives et les valeurs du peuple tout en accordant des « privilèges spéciaux » aux minorités qui ne les méritent pas. Ce discours a façonné toutes les grandes campagnes de la droite populiste en Amérique du Nord, de celle, plus raciste, de l'AIP de Wallace dans les années 1960 à celle, plus néolibérale, du RPUSA de Ross Perot et Preston Manning dans les années 1990.

Bien que le populisme soit passé de progressiste au xix<sup>e</sup> siècle à conservateur au xx<sup>e</sup> siècle, la définition du « peuple » en soi a peu changé. Il s'agit toujours principalement des gens ordinaires habitant le cœur du pays, mais dans un sens peut-être plus large en termes de profession (classe moyenne plutôt que monde paysan) et de religion (chrétiens plutôt que protestants). En revanche, la description de « l'élite » a quelque peu évolué. Si les grandes entreprises et les politiciens du Nord-Est sont toujours visés par les populistes, l'élite dite culturelle a toutefois pris

plus d'importance dans leur discours. Cette « élite libérale » culturelle contrôle surtout l'enseignement (supérieur), en particulier les grandes universités de l'Ivy League, où elle « pervertit » les bureaucrates, les juges et les politiciens du futur avec ses idées « anti-américaines ».

La première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle a vu émerger deux nouveaux mouvements populistes, chacun déclenché par des revendications sociales liées à la grande récession de la fin des années 2000. S'ils couvrent tout le spectre politique, les deux mouvements ont cependant beaucoup en commun. Ils s'opposent fortement au sauvetage financier du secteur bancaire par le gouvernement, amorcé sous la présidence républicaine de George W. Bush et poursuivi par son successeur démocrate Barack Obama. Fidèles à la tradition américaine, ils prétendent défendre la pureté de « la rue » contre la corruption de « Wall Street ». Leur idéologie hôte les divise cependant : les critères d'inclusion d'Occupy Wall Street sont moins restrictifs que ceux du Tea Party dans leurs définitions du peuple et de l'élite.

Prétendant s'exprimer au nom des « 99 % » touchés par la crise économique, c'est-à-dire « le » peuple américain, le mouvement Occupy a émergé sous la forme d'une manifestation de gauche contre le sauvetage financier opéré par Bush et Obama et les liens étroits entre Wall Street et Washington, l'élite corrompue des 1 % restants. Occupy Wall Street a certes attiré davantage l'attention des médias en occupant physiquement le parc Zuccotti dans le quartier financier de Manhattan, mais des groupes semblables ont occupé des lieux à travers toute l'Amérique du Nord (et au-delà de ses frontières). Dans son programme, Occupy fusionnait populisme et justice sociale progressiste,

adoptant une interprétation inclusive du mot « peuple » et une approche faiblement productriciste. Le mouvement considérait l'élite économique et politique comme un bloc homogène, dont l'élite des médias traditionnels faisait également partie. Si le mouvement Occupy a lui-même faibli en conséquence d'un manque de leadership central, d'expulsions forcées et de la rigueur de l'hiver 2011, certains arguments de sa rhétorique ont toutefois survécu, tels que l'opposition populiste des 99 % aux 1 % utilisée dans la rhétorique du sénateur et candidat démocrate aux élections présidentielles Bernie Sanders. Dans l'un de ses discours de campagne en 2016, celui-ci a même affirmé : « Nous avons annoncé à l'establishment politique et économique de ce pays que le peuple américain ne tolérerait plus qu'un système de financement électoral corrompu ébranle la démocratie américaine et que nous n'accepterions pas une économie truquée qui force les Américains ordinaires à travailler plus pour gagner moins, tandis que la quasi-totalité des revenus et richesses finissent dans les poches des 1 % . »

Le mouvement du Tea Party a principalement mobilisé des conservateurs et des libertaires contre le sauvetage financier du secteur bancaire. Le Tea Party véhicule un message productriciste très fort qui, implicitement, donne souvent un sens racialisé au mot « peuple ». Si le Tea Party partage l'aversion du mouvement Occupy pour Wall Street, sa définition de « l'élite » est plus sélective. De nombreux groupes et sympathisants du Tea Party réservent ce terme aux banquiers, aux démocrates et à Hollywood. Cependant, le mouvement a été affaibli par de profondes dissensions entre les militants intéressés (Astroturf) et la base, le premier groupe étant composé de lobbys bien financés, organisés et proches de l'establishment républicain tels que

FreedomWorks, tandis que le second comprend les milliers de petites branches locales et régionales du Tea Party, qui sont réparties dans tout le pays et considèrent que l'establishment républicain n'a de républicain que le nom. Les deux groupes prétendent parler au nom de « nous, le peuple », mais les opinions populistes des groupes de militants de base sont bien plus affirmées que celles des militants de l'Astroturf, qui ont pour cible principale le Parti démocrate. Aussi, si les militants de base expriment surtout des revendications socio-culturelles (« récupérons notre pays »), ceux de l'Astroturf défendent presque exclusivement des revendications socio-économiques (opposition à l'« Obamacare » et à la hausse des impôts).

Bien que Donald Trump n'ait jamais été actif au sein du Tea Party et qu'il ait été peu présent politiquement à l'apogée de la mobilisation du mouvement, sa campagne présidentielle a abordé un grand nombre des thèmes que les militants de base du Tea Party défendaient eux aussi. Mêlant nativisme et autoritarisme à une haine viscérale de l'anti-establishment, sa campagne, qui attaquait à la fois les élites démocrates et républicaines, est devenue de plus en plus populiste sous la direction de Steve Bannon, directeur général de *Breitbart News*. Lors d'un discours de campagne en Floride, en octobre 2016, Trump a par exemple déclaré : « Le but de notre mouvement est de remplacer un establishment politique corrompu et condamné à l'échec par un nouveau gouvernement contrôlé par vous, le peuple américain. » Sa victoire surprise aux élections présidentielles de 2016 a prouvé que, contrairement à ce que l'on pense, la stratégie du populisme de droite est viable lorsqu'on souhaite accéder à des fonctions politiques aux États-Unis. Reste à savoir si Trump continuera à user de sa rhétorique populiste au long

de son mandat, car il a besoin du soutien du Parti républicain au Congrès, mais certains sénateurs sont en désaccord avec certains éléments de son programme populiste de droite.

### L'Amérique latine

L'Amérique latine est la région du monde où la tradition populiste est la plus résistante et répandue. Les fortes inégalités socio-économiques associées à des périodes relativement longues de démocratie expliquent en grande partie pourquoi l'idéologie populiste remporte un tel triomphe dans les pays d'Amérique latine. D'une part, la concentration du pouvoir économique et politique entre les mains d'une petite minorité rend le discours populiste particulièrement séduisant car il met en lumière l'existence d'une oligarchie (*oligarquía*) malhonnête qui ne tient pas compte des souhaits du peuple (*el pueblo*). D'autre part, l'organisation régulière d'élections relativement libres et justes a instauré un mécanisme qui permet aux électeurs d'exprimer leur insatisfaction. Il n'est donc pas étonnant que de nombreux citoyens latino-américains soutiennent les partis et leaders populistes qui promettent d'établir un gouvernement grâce auquel le peuple se gouverne lui-même au lieu d'être gouverné par une oligarchie.

Bien que le succès électoral du populisme à travers l'Amérique latine soit lié à l'alliance d'une politique démocratique et d'inégalités extrêmes, il est important de garder à l'esprit que la région a assisté au développement et au déclin de différentes versions du populisme. Au fil de son histoire, l'Amérique latine a connu trois vagues de populisme. Chacune a non seulement développé sa propre conception de ce qui composait le « peuple pur » et « l'élite corrompue »,

mais elle a aussi intégré des caractéristiques idéologiques spécifiques qui ont rendu possible la construction d'un discours tenant compte du mécontentement perçu.

La première vague de populisme latino-américain a démarré au début de la crise de 1929 et a duré jusqu'à l'avènement de régimes dits bureaucratiques autoritaires à la fin des années 1960. Pendant cette période, les pays d'Amérique latine ont vécu une crise d'incorporation : le taux de migration de plus en plus fort du peuple rural vers les zones urbaines et la mise en œuvre de réformes économiques aboutissant à l'industrialisation a favorisé l'augmentation des exigences en matière de droits politiques et sociaux. À travers la région, différents leaders et partis ont proposé des programmes politiques intégrant des questions sociales. Le socialisme et le communisme ont gagné du terrain dans la plupart des pays d'Amérique latine, mais dans certains d'entre eux, c'est le populisme qui a remporté le plus de succès. Ce fut le cas par exemple en Argentine, au Brésil et en Équateur, pays dont Juan Domingo Perón, Getúlio Vargas et José María Velasco Ibarra sont respectivement devenus présidents en développant un langage politique axé sur « le peuple » plutôt que sur « la classe ouvrière ». Ils se sont en même temps basés sur l'idéologie de l'*americanismo*, selon laquelle tous les habitants de l'Amérique latine ont une identité commune et qui condamne l'ingérence des puissances impérialistes.

Il existait un point commun important entre les différentes manifestations nationales de la première vague de populisme : toutes définissaient « le peuple pur » et « l'élite corrompue » de la même façon. Toutes ces expériences populistes avaient de claires tendances corporatistes : le peuple pur était considéré comme une communauté *mestiza*

vertueuse composée de paysans et d'ouvriers, dont les citoyens d'origine indigène et africaine étaient exclus. Grâce à cette image du peuple pur, les leaders populistes sont parvenus à organiser la mobilisation et l'intégration des secteurs exclus, lorsque ceux-ci exprimaient leur loyauté envers le leader en question. Quant à l'élite corrompue, il s'agissait, pour tous les populistes de la première vague, d'une oligarchie nationale alliée aux forces impérialistes qui s'opposait au modèle économique d'industrialisation par substitution aux importations. En pratique, cela signifie qu'une partie seulement de l'establishment était assimilée à l'élite corrompue : il s'agissait des secteurs élitistes qui étaient en désaccord avec le mode de gouvernance défendu par les leaders populistes.

La deuxième vague de populisme a été beaucoup plus courte et moins productive que la première. Elle a démarré au début des années 1990 et les cas qui l'illustrent le mieux sont survenus en Argentine (Carlos Menem), au Brésil (Fernando Collor de Mello) et au Pérou (Alberto Fujimori). Parce que ces pays traversaient de profondes crises économiques à la fin des années 1980, ces leaders populistes sont parvenus à remporter des élections en accusant l'élite d'avoir provoqué cette situation dramatique et en proclamant qu'on avait volé sa souveraineté légitime au peuple. La plupart de ces leaders n'ont pas clairement pris position en s'appuyant sur un programme qui proposait des moyens de résoudre la crise. Arrivés au pouvoir, ils ont choisi de coopérer avec le Fonds monétaire international (FMI) et de mettre en œuvre de sévères réformes néolibérales. Malgré leur impopularité, ces mesures ont permis à l'économie de se stabiliser et ont mis fin à l'hyperinflation. Cela explique en partie pourquoi des leaders populistes tels que Menem et Fujimori ont été réélus.

En faisant siennes un ensemble d'idées néolibérales, la deuxième vague de populisme a exprimé sa propre vision de l'identité du « peuple pur » opposé à « l'élite corrompue ». Contrairement à la première vague, elle menait une lutte contre la « classe politique » et l'État. L'élite corrompue se composait alors d'acteurs politiques qui favorisaient l'existence d'un État fort et s'opposaient au développement d'une économie de marché. L'idéologie de l'*americanismo* et sa forte opposition à l'impérialisme ne jouaient aucun rôle dans cette vague de populisme. En accord avec l'approche néolibérale, celle-ci considérait le peuple comme une masse passive dont les idées s'exprimaient par le biais d'enquêtes d'opinion. En pratique, la deuxième vague de populisme s'est caractérisée par la mise en œuvre de programmes de lutte contre la pauvreté visant les secteurs informels et les plus démunis.

La troisième et actuelle vague de populisme latino-américain a été suscitée par le triomphe électoral d'Hugo Chávez au Venezuela en 1998. Elle s'est ensuite répandue dans des pays tels que la Bolivie (Evo Morales), l'Équateur (Rafael Correa) et le Nicaragua (Daniel Ortega). Comme ces leaders ont usé de l'*americanismo* et de la rhétorique anti-impérialiste, leurs cas ont certaines similarités avec ceux de la première vague. Cependant, les leaders actifs pendant la troisième vague de populisme ont manifesté une forte propension à exploiter des idées socialistes, au point que le parti fondé par Evo Morales a été baptisé Mouvement vers le socialisme (MAS) et le parti établi par Hugo Chávez, Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV). Cela différencie nettement la troisième vague de populisme de la première, qui avait essayé de se positionner au-delà du clivage gauche/droite. Tous les leaders populistes de la troisième vague se présentent comme des personnalités de la gauche radicale :

ils affirment combattre l'économie de marché et avoir pour objectif de bâtir un nouveau modèle de développement qui permettra aux pauvres d'accéder au véritable progrès.

L'attrait de ce discours populiste d'extrême gauche est lié aux revendications sociales engendrées par les réformes néolibérales qui ont été mises en œuvre en Amérique latine pendant les deux dernières décennies du xx<sup>e</sup> siècle. Bien qu'elles aient généré une stabilité macro-économique, elles n'ont rien fait pour réduire les fortes inégalités socio-économiques dans la quasi-totalité de la région. En politisant le problème de l'inégalité et en condamnant les élites au pouvoir, la troisième vague d'acteurs populistes est parvenue à prendre de l'importance. De plus, en associant idées socialistes et populistes, ses leaders ont ajouté à la définition du peuple pur une notion d'intégration : sont désormais comprises toutes les victimes d'exclusion et de discriminations. Ce fut particulièrement évident dans le cas de Morales en Bolivie, dont le discours « ethnopopuliste » reconnaissait le caractère multiethnique de son pays mais insistait sur la nécessité de mettre en œuvre une politique en faveur des groupes indigènes discriminés.

En ce qui concerne l'élite corrompue, tous les populistes de la troisième vague soutiennent que leurs pays ont été gouvernés par un establishment malhonnête qui a créé des règles du jeu en sa faveur. Par conséquent, ils affirment que l'heure est venue de rendre sa souveraineté au peuple grâce à la formation d'une « assemblée constituante » chargée d'établir une nouvelle constitution, qui sera ensuite ratifiée par référendum. Les trois leaders – Chávez, Correa et Morales – ont mis en œuvre ce type de changement constitutionnel dès leur arrivée au pouvoir. Des faits récents ont montré que ces

nouvelles constitutions avaient non seulement diminué le pouvoir des anciennes élites, mais aussi sérieusement limité la capacité de l'opposition à s'imposer de façon juste et libre face aux gouvernements populistes.

## L'Europe

En Europe, le populisme a mené une existence relativement marginale au xx<sup>e</sup> siècle, bien que l'un des deux premiers mouvements populistes agraires ait émergé en Russie à la fin du xix<sup>e</sup> siècle. Le populisme russe (*narodnichestvo*) est né en réaction aux difficultés des paysans dans la Russie féodale des tsars. Le mouvement réclamait des réformes démocratiques destinées à protéger les paysans des propriétaires terriens et de la commercialisation de l'agriculture. Cependant, si les populistes américains sont parvenus à créer un mouvement politique de masse, les *narodniki* russes, eux, n'ont jamais dépassé le stade de petit mouvement culturel de l'intelligentsia principalement urbaine. Entre 1874 et 1877, ce mouvement prônant « d'aller au peuple » est allé diffuser son message dans les campagnes afin de mobiliser « le peuple » contre « l'élite », mais la paysannerie les a en grande partie rejetés. Leurs deux principales organisations, la Volonté du peuple et le Partage noir, se sont affaiblies après l'assassinat du tsar Alexandre II en 1881 par un jeune membre du premier groupe.

Si les *narodniki* ont échoué en Russie, ils ont toutefois inspiré nombre des mouvements agraires nés en Europe de l'Est au début du xx<sup>e</sup> siècle. Ceux-ci incarnaient un populisme agraire assez semblable à celui des Populistes nord-américains pour qui le paysan était la source principale de moralité et de vie agricole, pierre angulaire de la société. Ils

s'opposaient avec véhémence à l'élite urbaine et au capitalisme en raison de sa tendance à centraliser et de sa base matérialiste, plaidant plutôt en faveur de la préservation des petites fermes familiales et de l'autogestion. Les populistes agraires ont eu beaucoup de succès dans les zones rurales d'Europe de l'Est mais sont restés en grande partie exclus du pouvoir politique dans les États autoritaires dirigés par une élite constituée de propriétaires terriens et de militaires.

Le communisme et le fascisme ont flirté avec le populisme, en particulier pendant le lancement de leurs mouvements, dans l'espoir de s'attirer un soutien massif. Dans l'absolu, tous deux doivent cependant être considérés comme des idéologies et des régimes plus élitistes que populistes. Cela est surtout évident dans le cas du fascisme qui, selon ses différentes versions, fait l'éloge du leader (*Führer*) et de la race (national-socialisme) ou de l'État (fascisme) plutôt que du peuple. Si le communisme se concentre davantage sur le peuple, le marxisme-léninisme, en particulier, est lui d'essence fortement élitiste. Selon sa doctrine, le Parti communiste forme l'avant-garde du peuple (autrement dit, la classe ouvrière) qui le suit plutôt qu'il ne le mène. En outre, les idées de base de « lutte des classes » et surtout « d'acceptation passive des idéologies » sont contraires à l'éthique du populisme.

Les spécialistes du domaine s'accordent sur le fait que le populisme est resté presque totalement absent de la politique européenne pendant les premières décennies de l'après Seconde Guerre mondiale. L'Europe de l'Est a vécu sous plusieurs régimes communistes qui ont troqué un leader fort (Staline) contre une bureaucratie forte mais inefficace, tandis que l'Europe de l'Ouest, effrayée à la fois par le fascisme et le communisme, a rétabli ses démocraties sur la base de la

modération idéologique. Certains mouvements populistes isolés sont apparus, exprimant principalement l'opposition violente du monde rural conservateur à la centralisation et la politisation du secteur agricole. Parmi les rares partis populistes qui ont connu un certain succès, on trouve en France l'Union de défense des commerçants et artisans (UDCA) de Pierre Poujade. Bien qu'ils n'aient remporté qu'une seule victoire aux élections nationales, en 1956, les poujadistes ont eu un impact durable sur la politique française. Le terme de « poujadisme » est même devenu synonyme de populisme bien au-delà des frontières françaises.

Ce n'est qu'à la fin des années 1990 que le populisme est devenu une force politique significative en Europe. Réagissant aux frustrations générées par les effets des transformations anciennes et récentes de la politique et de la société européennes, telles que l'adhésion à l'Union européenne et l'immigration, des partis populistes issus de la droite radicale ont émergé à travers le continent, mais tous n'ont pas remporté le même succès électoral et politique. Ces partis associent le populisme à deux autres idéologies : l'autoritarisme et le nativisme. Le premier se définit par la foi en une société rigoureusement organisée et se traduit par une emphase sur les questions « d'ordre public », tandis que le deuxième s'appuie sur la notion selon laquelle les États devraient être exclusivement peuplés de membres du groupe autochtone (« la nation ») et que les individus allochtones (« étrangers ») menacent fondamentalement l'homogénéité de l'État-nation. La nature xénophobe du populisme européen actuel découle donc d'une conception très spécifique de la nation qui repose sur une définition ethnique et chauvine du peuple. Aussi le populisme, l'autoritarisme et le nativisme font-ils de nos jours l'expérience d'une sorte de mariage de convenance en Europe.

L'archétype du parti populiste appartenant à la droite radicale est le Front national (FN) français, fondé en 1972 par Jean-Marie Le Pen, un ancien député de l'UDCA. Le Pen a transformé l'extrême droite française élitiste et désorganisée en un parti populiste d'extrême droite bien organisé, qui a inspiré des partis et des politiciens dans toute l'Europe. À ses débuts, Le Pen prétendait « dire tout haut ce que les gens pensaient tout bas » et opposait le FN à la « bande des quatre », c'est-à-dire les quatre partis bien établis à l'époque. D'autres partis populistes d'extrême droite associent également nativisme et populisme dans leur programme économique au fort chauvinisme social et leur programme eurosceptique de politique étrangère. Ils accusent l'élite de détruire l'État-providence dans le but d'intégrer les immigrés, son nouvel électorat présumé, et de demander la création d'un nouvel État-providence pour leur « propre peuple » en priorité. En ce qui concerne la politique étrangère, ces partis accusent l'élite de « vendre » leur pays et leur peuple à l'UE, « un moloch antidémocratique, socialiste et bureaucratique » qui ne sert qu'une élite cosmopolite.

Outre cette droite radicale populiste nativiste, qui tend à émaner de sous-cultures nationalistes, plusieurs partis populistes néolibéraux, tels que Forza Italia (FI) et le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), sont nés de courants politiques traditionnels. Frustrés par les impôts élevés et l'augmentation du coût de l'État-providence, ainsi que par la connivence liant les partis de droite traditionnels, ils préconisent une politique néolibérale (baisse des impôts et libre-échange) tout en critiquant fortement le système politique et les élites. Comme leurs cousins nord-américains, ils souscrivent au productérisme, quoique sous une

forme modérée, et accusent l'élite (autrement dit, les partis et syndicats traditionnels) de frustrer le peuple travailleur en lui imposant des lois inutiles, des impôts élevés et en récompensant ses électeurs (employés du secteur public et immigrés) non méritants et improductifs.

La fin du communisme a fait naître des sentiments populistes dans toute l'Europe centrale et orientale. Dans les rares pays où la société civile a joué un rôle important dans la chute du régime communiste, en Allemagne de l'Est et en Pologne, par exemple, les slogans populistes tels que « Nous sommes le peuple » ont activement soutenu la « révolution ». Les sentiments populistes étaient particulièrement forts au moment des élections fondatrices, c'est-à-dire les premières élections libres et justes organisées dans l'Europe de l'Est postcommuniste, où de vastes partis génériques représentaient « le peuple » contre « l'élite » du parti communiste. Par exemple, le slogan officiel du parti générique tchèque Forum Civique (OF) clamait : « Les partis sont pour les adhérents, le Forum Civique est pour tout le monde ». La plupart des partis génériques se sont rapidement disloqués après les élections fondatrices, ce qui a permis à des partis populistes de taille plus modeste appartenant à la gauche, la droite et au centre de voir le jour. Nombre d'entre eux étaient ce qu'on appelle des partis éclairs – sitôt créés, sitôt dissolus – liés à une personnalité précise. Parfait exemple de ces partis éclairs populistes du début de l'ère postcommuniste, le Parti X en Pologne fondé par l'homme d'affaires polono-canadien Stanisław Tymiński a surpris tout le monde en arrivant deuxième aux élections présidentielles de 1990, derrière le légendaire chef du syndicat anticommuniste Solidarność, Lech Wałęsa, au second tour.

Tandis que les sociétés postcommunistes s'adaptaient tant bien que mal aux changements provoqués par la double transition (économique et politique) – voire, dans certains cas, à une transition également nationale car de nouveaux États s'étaient formés –, les nouveaux acteurs populistes ont essayé de tirer profit du mécontentement croissant à l'égard de la politique en adoptant un discours qui mettait l'accent sur « la révolution volée ». Ils accusaient les nouvelles élites démocratiques soit de faire partie de l'ancienne élite communiste, soit d'être de mèche avec elle. Ils appelaient par conséquent le peuple à opérer une nouvelle « vraie » révolution afin de chasser l'élite postcommuniste corrompue et de récupérer enfin le pouvoir. Bien entendu, ce discours a remporté un réel succès dans les pays soumis à une transition par pacte – autrement dit, où la démocratie résultait d'un pacte entre les représentants du régime communiste et l'opposition démocratique. Par exemple, le Fidesz-Union civique hongroise et Droit et justice (PiS) en Pologne ont longtemps affirmé que la véritable révolution n'avait pas encore eu lieu. De fait, lorsqu'il a remporté une « supermajorité » en 2010, le Fidesz a modifié la constitution au motif que « nous n'avons jamais pu faire ce que nous souhaitions en 1989 ».

Alors que le populisme reste surtout une idéologie de droite en Europe, la grande récession de la fin des années 2000 a donné un nouvel élan au populisme de gauche. En Grèce, la situation économique catastrophique a convaincu une pléthore de groupes d'extrême gauche de rejoindre la nouvelle Coalition de la gauche radicale (Syriza), tandis qu'en Espagne, les manifestations des Indignés (*Indignados*) ont donné lieu à la création d'un nouveau parti, Podemos (« Nous pouvons »). Ce populisme de gauche est assez semblable à celui du mouvement Occupy en Amérique du Nord,

même si chaque acteur a des ennemis et une terminologie bien précis – d’après Syriza, l’UE est un élément important de l’élite, alors que Podemos s’oppose principalement à « *la casta* », terme péjoratif désignant l’élite politique nationale. Les forces populistes européennes de gauche tendent également à faire preuve d’eurosepticisme, mais plus pour des raisons sociales (socialistes) que nationales (nationalistes). Par exemple, elles s’opposent fortement aux mesures d’austérité imposées par la troïka – c’est-à-dire l’alliance de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne (BCE) et du Fonds monétaire international (FMI).

### En dehors des trois principales régions

Le populisme se développe dans les démocraties émergentes d’autres parties du monde, notamment dans le Sud-Est asiatique, au Moyen-Orient et en Afrique subsaharienne. Au sein de ces démocraties, pour la plupart électorales, on trouve des populistes tant dans les forces au pouvoir que dans les forces d’opposition. Étant donné la diversité économique, sociale et politique encore plus grande de ces régions, il est moins facile d’y déceler des tendances claires, bien que ressortent certaines caractéristiques communes entre les acteurs populistes.

La région à la tradition populiste la plus évidente est l’Australasie, et plus particulièrement l’Australie et la Nouvelle-Zélande. Ces deux pays ont assisté au développement de partis populistes de droite dans les années 1990, très semblables aux partis populistes d’Europe de l’Ouest de la même époque. Nouvelle-Zélande d’abord (NZF) et One Nation Party (ONP) sont nés de la frustration croissante provoquée par la hausse de l’immigration et les réformes

néolibérales de l’État-providence. Les deux partis affirment parler au nom de la population « autochtone », mais l’ONP défend les intérêts des descendants australiens des colons blancs et critique les Aborigènes, alors que le NZF se présente principalement comme la voix du peuple indigène maori de Nouvelle-Zélande.

En Asie du Sud-Est, le populisme est apparu à la suite de la crise économique de 1997, qui a mis brutalement fin à l’ascension spectaculaire de ce qu’on appelait alors les Tigres asiatiques. Au sein des démocraties émergentes de la région, les acteurs populistes ont donné voix à l’insatisfaction généralisée suscitée par les anciens leaders et leur politique désormais discrédités. Mêlant nationalisme et populisme, ces populistes attaquaient la « mondialisation » néolibérale et les élites nationales qui avaient mis ces politiques en œuvre. Les « outsiders » populistes tels que Joseph Estrada aux Philippines et Roh Moo-hyun en Corée du Sud sont même parvenus à se faire élire à la présidence, mais leurs mandats ont été relativement courts et infructueux. L’exemple le plus frappant de « populiste éclair » est probablement celui de Chen Shui-bian, le « président du peuple » taïwanais, dont le « gouvernement du peuple » s’est effondré au bout de cinq mois seulement. Quant au populiste le plus célèbre du Sud-Est asiatique, il s’agit sans aucun doute du Thaïlandais Thaksin Shinawatra, qui a été évincé de son poste de Premier ministre après de grandes manifestations et un coup militaire, mais dont la sœur Yingluck a réussi à poursuivre le projet.

Le populisme est relativement rare en Afrique, où de nombreux pays sont des démocraties autoritaires ou, au mieux, des démocraties électorales très imparfaites.

Contrairement au populisme de la plupart des autres régions du monde, le populisme africain est surtout associé à des hommes forts autoritaires, tels que le président ougandais Yoweri Museveni et l'ancien président zambien Michael Sata, qui s'est servi du populisme pour vaincre ses adversaires dans une lutte intra-élite pour le pouvoir. Museveni a quant à lui introduit un « système sans parti » basé sur des instruments de plébiscite, tel que le référendum, et des institutions démocratiques libérales fortement contestées telles que les tribunaux indépendants. Lorsque la Cour suprême a déclaré l'un de ces référendums nul et non avenue, Museveni a réagi en parfait populiste : « Le gouvernement ne laissera aucune autorité, y compris les tribunaux, usurper le pouvoir du peuple. » Même dans le cas exceptionnel de l'Afrique du Sud, l'une des rares démocraties libérales du continent, le populisme a émergé en grande partie du sein même de l'establishment. Julius Malema était une voix populiste d'opposition à l'intérieur du parti dominant du Congrès national africain (ANC) et a présidé sa Ligue de la jeunesse de 2008 à 2012. Cependant, en raison de ses discours enflammés, de son comportement problématique et de ses propositions de mesures polémiques, il a été exclu de l'ANC en 2012 et a ensuite créé un nouveau parti nommé Combattants pour la liberté économique (EFF).

Enfin, si le populisme a caractérisé certains régimes du passé au Moyen-Orient, en particulier ceux de Gamal Abdel Nasser en Égypte (1956-1970) et Mouammar Khadafi en Libye (1969-2011), il n'est devenu partie intégrante de la politique de la région qu'au XXI<sup>e</sup> siècle. Dans les démocraties plus établies, comme Israël et la Turquie, le populisme est autant une spécificité des partis et des politiciens au pouvoir que de ceux de l'opposition, y compris des leaders en place

depuis un certain temps, comme Benyamin Netanyahou en Israël et Recep Tayyip Erdoğan en Turquie. Et bien que les différentes « révolutions » qui ont formé ce qu'on appelle aujourd'hui le Printemps arabe n'aient pas été populistes en soi, la rhétorique populiste a favorisé la mobilisation de nombre de ses participants. Le principal slogan associé au Printemps arabe, scandé lors des manifestations de la Tunisie en Égypte en passant par le Yémen, clamait : « Le peuple veut la chute du régime ! »

### Le populisme à travers le temps et l'espace

En à peu près un siècle et demi, le populisme, d'abord constitué d'un petit groupe élitiste de la Russie tsariste et d'un groupe plus important mais désorganisé dans certaines parties des États-Unis, est devenu un phénomène politique multiforme étendu au monde entier. Son ascension est étroitement liée au développement de la démocratie sur tous les continents. Si l'association du populisme et de la démocratie était un phénomène encore peu répandu à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, on la trouve aujourd'hui partout. Il ne s'agit pas là de suggérer que tous deux sont nécessairement liés ; le populisme peut se développer au sein de régimes autoritaires et nombre de démocraties ne comptent aucun acteur populiste sérieux. Mais étant une idéologie qui donne la priorité à la volonté générale du peuple, le populisme tire avantage de l'hégémonie mondiale grandissante de l'idéal démocratique, ainsi que des possibilités de la démocratie électorale et des frustrations suscitées par la démocratie libérale.

Tous les phénomènes politiques résultent d'un contexte culturel, politique et social plus ou moins précis, et le populisme ne fait pas exception à la règle. C'est la raison pour

laquelle il se présente sous toutes sortes de formes. La forme précise qu'il finit par adopter est liée aux revendications sociales qui prévalent dans le contexte où il intervient. Les acteurs populistes savent parfaitement identifier et politiser les revendications sociales qui, intentionnellement ou non, ne sont pas convenablement prises en compte par les forces politiques dominantes. Mais comme le populisme est un ensemble d'idées très basiques, il se présente obligatoirement associé à une idéologie hôte, dont le rôle essentiel est de proposer une vision plus large du contexte politique, afin de susciter l'intérêt de grands groupes. C'est l'association du populisme et de son idéologie hôte qui donne un sens spécifique aux mots « peuple » et « élite ». Si ce sens est en principe lié au contexte national, des phénomènes régionaux particuliers peuvent toutefois entraîner l'apparition d'acteurs populistes relativement semblables, tels que les partis populistes d'extrême droite dans l'Europe d'aujourd'hui ou la variante actuelle de populistes d'extrême gauche en Amérique latine.

### Chapitre 3 Populisme et mobilisation

La définition proposée dans ce livre reste vague sur la façon dont les acteurs politiques peuvent utiliser le populisme dans le but de mobiliser les masses. En mettant l'accent sur l'existence de différents types de mobilisation populiste, nous souhaitons expliquer pourquoi certaines expériences populistes sont plus concluantes d'un point de vue électoral et moins éphémères que les autres. Avant de poursuivre, il est intéressant de noter que le populisme est généralement lié à un leader (masculin) fort, dont l'attrait charismatique plutôt que son programme idéologique lui garantit un soutien de base. Si les leaders (masculins) charismatiques sont importants pour le populisme, la mobilisation populiste n'est en revanche pas toujours liée à un leader charismatique. Il apparaît, de notre bref passage en revue d'exemples anciens et actuels de forces populistes à travers le monde, que le populisme est lié à différentes formes de mobilisation.

Par mobilisation, nous entendons l'engagement d'une large variété d'individus qui souhaitent sensibiliser le public à un problème particulier et l'amener à agir collectivement pour soutenir leur cause. On distingue en général trois types

de mobilisation populiste : le leadership personnaliste, le mouvement social et le parti politique. De nombreux acteurs populistes se situent nettement dans une seule de ces trois catégories, mais certains correspondent à deux ou trois d'entre elles, soit en même temps, soit consécutivement. Comme le montrent ces trois types, la mobilisation populiste peut être descendante (leadership personnaliste), ascendante (mouvement social) ou les deux (parti politique). C'est le système politique dans lequel ils interviennent qui détermine la façon dont les acteurs populistes se mobilisent, et du type de mobilisation décidé dépend fortement la pérennité de leur succès.

### Le leadership personnaliste

La forme de mobilisation populiste par excellence correspond à celle de l'individu, en grande partie indépendant de l'organisation d'un parti existant, qui mise sur son attrait pour réussir sa campagne et obtenir le soutien de l'électorat, comme l'ont fait Rafael Correa en Équateur, Pim Fortuyn aux Pays-Bas, Alberto Fujimori au Pérou, Beppe Grillo en Italie, Ross Perot aux États-Unis ou encore Thaksin Shinawatra en Thaïlande. Dans ces circonstances, la plupart des partisans éprouvent un attachement personnel (personnalisé) pour le leader, qui mobilise exclusivement du haut vers le bas (mobilisation descendante). Celui-ci établit un lien direct avec ses partisans grâce à une organisation politique ou sociale forte. Certes, la mobilisation descendante n'est pas propre aux leaders populistes, mais ceux-ci tendent à y recourir davantage que les autres.

D'où vient cette affinité empirique entre populisme et leadership personnaliste ? La réponse à cette question se

trouve en partie dans la nature de l'idéologie populiste, selon laquelle « le peuple pur » et « l'élite corrompue » sont des groupes homogènes. Ainsi, le leader populiste peut prétendre être l'incarnation du peuple (comme le pourrait, en principe, n'importe quelle autre personne appartenant au « peuple »). Dans certains cas, le leader populiste se trouve au cœur non seulement du mouvement politique, mais aussi de son identité politique, comme le prouvent le chavisme au Venezuela, le fortuynisme aux Pays-Bas et le péronisme en Argentine.

Dans la plupart des cas, cependant, le leader populiste bâtit bel et bien un type d'organisation politique autour de lui, ce qui est souvent considéré comme un mal nécessaire pour celui qui cherche à remporter des élections. D'un point de vue technique, cette organisation est un parti politique, c'est-à-dire un groupe politique dont un ou plusieurs candidats se présentent à des élections afin d'occuper des fonctions officielles. Mais dans de nombreux cas, l'organisation n'est en grande partie qu'une façade, car ses membres, comités ou structures internes sont peu nombreux. C'est la raison pour laquelle nous préférons appeler ce type de pseudo-organisation « véhicule électoral personnaliste » ; il s'agit en fait d'une structure politique sans pouvoir, plus ou moins créée pour répondre à un besoin spécifique, dont le contrôle total est entre les mains d'un leader fort ayant pour objectif de se présenter à une élection.

En créant un véhicule électoral personnaliste, sans être lié à une organisation politique forte, le leader populiste peut se présenter comme un acteur propre, capable d'exprimer les opinions de « l'homme de la rue » car il n'y a aucun intermédiaire entre « le peuple » et lui. Correa a par exemple

remporté les élections présidentielles équatoriennes de 2006 en prenant ses distances avec l'establishment et en créant un nouveau parti politique qui ne brigait aucun siège au Congrès. Correa affirmait que les partis politiques étaient des organisations malhonnêtes. Il a promis d'établir une nouvelle constitution à l'aide d'une assemblée constituante qui aurait pour mission de bâtir un cadre institutionnel censé respecter la souveraineté du peuple. Le cas de Geert Wilders, aux Pays-Bas, montre un schéma similaire de mobilisation personaliste : il a fondé un parti politique qui n'est en réalité qu'un véhicule électoral personaliste. Membre unique du Parti pour la liberté (PVV), Wilders décide qui a le droit de représenter le parti dans les différents corps législatifs et comment il doit agir et voter.

Bien que l'on trouve des cas de leadership personaliste partout dans le monde, celui-ci prédomine dans certaines régions telles que l'Amérique latine. Au fil des trois vagues de populisme latino-américain, c'est le leadership personaliste qui est apparu comme type modal de mobilisation, de Perón lors de la première vague, Fujimori lors de la deuxième à Correa lors de la troisième. C'est également le cas dans la plupart des pays non occidentaux où les populistes ont mobilisé la population avec succès, comme en Corée du Sud et à Taïwan. Le point commun entre ces pays est qu'il s'agit de démocraties émergentes sous régime présidentiel, dont les partis politiques institutionnalisés sont relativement faibles.

*Exemple : Alberto Fujimori au Pérou*

À la fin des années 1980, le Pérou faisait face non seulement à une grave crise économique, mais aussi à la montée en puissance du Sentier lumineux, mouvement de guérilla maoïste. C'est dans ces circonstances qu'un homme

totallement inconnu, Alberto Fujimori, est arrivé au pouvoir en menant une campagne populiste. Celui-ci accusait l'establishment d'être responsable de la crise dramatique qui touchait le Pérou, et se présentait comme une personne « pure » qui voulait débarrasser le pays de l'élite corrompue. Mettant en avant ses racines japonaises, Fujimori se décrivait en outre comme un outsider sans lien avec l'élite blanche et donc comme une personne qui, à l'instar de la majeure partie du « peuple », avait subi des discriminations raciales. Ce n'est pas une coïncidence si l'un des slogans de sa campagne était : « Un président comme vous ». Ce slogan était une attaque subtile contre son principal adversaire, le célèbre écrivain Mario Vargas Llosa, membre notoire de l'establishment politique et culturel péruvien qui a remporté le prix Nobel de littérature en 2010.

Fujimori a été élu président en 1990, mais il n'appartenait à aucun parti politique et n'avait ainsi aucun moyen de diriger le Congrès. Il a créé un véhicule électoral personaliste appelé Changement 90 à l'aide de deux petites organisations ayant peu en commun : une association de petits entrepreneurs et un réseau d'évangélistes protestants. Le personnel qui travaillait pour Changement 90 était si restreint et inexpérimenté que Fujimori n'a inclus aucun membre de son parti dans son premier conseil des ministres. Il a choisi de gouverner avec des indépendants, des membres de l'armée actifs ou à la retraite, et quelques personnes appartenant à d'autres partis.

Afin de lancer sa campagne pour les élections nationales de 1995, Fujimori a fondé un nouveau parti appelé Nouvelle majorité, qui a remporté la majorité au Congrès. Mais presque tous ses députés, choisis par Fujimori et ses

proches, étaient des novices en politique. Après avoir obtenu des résultats médiocres aux élections municipales de 1998, il a de nouveau décidé de fonder un parti politique pour les élections nationales de 2000, appelé cette fois Pérou 2000. Au cours d'un processus entaché de nombreuses irrégularités, Fujimori a réussi à remporter la présidence, mais il n'est pas parvenu à s'assurer la majorité au Congrès. Par conséquent, il a commencé à soudoyer les députés de l'opposition de façon systématique afin qu'ils soutiennent son gouvernement, ce qui a plus tard provoqué sa chute. Faisant l'objet d'une enquête pour corruption, Fujimori a démissionné de la présidence par fax au cours d'un voyage au Japon, où il est ensuite resté plusieurs années afin d'échapper à la prison dans son pays.

Dans l'ensemble, Fujimori était soutenu par des organisations politiques extrêmement faibles dont il avait le contrôle total, chaque fois qu'il se présentait à des élections. Par conséquent, lorsque sa fille Keiko a décidé de se lancer dans la politique quelques années plus tard, elle a été obligée de bâtir un nouveau parti pour ainsi dire de toutes pièces : celui-ci n'incluait que quelques leaders qui avaient travaillé pour et soutenu le gouvernement fujimoriste. Grâce à ce nouveau parti, Force populaire, Keiko Fujimori est parvenue à constituer une identité commune unissant les élites locales et les organisations de terrain proches du gouvernement de son père.

### Le mouvement social

Les manifestations, les marches et les rassemblements sont des phénomènes politiques normaux dans les sociétés contemporaines. Ce sont les exemples d'une mobilisation

politique qui appelle des personnes à se rassembler pour faire pression sur des acteurs puissants. Lorsque des manifestations durent, au lieu de survenir de façon épisodique, nous faisons face à un mouvement social. Les mouvements sociaux sont habituellement décrits comme des réseaux informels (ou « réseaux de réseaux ») caractérisés par l'engagement continu de personnes et de groupes politiques qui ont un adversaire précis et cherchent à encourager l'action collective afin d'atteindre un objectif commun. Le mouvement américain des droits civiques dans les années 1960 et les mouvements écologiques d'Europe de l'Ouest dans les années 1970 sont des exemples emblématiques de (nouveaux) mouvements sociaux.

Les mouvements sociaux sont des réseaux informels réunissant des personnes qui ont une identité commune et un adversaire commun et qui s'engagent dans une action collective non institutionnalisée afin d'atteindre un objectif. Si ces personnes optent pour l'action collective non institutionnalisée plutôt que pour un comportement électoral plus habituel, c'est souvent à cause de l'impossibilité de participer aux prises de décisions. Les mouvements sociaux diffèrent donc des partis politiques et des groupes de pression qui sont en principe dotés d'une organisation formelle et participent régulièrement aux prises de décisions.

Lorsqu'il s'agit de définir leur identité et leur ennemi communs, les mouvements sociaux sont obligés d'élaborer un *cadre* à l'intérieur duquel ils identifient les revendications sociales les plus importantes de la société. Au cours du processus d'élaboration de ce cadre, les mouvements sociaux ont généralement recours à différents schémas idéologiques. Par exemple, le mouvement ouvrier a souvent utilisé des idées

marxistes pour se construire un cadre, à l'intérieur duquel le monde des affaires incarnait l'ennemi commun, et les ouvriers, la population mécontente. Bien que rien n'empêche les mouvements sociaux d'utiliser le populisme pour élaborer un cadre, cela n'arrive pas très souvent. La plupart des mouvements sociaux cherchent à mettre au point une identité commune pour un groupe *précis* de personnes, tel que les étudiants, les femmes, les ouvriers, etc. En revanche, le populisme parle du « peuple » en tant que catégorie homogène ; il s'agit d'un ensemble d'idées qui part du principe qu'un *large groupe* de personnes – pas toute la société, cependant – doit agir pour recouvrer sa souveraineté, qui lui a été volée par une « élite corrompue ». Par conséquent, le populisme n'est pas très utile à la construction de cadres visant des électorsats spécifiques (c'est-à-dire des sous-groupes du « peuple »).

Le fait qu'ils offrent un exemple de mobilisation ascendante est un aspect intéressant des mouvements sociaux populistes. En réalité, ceux-ci manquent généralement de leadership centralisé ou de leader dominant – ce qui ne signifie pas nécessairement qu'ils sont non hiérarchisés. Il arrive que certaines personnalités jouent un rôle significatif au sein d'un mouvement, mais la force d'un mouvement social populiste dépend de sa capacité à exploiter un sentiment de colère généralisé contre l'establishment et à suggérer de façon convaincante que la solution se trouve entre les mains du peuple souverain. Par conséquent, des événements tels que les grands scandales de corruption impliquant des personnes haut placées dans les différents groupes de l'establishment ou les graves violations du principe de souveraineté populaire favorisent l'émergence des mouvements sociaux populistes. En revanche, les contextes politiques dans lesquels des groupes spécifiques s'estiment

discriminés (les jeunes, par exemple) ou visent à réformer une politique sectorielle limitée (l'écologie, par exemple) ne favorisent pas particulièrement la montée en puissance de mouvements sociaux populistes.

En ce qui concerne le monde actuel, la grande récession de la fin des années 2000 a permis à une grande variété de mouvements sociaux populistes de se développer à travers le monde. Occupy Wall Street aux États-Unis et les Indignés en Espagne en sont de parfaits exemples. Alors que le premier avait élaboré le slogan « Nous sommes les 99 % », le deuxième a choisi pour devise : « La vraie démocratie maintenant ! Nous ne sommes pas des marchandises entre les mains des politiques et des banquiers ». Les deux mouvements sociaux ont adopté un discours clairement populiste, assimilant « la caste politique » (*la casta*) et le monde des affaires à « l'élite corrompue » tout en définissant le peuple homogène (« les 99 % ») comme seul facteur de légitimité politique. Les deux mouvements ont essayé d'élaborer une définition du « peuple » incluant la plupart des minorités marginalisées – notamment ethniques, religieuses et sexuelles –, mais l'exclusion morale de « l'élite », en terme d'intérêts et de valeurs, comptait autant pour eux que pour les mouvements populistes de la droite politique plus prompts à l'exclusion.

*Exemple : Le Tea Party aux États-Unis*

Quoiqu'il soit né bien avant, on raconte souvent que l'origine du mouvement du Tea Party date de la diatribe lancée par le présentateur de CNBC Rick Santelli, alors qu'il s'exprimait en direct des bureaux du Chicago Mercantile Exchange en février 2009. S'insurgeant contre le sauvetage financier opéré par le président démocrate Barack Obama,

bien qu'il ait été amorcé par son prédécesseur républicain George W. Bush, Santelli s'est tourné vers les traders qui travaillaient à l'étage et a crié : « Il est temps d'organiser une nouvelle Tea Party ! », faisant allusion à la Boston Tea Party de 1773, une manifestation contre les taxes imposées par le gouvernement britannique qui a servi de prélude à la révolution américaine. Si cet événement médiatique a sans nul doute donné un coup de fouet au mouvement naissant, le Tea Party n'est à bien des égards que la toute dernière forme de l'indignation populiste des conservateurs américains.

Le mouvement du Tea Party a été bâti par une pléthore d'activistes, tels que la blogueuse Keli Carender (connue sous le nom de Liberty Belle), et de groupes populistes de droite, des militants de base plus ou moins organisés, comme les Tea Party Patriots, ainsi que des groupes conservateurs nationaux organisés de façon professionnelle, tels que les Americans for Prosperity et FreedomWorks. La coalition de militants de base et de l'Astroturf a constitué un problème dès le début, car de nombreux partisans de la base considéraient que les professionnels de l'Astroturf faisaient partie de l'élite corrompue. De plus, lorsque le Tea Party est devenu plus étroitement lié au Parti républicain (GOP) – et ce ne fut pas du tout grâce aux groupes de l'Astroturf –, les branches les plus populistes du mouvement se sont détournées de la campagne nationale commune et se sont davantage intéressées aux batailles locales et régionales, en particulier celles du Midwest et du sud des États-Unis.

Cependant, la base du mouvement du Tea Party est elle aussi constituée d'une grande variété de causes et de groupes, y compris plus libertaires, socialement conservateurs, intégristes et suprémacistes. Divers leaders en herbe

ont émergé, de l'homme de droite et célébrité de la télévision Glenn Beck à la membre du Congrès Michelle Blachman ; mais tous étant liés à des sous-groupes spécifiques, ils ont rencontré au moins autant d'opposition qu'ils ont reçu de soutien au sein de ce mouvement amorphe. Même l'ancienne gouverneure de l'Alaska, Sarah Palin, devenue une célébrité nationale et internationale après avoir été choisie par John McCain comme cocandidate en 2008, s'est retrouvée mêlée à la bataille qui divisait les groupes individuels du Tea Party. Elle a été fortement critiquée pour avoir perçu des honoraires faramineux à chacune de ses interventions aux meetings des groupes du Tea Party.

Comme d'autres mouvements populistes populaires avant lui, le Tea Party a rapidement perdu de son dynamisme national, en partie à cause de son manque de leadership et d'organisation au niveau national, quoique certains groupes restent influents au niveau infranational. Néanmoins, certains leaders du GOP autrefois proches du Tea Party sont parvenus à se présenter aux primaires des élections présidentielles de 2016 (Ted Cruz, Rand Paul et Marco Rubio, par exemple). La plupart des militants de base ont cependant soutenu l'outsider républicain Donald Trump. Reste à savoir quel impact aura le Tea Party à la fois sur le leadership républicain et sur la base du parti dans un avenir proche. Quoi qu'il en soit, Trump a clairement réussi à mobiliser un grand nombre de partisans et à remporter les élections présidentielles de 2016 en utilisant certains éléments de la rhétorique de droite radicale populiste du Tea Party.

### Parti politique

Selon les termes célèbres du politologue américain E. E. Schattschneider, il ne peut y avoir de démocratie sans partis politiques. Ces propos ne sont pas totalement exagérés. La démocratie contemporaine est sans nul doute une forme de gouvernement qui repose sur des partis politiques. Ceux-ci jouent au moins trois fonctions clés dans le système démocratique. Premièrement, les partis politiques sont des organisations qui cherchent à regrouper les intérêts de différents secteurs de la société. Deuxièmement, les partis politiques élaborent des programmes faisant office de promesses adressées aux électeurs. Ceux-ci évaluent la pertinence de ces programmes afin de décider pour qui voter aux élections. Troisièmement, les partis politiques investissent du temps et des moyens dans la formation de leur personnel, qui joue un rôle essentiel à la fois dans l'organisation des élections et dans la mise en œuvre des réformes proposées en occupant des fonctions publiques.

Les trois fonctions clés des partis politiques sont étroitement liées au processus même de représentation politique. La démocratie moderne est un type particulier de régime politique au sein duquel les électeurs sont libres de choisir des responsables qui les représentent et prennent des décisions en leur nom. Ces représentants sont en principe des personnes qui travaillent pour des partis politiques, c'est-à-dire des organisations politiques présentant des candidats à des fonctions publiques lors d'élections. Comme les partis politiques se disputent les voix des électeurs, ils doivent déceler les problèmes les plus importants aux yeux de l'électorat et créer le programme adapté. Au cours du processus de détection des problèmes et de création du programme, les partisans,

les membres et les leaders du parti interagissent étroitement. L'institution et l'idéologie peuvent être liées à un leader fort, mais elles n'en dépendent pas totalement. Ainsi, les partis sont souvent capables de survivre à leurs leaders.

Comme on a généralement recours au populisme pour attaquer l'establishment, les spécialistes et les universitaires ont tendance à affirmer qu'il s'oppose à la notion de représentation politique. Après tout, il est vrai que les acteurs et l'électorat populiste prétendent habituellement que les partis politiques existants sont des organisations corrompues. Cela ne signifie pas, cependant, que le populisme est intrinsèquement en désaccord avec la représentation politique. Ce que veulent les populistes, c'est que *leurs* représentants accèdent au pouvoir, c'est-à-dire les représentants du « peuple ». Par conséquent, les partis politiques populistes se servent du populisme pour mettre l'establishment à l'épreuve et exprimer l'opinion des groupes qui ne se sentent pas représentés. En réalité, la percée des partis politiques et leur force électorale sont directement liées à leur capacité à politiser certaines questions qui, intentionnellement ou non, ne sont pas correctement traitées par les partis politiques existants. Dès qu'un parti populiste prend de l'importance et montre qu'il est capable de s'emparer d'un problème, il peut se faire une place dans le paysage politique et obliger les autres partis à réagir et à tenir compte de ses préoccupations. Certes, le mouvement social en est aussi capable, mais leur capacité à remporter des voix (et des sièges) rend souvent les partis populistes plus efficaces.

Malgré les tensions idéologiques entre populisme et partis, le parti politique est aujourd'hui le type classique de mobilisation populiste dans la majeure partie de l'Europe.

Une majorité de pays européens comptent au moins un parti populiste influent dans leur paysage politique ; dans environ un tiers des pays, les trois principaux partis incluent un parti populiste. Si certains partis populistes échappent au stéréotype du parti éclair, nombre d'entre eux entrent toutefois dans la catégorie des véhicules électoraux créés pour répondre à un besoin spécifique par des leaders personnalistes plutôt que par de vrais partis politiques. Cette catégorie inclut à la fois l'exemple archétype du parti poujadiste et des cas plus récents tels que le Mouvement populaire pour la Lettonie (TKL). Bien entendu, nombre de ces partis portent officiellement le nom de leur leader, comme la Team Stronach pour l'Autriche ou la Liste Pim Fortuyin (LPF) aux Pays-Bas, ou alors on les connaît mieux sous le nom de leurs leaders ; le TKL était par exemple communément appelé Parti Siegerist, du nom du leader du parti Werner Joachim Siegerist.

Nombre des partis populistes de droite d'envergure en Europe de l'Ouest sont des organisations relativement bien établies qui existent depuis au moins deux décennies. Par exemple, le Parti de la liberté autrichien (FPÖ) et l'Union démocratique du centre (UDC) en Suisse ont respectivement été fondés en 1956 et 1971, et bien que ces deux partis aient évolué d'un point de vue idéologique, ils ont conservé la même structure organisationnelle. Cependant, la création des « nouveaux » partis populistes de droite, comme le FN et le Parti du progrès norvégien (FrP), date elle-même des années 1970. L'Intérêt flamand (VB) en Belgique et la Ligue du Nord italienne (LN) ont, eux, été fondés au début et à la fin des années 1980. Avec lenteur mais constance, tous ces partis ont bâti et institutionnalisé une organisation solide, souvent secondée par plusieurs organisations auxiliaires, telles que des sections jeunesse. Même en Europe de l'Est, où seul

un petit nombre des partis actuels existait avant la chute du communisme en 1989, et où la plupart des partis sont faibles et inconstants, certains partis populistes paraissent tout à fait stables et bien organisés. Citons par exemple le parti populiste de gauche Direction-social-démocratie (SMER) en Slovaquie et le parti populiste de droite Droit et justice (PiS) en Pologne.

*Exemple : le Front national en France*

Lors de sa fondation, le Front national (FN) était la coalition d'une grande variété de groupuscules d'extrême droite, allant du mouvement néofasciste Ordre nouveau aux disciples de Mgr Lefebvre, des catholiques ultraorthodoxes, dont l'unité était exclusivement maintenue par le leadership autoritaire de Jean-Marie Le Pen. Après des débuts assez lents, pendant lesquels le parti n'était pas beaucoup plus que la somme des éléments qui le composaient, le FN, qui comptait quelque quatorze mille membres au milieu des années 1980, a entrepris de développer son organisation sous la direction expérimentée de Bruno Mégret. Le FN a été durement touché par la rupture entre les camps Le Pen et Mégret en 1999 : il a perdu la plupart de ses organisateurs compétents et environ deux tiers de ses cadres. Connaissant une renaissance sous Marine Le Pen, le FN a vu le nombre de ses membres presque quadrupler : il est passé de vingt-deux mille à quatre-vingt-trois mille membres depuis qu'elle a succédé à son père à la tête du parti, en 2011.

Malgré le statut apparemment démocratique de son parti, l'organisation du pouvoir est hautement centralisée au FN. Son chef est élu par le congrès du parti et affronte de sérieux rivaux, mais il est extrêmement puissant une fois élu. Marine Le Pen exerce une influence disproportionnée sur son parti grâce à une myriade d'organisations dirigées par

des personnes qu'elle a nommées et qui doivent lui rendre des comptes. Lorsqu'elle a pris la relève, son père a en fait été nommé « président à vie » du parti, une fonction honorifique qui a échoué à le protéger de l'exclusion du FN un peu plus tard, après une querelle de plus en plus tapageuse entre le père et la fille. Bien que le congrès du parti ait dû approuver son exclusion, Jean-Marie Le Pen a déposé un recours juridique auprès des autorités et a finalement été sauvé par un tribunal civil qui s'est prononcé en sa faveur et a contraint le FN à le réintégrer.

Aujourd'hui, l'organisation du FN est répartie sur tout le territoire français, y compris les DOM-TOM. Il dispose d'une section jeunesse forte et très active, le Front national de la jeunesse (FNJ), qui compte vingt-cinq mille membres. Le FN s'est même pourvu d'une fédération pour les « Français de l'étranger », organisée en onze branches réparties à travers le monde, dont les membres se situeraient dans quatre-vingts pays. Afin d'être mieux connecté au monde ouvrier, son électorat le plus fort, le parti a créé plusieurs syndicats, en particulier pour les secteurs qui adhèrent traditionnellement aux idéaux du FN (la police et la surveillance pénitentiaire, par exemple). Comme ses modestes victoires aux élections syndicales ont été invalidées par les syndicats traditionnels farouchement anti FN, le FN a mis en œuvre une stratégie d'entrisme qui fonctionne de mieux en mieux : certains de ses membres « infiltrent » les syndicats traditionnels et leur direction.

### Un modèle dynamique

Tandis que la plupart des exemples de mobilisation populiste entrent dans une de ces trois catégories au moins à un moment (ou une période) spécifique, la mobilisation

populiste, dans de nombreux cas, est un processus qui se déroule en différentes étapes. Celle-ci démarre presque toujours sans structure organisationnelle forte, à part peut-être quand un leader populiste prend le contrôle d'un parti politique non populiste bien organisé et le transforme en parti populiste. Il est intéressant de noter que c'est un cheminement de plus en plus courant en Europe.

Nombre des partis populistes européens d'envergure, de droite comme de gauche, ont commencé par être des partis non populistes. En Allemagne, par exemple, le parti populiste La Gauche (Die Linke) est le successeur du parti au pouvoir à l'époque de la RDA, le Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), une organisation marxiste-léniniste élitiste. Deux des partis populistes de la droite radicale les plus influents d'Europe de l'Ouest, le FPÖ en Autriche et l'UDC en Suisse, ont d'abord été des partis non populistes, même s'ils étaient soutenus par d'importantes factions populistes. Après avoir été élus chefs de leurs partis, Jörg Haider et Christoph Blocher ont transformé ces partis non populistes établis en partis populistes d'extrême droite. La même chose semble s'être produite aux États-Unis, où Donald Trump a conquis le Parti républicain avec sa campagne de droite populiste et continue aujourd'hui à pousser le parti dans ce sens. Ce qui est étrange avec Trump, c'est qu'il ne s'agit pas d'un homme politique, mais d'un milliardaire ayant de nombreux contacts au sein de l'establishment politique. Malgré cela, il a attaqué l'élite politique sans relâche en raison de sa soi-disant incapacité à comprendre les véritables problèmes du peuple américain. Au cours d'un de ses meetings, Trump a par exemple déclaré que « l'establishment politique qui essaie de nous freiner est le groupe même qui est responsable des accords commerciaux catastrophiques que nous avons passés, de l'immigration

clandestine massive et des politiques économiques et étrangères qui ont saigné ce pays à blanc. » Dans quelques cas exceptionnels, un chef durablement en place peut transformer un parti non populiste en parti populiste, comme c'est le cas de Viktor Orbán avec le Fidesz en Hongrie.

Si ces exemples montrent qu'un leader peut être très puissant au sein d'un parti populiste, cela ne signifie cependant pas que cette organisation est le véhicule électoral personnaliste dudit leader. Même après avoir pris le pouvoir et transformé leurs partis, ce qui leur a permis de remporter d'importantes victoires électorales, Haider et Blocher ont rencontré une opposition de taille au sein même de leurs troupes – de la part des populistes comme des non populistes. Au FPÖ, l'opposition était si farouche que Haider a finalement décidé de quitter « son » parti pour en fonder un nouveau, l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ). Il est intéressant de noter qu'en dehors de la Carinthie, son bastion régional, la plupart des électeurs sont restés fidèles à l'ancien parti (FPÖ) au lieu de suivre son ex-leader et de voter pour le nouveau (BZÖ).

Dans la plupart des cas, cependant, la mobilisation populiste n'est pas liée à une organisation politique existante. En règle générale, un leader personnaliste bâtit un véhicule électoral répondant à un besoin précis. Il s'agit là d'une mobilisation descendante autour d'un leader populiste fort. Dans de nombreux cas, cette mobilisation est infructueuse ou bien elle s'effondre peu après avoir réalisé une percée électorale. Les leaders populistes qui remportent un certain succès lors de quelques élections tendent à créer un parti politique, même s'ils le font parfois sans enthousiasme ou à contrecœur, afin de consolider leur pouvoir et d'augmenter leur efficacité.

Malgré leur prédominance, de nombreux partis populistes survivent en fait à leur chef fondateur, même s'ils connaissent souvent une période de déclin électoral et de faible leadership après son départ. Certains passent même d'un leader fort à un autre, comme ce fut le cas au FN (de Jean-Marie Le Pen à Marine Le Pen) et au FPÖ (de Jörg Haider à Heinz-Christian Strache). Dans d'autres cas, le décès du chef fondateur peut permettre à différentes factions de s'unir dans le but de bâtir un parti politique capable de maintenir l'ensemble d'idées populistes en vie. On trouve quelques exemples de ce cas de figure en Amérique latine, où la mort de Perón a permis la consolidation du Parti justicialiste (PJ) argentin, alors que la mort de Chávez semble avoir contribué au renforcement du Parti socialiste unifié du Venezuela.

Le mouvement social est un type relativement rare de mobilisation populiste, bien que ce soit le type modal aux États-Unis, du mouvement populiste agraire de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle aux mouvements populistes de droite et de gauche du début du XXI<sup>e</sup> siècle. Comme d'autres mouvements sociaux, les mouvements sociaux populistes tendent à être épisodiques et locaux en l'absence d'une organisation ou d'un leader national fort. Occupy Wall Street est un parfait exemple de mouvement populiste qui n'a jamais dépassé le stade de mouvement social éphémère. Rares sont les mouvements sociaux populistes qui parviennent à exister plus de quelques années. Ceux qui survivent ont généralement des liens avec des groupes plus organisés, comme le Tea Party, et avec des réseaux larges et variés de groupes de droite locaux et nationaux, tels que le Parti républicain.

Lorsqu'un mouvement social populiste se trouve un chef fort, des tensions apparaissent inévitablement entre ce chef

et le mouvement. Ce dernier va rapidement perdre de son dynamisme, surtout si son chef parvient à fonder un parti politique et à attirer une partie importante de partisans clés, ainsi que l'attention des médias. C'est ce qui est récemment arrivé en Inde, où le mouvement social populiste L'Inde contre la corruption (IAC), né au lendemain de faits de corruption de haut niveau sans précédent en 2011, a en grande partie disparu lorsqu'Arvind Kejriwal, l'un des cinq membres de sa direction appelée « Team Anna », a fondé le Parti de l'homme ordinaire (AAP) et commencé à se présenter aux élections, avec plus ou moins de succès. De même, le mouvement des Indignés espagnols, créé pour protester contre la corruption et les inégalités croissantes en 2011, a été éclipsé par Podemos, parti fondé à la suite d'un manifeste signé par trente intellectuels et personnalités qui, en dépit de ses positions idéologiques, est fortement centré sur son fondateur et son chef, le professeur de sciences politiques Pablo Iglesias Turrión.

On trouve enfin un cas de figure très exceptionnel en Bolivie aujourd'hui, où les trois types de mobilisation populistes sont simultanément à l'œuvre. Evo Morales est un chef populiste personnaliste entretenant des liens forts avec les mouvements sociaux qui s'opposaient autrefois aux politiques néolibérales et ont combattu pour une meilleure représentation des groupes ethniques dans les années 2000. Morales a été élu président du pays en 2006 et le parti politique qui le soutient, le Mouvement vers le socialisme (MAS), est très proche de ces mouvements sociaux. En même temps, le MAS est une organisation politique forte qui, malgré sa loyauté envers Morales, comprend différentes factions et une structure institutionnelle réparties à travers tout le pays. Il existe des tensions importantes entre les trois types de mobilisation populiste en Bolivie. Par exemple, à certaines époques, les mouvements sociaux ont obligé Evo

Morales à modifier sa position sur des réformes spécifiques. Et s'il en reste le chef incontesté, un débat se poursuit tout de même au sein du parti sur le choix de la personne qui le remplacera dans un proche avenir.

## Conclusion

Les populistes ont différentes façons de mobiliser l'électorat. Les trois principaux types de mobilisation populiste ont ici été exposés : le leadership personnaliste, le mouvement social et le parti politique. Deux questions importantes restent cependant sans réponse. Premièrement, pourquoi certains types de mobilisation populiste prédominent-ils à certains endroits et non à d'autres ? Deuxièmement, ces types de mobilisation populiste ont-ils chacun un impact différent sur le succès électoral du populisme ?

Commençons par proposer un début de réponse à la première question. Les acteurs populistes n'agissent pas au sein d'un vide politique. Différents contextes politiques fixent des conditions et offrent des avantages qui s'avèrent plus ou moins favorables aux trois types de mobilisation différents. Cela dit, la montée au créneau du populisme dans un système présidentiel ou parlementaire est sans doute le facteur le plus important. D'une manière générale, le système présidentiel renforce le leadership personnaliste, tandis que le système parlementaire favorise l'émergence de partis politiques. Par conséquent, les leaders populistes sans attachement à un parti politique peuvent gagner en importance et même remporter le pouvoir exécutif dans un système présidentiel. Cela s'est même produit plusieurs fois en Amérique latine (avec Perón, Fujimori et Correa, par exemple). En revanche, dans un système parlementaire,

la personne qui contrôle l'exécutif est nommée par un ou plusieurs partis politiques représentés au parlement. Ce n'est donc pas une coïncidence si presque toutes les forces populistes européennes sont des partis politiques plus ou moins bien organisés.

Lorsqu'on analyse la montée en puissance des mouvements sociaux populistes, la distinction entre les systèmes présidentiel et parlementaire ne paraît pas cruciale. Comme d'autres mouvements sociaux, ceux-ci se développent surtout dans les démocraties à « structure d'opportunité politique » (SOP) limitée. Parmi les institutions à la SOP la plus limitée se trouvent le système électoral à scrutin majoritaire, le bipartisme qui lui est lié et les hauts obstacles (financiers) qui permettent d'influencer la politique par le biais d'élections ou de lobbying. Vue sous cet angle, la prédominance du type « mouvement social » de la mobilisation populiste aux États-Unis est compréhensible. Bien que les sentiments populistes soient répandus dans la société américaine, la politique est dominée par deux grands partis – républicain et démocrate – qui sont parvenus à empêcher l'ascension de troisièmes partis viables. Même si les politiciens des partis traditionnels américains ont régulièrement recours à la rhétorique populiste, la mobilisation populiste n'est vraiment envisageable qu'en dehors de la structure du parti, au sein de mouvements sociaux comme le Tea Party, qui sont souvent étroitement liés à l'un des deux partis.

À présent, intéressons-nous à la seconde question : les trois types de mobilisation populiste ont-ils chacun un impact différent sur le succès électoral du populisme ? Afin d'y répondre convenablement, il est important de garder à l'esprit que le succès électoral peut se définir de deux façons :

il s'agit soit d'une *percée électorale*, ce qui implique de remporter assez de voix pour pénétrer dans l'arène politique (le parlement ou la présidence, par exemple), soit d'une *endurance électorale*, c'est-à-dire la capacité à devenir une force stable au sein du système politique.

Les populistes peuvent sans le moindre doute réaliser une percée électorale grâce au leadership personnaliste. C'est particulièrement vrai lorsque le leader populiste est une personnalité charismatique suffisamment crédible pour pouvoir se présenter comme un outsider qui a la capacité d'établir un lien direct avec les masses. Cependant, ce type de leader est rarement doué pour mettre en place des institutions. En créant un programme personnaliste, plutôt qu'un parti politique bien organisé avec des partisans et du personnel compétents, il rencontre de grandes difficultés pour durer électoralement. Alberto Fujimori est par exemple parvenu à remporter trois élections présidentielles, mais son parti a disparu après son départ du pays en 2000 – aussi sa fille a-t-elle été contrainte de fonder un parti politique à partir des ruines du véhicule électoral personnaliste de son père.

Les partis politiques populistes employant un langage radical, ils font généralement face à une réaction hostile des partis politiques traditionnels ainsi que des organisations de la société civile et des médias. Plus cette réaction est forte, plus il est difficile pour les partis populistes de bâtir une organisation fonctionnant correctement et recrutant du personnel compétent. Par conséquent, les partis populistes réalisent souvent une percée électorale, mais ils échouent à acquérir une endurance électorale. Certains partis populistes parviennent à survivre à d'importantes défaites électorales au niveau national grâce à des bastions locaux ou régionaux

précis, grâce auxquels le parti peut essayer d'opérer son retour sur la scène nationale. De nombreux partis populistes appartenant à la droite radicale disposent de tels bastions, tels le VB à Anvers et l'UDC à Zurich. L'exemple le plus impressionnant est celui du BZÖ autrichien dont la représentation nationale au Conseil fédéral reposait uniquement sur le soutien phénoménal de l'État natal de Haider, la Carinthie.

Les mouvements sociaux populistes ont un impact ambivalent sur le succès électoral du populisme. L'ascension d'un mouvement social populiste donne assurément plus de visibilité à l'ensemble d'idées populistes, mais cela ne favorise pas automatiquement la percée électorale des acteurs populistes. Rien n'indique, par exemple, que le mouvement Occupy Wall Street a contribué de façon significative à l'élection de politiciens populistes de gauche – même s'il a sans doute appuyé la campagne de démocrates plus progressistes comme Bernie Sanders et Elizabeth Warren. Les choses sont cependant différentes lorsqu'un mouvement social populiste fort est lié à, ou mobilise en partie au sein d'un parti politique établi, comme dans le cas du Tea Party et du Parti républicain aux États-Unis. Si le Tea Party n'a pas réussi à prendre le contrôle du parti national, il a en revanche joué un rôle majeur dans certaines élections primaires et a grandement contribué à l'accroissement de la représentation populiste au sein des délégations républicaines dans les corps législatifs locaux et fédéraux.

Le meilleur moyen pour un mouvement social populiste d'acquiescer cette fameuse endurance politique est cependant de réussir à fonder un nouveau parti politique ou bien de transformer un parti existant. En fait, un grand nombre

de partis politiques qui parviennent à durer sont nés de mouvements sociaux qui leur ont fourni les ressources organisationnelles essentielles à leur bon fonctionnement. L'influence exercée par le mouvement syndical sur l'ascension des partis socialistes et socio-démocrates en Europe et en Amérique latine en est un bon exemple. Mais l'archétype du mouvement social populiste qui favorise à la fois la percée électorale et l'endurance d'un parti populiste est le MAS, dont le leader Evo Morales a remporté les trois dernières élections parlementaires et présidentielles en Bolivie.

## Chapitre 4 Le leader populiste

Les leaders occupent une position centrale dans la plupart des phénomènes politiques, et les leaders populistes ne font naturellement pas exception. De nombreux spécialistes affirment qu'au-delà de ses diverses manifestations, le populisme se définit par sa dépendance à des leaders forts, capables de mobiliser les masses et/ou de diriger leurs partis en ayant pour objectif la mise en œuvre de réformes radicales. Il est vrai que de nombreuses manifestations du populisme ont engendré des leaders hauts en couleurs, du président vénézuélien Hugo Chávez à l'homme politique Geert Wilders. Les partis populistes sont souvent dirigés par des leaders forts qui, à travers leur comportement et leurs discours, se présentent comme les porte-paroles de la vox populi, un phénomène qui a amené le politologue britannique Paul Taggart à déclarer que le populisme « a besoin des personnes les plus extraordinaires pour diriger les personnes les plus ordinaires ».

Comme le populisme est avant tout un ensemble d'idées, qui peut être employé par des acteurs très différents, il n'existe pas de modèle parfait de leader populiste. L'homme fort charismatique, stéréotype du leader populiste

dans les publications académiques et la littérature populaire, correspond bien au profil de certains des leaders populistes les plus connus, mais ce type de personne réussit surtout dans quelques sociétés bien précises. En fonction de la culture politique du pays dont le leader cherche à mobiliser la population, sa nature « extraordinaire » se traduit par des traits bien précis et différents. Ce que tous les leaders populistes ont cependant en commun, c'est qu'ils se présentent comme les porte-parole du peuple, autrement dit comme des outsiders politiques et les représentants authentiques du peuple. Cette image, soigneusement construite par les leaders populistes à partir d'une pléthore de caractéristiques personnelles, ne reflète pas toujours la réalité. Prenons par exemple le cas de Donald Trump, un milliardaire sans expérience politique qui a remporté les élections présidentielles américaines en 2016. Dans ses discours de campagne, il se présentait comme un outsider se battant pour « le peuple » et décrivait Hillary Clinton comme une initiée qui ne se battait que pour les initiés.

### L'homme fort charismatique

Dans les débats académiques et populaires, on décrit le leader populiste, implicitement ou non, comme un homme fort charismatique. En Amérique latine, le leader populiste stéréotype est le *caudillo*, terme générique dont la racine latine *caput* signifie « tête », et qui désigne en principe un chef fort détenant le pouvoir, indépendant de toute fonction et libre de toute contrainte. Les hommes forts populistes tendent à se baser sur le « culte de la personnalité du leader » pour diriger, qui les dépeint comme des personnes de sexe masculin potentiellement violentes.

Le lien entre populisme et hommes forts date de l'époque du président Juan Domingo Perón en Argentine. Authentique *caudillo* populiste, il reste pour beaucoup l'incarnation du populisme latino-américain. Colonel de l'armée devenu personnage politique de la société civile, Perón a aussi bien fait partie de gouvernements autoritaires que de gouvernements démocratiques. Exemple plus récent d'homme fort populiste, le défunt président vénézuélien Hugo Chávez était aussi un ancien militaire devenu homme politique. Les hommes forts non latino-américains n'ont en général aucun passé militaire, mais ils ont d'autres traits en commun avec les latino-américains. C'est par exemple le cas de l'ancien Premier ministre italien Silvio Berlusconi, de l'ancien Premier ministre slovaque Vladimír Mečiar et de l'ancien Premier ministre thaïlandais Thaksin Shinawatra.

Certes, on associe étroitement leaders et hommes forts populistes, mais il est important de ne pas faire d'amalgame entre eux. En réalité, seule une minorité d'hommes forts sont populistes et seule une minorité de populistes sont des hommes forts. La notion d'homme fort est souvent liée aux régimes autoritaires. Des leaders tels que Juan Manuel de Rosas en Argentine (1793-1877), Porfirio Díaz au Mexique (1830-1915) et Francisco Franco en Espagne (1892-1975) sont des exemples courants d'hommes forts dans les ouvrages spécialisés. Tous ces leaders peuvent être considérés comme des dirigeants au pouvoir absolu, donc tout sauf des démocrates. Mais comme le populisme entretient une relation ambivalente avec la démocratie, les traits autoritaires de l'homme fort ne sont pas inhérents au populisme.

De nombreux leaders politiques se présentent comme des chefs forts, mais l'homme fort populiste va plus loin en

se fabriquant une image d'homme d'action plutôt que de paroles, qui ne craint pas de prendre des décisions rapides et difficiles, même contre l'avis des « experts ». S'appuyant sur des idées anti intellectuelles et un sentiment d'urgence souvent créé en grande partie par les populistes eux-mêmes, il affirme que la situation (la « crise ») exige des « mesures audacieuses » et des « solutions de bon sens ». La vie imitant parfois l'art, l'acteur philippin devenu politicien, Joseph « Erap » Estrada, a même bâti son image politique sur les personnages qu'il avait interprétés dans ses films, tous défenseurs héroïques des pauvres et des opprimés.

Cette image d'homme fort est fréquemment synonyme d'extrême virilité chez le leader populiste. Estrada a par exemple répondu à une jeune femme qui affirmait être sa fille illégitime que c'était probablement vrai puisque « de nombreuses femmes veulent que je leur fasse un enfant ». Mais rares sont les populistes qui ont cultivé cette image d'homme viril avec la même ardeur que Silvio Berlusconi. Lorsque ses adversaires ont tenté de transformer ses soirées *bunga bunga* (parties fines) tristement célèbres en scandales sexuels, *il Cavaliere* (le Chevalier) a profité de l'attention médiatique suscitée par l'affaire pour mettre sa virilité en valeur : il s'est contenté de nier catégoriquement avoir rémunéré les prestations des prostituées présentes à ces fêtes. « À celui qui aime conquérir, seule la conquête procure plaisir et satisfaction. Quel plaisir peut-il y avoir à payer ? » a-t-il un jour répondu lors d'une interview.

Les leaders populistes en général, et les hommes forts en particulier, utilisent également un langage simple, voire vulgaire. Ils se font passer pour des « potes », des hommes, des vrais qui parlent de sport et de femmes plutôt que de

politique. Ils s'identifient à « l'homme de la rue » en jouant avec les stéréotypes sexistes et en utilisant un langage grossier. L'ancien leader de la Ligue du Nord (LN), parti populiste de la droite italienne, Umberto Bossi, en est un parfait exemple : il excitait les foules avec des paroles telles que « la Ligue bande encore » tout en adressant littéralement un doigt d'honneur à Rome (c'est-à-dire l'élite).

Le trait le plus discutable de l'homme fort populiste est peut-être son charisme. D'après le grand sociologue allemand Max Weber (1864-1929), le terme « leadership charismatique » désigne le pouvoir d'un don (charisme) extraordinaire et personnel, le dévouement et la confiance personnels absolus en une révélation, en un certain héroïsme et d'autres qualités propres au leadership individuel. Selon Weber, les périodes de crise profitent particulièrement au leadership charismatique, car les gens cherchent alors du réconfort dans les traits spécifiques de certains individus, souvent des outsiders politiques, plutôt que dans les sources habituelles d'autorité (c'est-à-dire la coutume et la loi). La théorie de Weber sur le leadership charismatique a fortement influencé les recherches sur le populisme, bien que cela n'ait pas toujours été clairement reconnu.

La vision populaire du charisme correspond à l'ensemble de qualités personnelles extraordinaires d'un leader, considérées comme universelles. La définition de ces traits suscite cependant débats houleux et confusion. On emploie souvent des termes tels que « populaire » et « fort » pour décrire le charisme et apporter une explication à cette popularité qui tend à être tautologique. Les leaders populaires sont décrits comme « forts » en raison de leur popularité, alors que les leaders impopulaires sont décrits comme « faibles » à cause de leur manque de popularité.

Selon une conception wébérienne du leadership charismatique, il s'agit d'un *lien* particulier entre leader et partisans, qui est défini au moins autant par les attentes et les illusions des partisans que par les caractéristiques individuelles du leader. Il est donc relativement inutile de tenter de cerner les traits universels du charisme. Le charisme et ses caractéristiques individuelles varient en effet selon les cultures ; disons que ce qui est considéré comme charismatique en Suède diffère de ce qui est considéré comme tel au Pérou.

On peut néanmoins citer quelques cas assez simples de leaders populistes charismatiques ayant établi un lien direct avec leurs partisans. Les plus évidents sont ceux de leaders populistes qui ont réussi à remporter un soutien populaire important sans le soutien d'une organisation forte ou d'une philosophie politique claire, comme l'ancien président brésilien Collor de Mello, ou le défunt homme politique néerlandais Pim Fortuyn. Lorsque les populistes sont des chefs de partis politiques convenablement organisés et dotés d'un programme bien défini, il est plus difficile d'établir si le soutien provient d'une loyauté envers le parti, d'une adhésion au programme ou d'un lien charismatique avec le leader. Afin de souligner l'importance des leaders individuels dans les succès électoraux des partis populistes, les commentateurs ont imaginé des termes tels que « effet Le Pen » ou « phénomène Haider ». Dans un cas comme dans l'autre, le charisme du leader semble cependant n'avoir eu qu'un effet temporaire, c'est-à-dire qu'il a séduit de nouveaux partisans qui ont rallié l'électorat du parti. L'organisation et l'idéologie du parti ont ensuite amené ces personnes à se fréquenter et à bâtir un groupe de soutien plus solide. Cela explique également, mieux que le charisme du leader, pourquoi un

nombre étonnant de partis populistes rassemblent des partisans exceptionnellement loyaux, qui leur restent fidèles même après un changement de direction.

Certains spécialistes affirment que le leadership charismatique peut être institutionnalisé au sein d'une organisation politique, ce qui produit plus un « parti charismatique » qu'un simple parti dirigé par un leader charismatique. Étant donné la diversité des structures organisationnelles, il serait cependant exagéré d'affirmer que les partis populistes sont par définition des partis charismatiques. D'autres experts ont observé les effets internes plutôt qu'externes du leadership charismatique et conclu que certains leaders populistes ont un « charisme de chef de bande » qui lie un noyau interne de partisans à un leader spécifique. Cela permet au leader « charismatique » de surmonter les divisions internes au sein d'un mouvement plus large. Le leader du FN Jean-Marie Le Pen, qui a assuré à lui seul l'unité d'une coalition extrêmement hétérogène de groupes d'extrême droite, et Vladimir Jirinovski, chef fondateur du très mal nommé Parti libéral-démocrate de Russie (LDPR), sont de parfaits exemples de leaders populistes au fort charisme de chef de bande.

### La vox populi

Puisque la politique populiste est essentiellement une lutte du « peuple pur » contre « l'élite corrompue » et qu'elle se dit prête à tout pour défendre la souveraineté du peuple, il est essentiel pour les leaders populistes de se présenter comme les véritables porte-paroles du peuple. Comme « le peuple » et « l'élite », bien qu'il s'agisse généralement de constructions basées sur une interprétation déformée de la réalité, la vox populi est une construction du leader populiste – l'ironie veut

qu'elle soit souvent involontairement consolidée par la rhétorique antipopuliste de l'establishment. Cette construction consiste en deux processus distincts mais connexes : 1) la séparation de l'élite, 2) la relation avec le peuple. Tandis que le premier processus est lié au statut d'outsider des leaders populistes, le deuxième a un lien avec leur authenticité revendiquée.

Les leaders populistes doivent convaincre leurs partisans qu'ils n'appartiennent pas à l'élite (corrompue) et font partie du peuple (pur). L'homme fort populiste met pour cela l'accent sur l'action et la masculinité, en jouant avec les stéréotypes culturels du peuple et en proposant des solutions de « bon sens » qui ne s'accordent pas avec l'opinion des experts. Cependant, d'autres leaders populistes doivent se montrer plus créatifs. Voici donc comment trois groupes d'acteurs populistes jugés plus improbables se présentent comme les porte-paroles du peuple en invoquant leur sexe, leur profession ou leur ethnicité.

#### *Les femmes*

Malgré le fait que le stéréotype de *l'homme fort* persiste dans l'imaginaire populaire, il existe de nombreux exemples de leaders populistes féminines. La première populiste célèbre fut sans doute Eva Perón (1919-1952), deuxième épouse de Juan Domingo Perón. Elle reste d'ailleurs une source d'inspiration pour les Argentins ordinaires comme pour les célébrités étrangères (telles que la chanteuse américaine Madonna). Certaines populistes contemporaines sont également liées à des hommes forts populistes, à l'instar de la Française Marine Le Pen et de la Thaïlandaise Yingluck Shinawatra. Mais de nombreuses leaders populistes sont des femmes autodidactes qui ont bâti elles-mêmes leurs carrières politiques. Le meilleur exemple de tous est probablement

Pauline Hanson, qui a fondé le One Nation Party (ONP) en Australie et a été la principale garante de son (bref) succès. On peut également citer Pia Kjaersgaard, l'ancienne chef du Parti populaire danois (DF), Frauke Petry, l'ancienne leader d'Alternative pour l'Allemagne (AfD), Siv Jensen, l'actuelle présidente du Parti du progrès (FrP) norvégien, et Sarah Palin, l'ex-gouverneure contestataire de l'Alaska.

Tout comme les hommes forts populistes, les leaders populistes féminines se servent de la division sexuée de la société pour construire leur image de porte-paroles du peuple. Elles affirment notamment avoir le statut d'outsiders en raison de leur sexe. Le simple fait d'être une femme, alors que la vaste majorité de l'élite (politique) est masculine, renforce leur image d'outsider politique. Sarah Palin a par exemple insisté sur son opposition à la « clique » formée par les hommes politiques de l'Alaska et des États-Unis. En plus de cela, la division sexuée de la société permet aux femmes populistes de se présenter comme des politiciennes qui ont embrassé cette carrière malgré elles. Lorsqu'elle s'est lancée en politique, Pauline Hanson a déclaré : « Je me présente à vous aujourd'hui non en tant que politicienne aguerrie, mais en tant que femme ayant eu sa part de coups durs. »

Afin d'établir un lien avec le peuple pur, de nombreuses populistes mettent l'accent sur leurs qualités de « femmes bien », qualités qui varient selon leur culture, et se présentent avant tout comme des mères ou des épouses. Cela les aide à paraître « authentiques » et établit un lien avec les électeurs qui se sentent ignorés par l'establishment. Sarah Palin a inventé le terme désormais célèbre de « *hockey mom* », désignant ces mères qui accompagnent leurs enfants au hockey, ainsi que « *maman grizzly* », qui

perpétue le stéréotype sexué de la mère farouchement protectrice. Mêlant nationalisme, populisme et genre d'une façon particulièrement instructive, Pauline Hanson a un jour déclaré : « Je tiens aussi passionnément à ce pays que si j'étais sa mère, que si l'Australie était ma maison et les Australiens, mes enfants. »

### Les entrepreneurs

Autre populiste ordinaire mais amplement ignoré : l'entrepreneur économique. Certains des populistes les plus célèbres étaient de brillants hommes d'affaires qui faisaient partie des personnes les plus riches de leur pays avant de se faire porte-paroles du peuple. Selon Forbes, la fortune familiale des Shinawatra s'élevait à 1,6 milliard de dollars en 2015, ce qui faisait alors d'elle la dixième famille la plus riche de Thaïlande, tandis que le magazine estimait la fortune des Berlusconi, sixième famille la plus riche d'Italie, à environ 7,8 milliards de dollars. La fortune de Ross Perot, le candidat populiste qui a obtenu près de 20 % des voix aux élections présidentielles américaines de 1992, était évaluée à environ 3,7 milliards de dollars, ce qui faisait de lui la cent cinquante-cinquième personne la plus riche des États-Unis en 2015.

Le populisme reposant sur une attaque frontale de l'establishment, le mélange « entrepreneur-populiste » n'est pas toujours facile à vendre. Mais comme la distinction que fait le populisme entre le peuple et l'élite est moins basée sur des critères socio-économiques – comme la classe sociale ou la fortune – que sur la notion de moralité, le populiste-entrepreneur peut tirer avantage de son sens des affaires au moment de se bâtir un statut d'outsider *politique*. Il se présente en général comme un homme d'affaires honnête

qui a réussi seul et fait fortune *sans* l'aide des politiciens corrompus, non *grâce* à eux ! Le populiste-entrepreneur assure en outre être devenu politicien malgré lui et, contrairement aux politiciens professionnels, ne pas être entré en politique pour en profiter financièrement. Comme l'a un jour déclaré Berlusconi, dans son langage toujours très coloré : « Je n'ai pas besoin d'accéder à une fonction pour exercer le pouvoir. J'ai des maisons partout dans le monde, des bateaux extraordinaires... De superbes avions, une épouse magnifique, une famille magnifique... En réalité, je me sacrifie. » Donald Trump, aux États-Unis, est un exemple plus récent de populiste-entrepreneur. Bien qu'il soit l'une des personnes les plus riches du pays, il s'est présenté comme un outsider n'ayant d'autre intérêt que de servir le peuple. Comme il l'a affirmé dans un de ses discours de campagne en 2016 : « Un nouveau jour se lèvera en Amérique. Le gouvernement recommencera à écouter les gens. Ce seront les électeurs, non les intérêts particuliers, qui décideront. »

À première vue, il semble impossible pour le populiste-entrepreneur d'établir un lien avec le peuple. Après tout, sa vie quotidienne ne pourrait être plus éloignée de celle de « l'homme de la rue » qu'il prétend pourtant représenter. L'Italien moyen ne vit pas dans une demeure du XVII<sup>e</sup> siècle entièrement rénovée, comme Silvio Berlusconi dans sa « villa Gernetto », et aucun musée n'est baptisé en l'honneur d'un Américain moyen, tel le Musée Perot de la nature et des sciences à Dallas au Texas, nommé ainsi en raison d'un don de 50 millions de dollars effectué par Ross Perot. Cependant, le populiste-entrepreneur utilise souvent sa fortune pour établir un lien avec « le peuple » et assurer celui-ci de l'authenticité de sa conduite grâce, par exemple, au sport. L'exemple le plus connu est celui de Silvio Berlusconi qui

a acheté le Milan AC, l'une des équipes de football les plus populaires en Italie et dans le monde. Thaksin Shinawatra, quant à lui, a possédé, quoique brièvement, le club de Manchester City. D'autres populistes-entrepreneurs ont été présidents de grandes équipes de football dans leurs pays : Moïse Katumbi en République démocratique du Congo (TP Mazembe), Bernard Tapie en France (Olympique de Marseille), Gigi Becali en Roumanie (Steaua Bucharest) et Jesús Gil y Gil en Espagne (Atlético de Madrid).

### Les leaders ethniques

La relation entre ethnicité et populisme est beaucoup plus complexe que ne l'affirment de nombreux textes. On fait souvent l'amalgame entre les deux, surtout en Europe : c'est la conséquence directe de la prédominance des partis populistes de la droite radicale qui associent autoritarisme, nativisme et populisme. En Amérique latine, le terme « ethnopopulisme » désigne un type particulier de populisme, qui est surtout lié à la mobilisation créée par les peuples indigènes. Si ces deux types de populisme se servent de l'ethnicité pour établir leur authenticité, ils le font de façon fondamentalement différente. Pour la droite radicale populiste européenne, l'ethnicité ne joue aucun rôle dans la distinction populiste entre le peuple et l'élite, qui font partie du même groupe ethnique ; elle intervient plutôt dans la distinction nativiste entre « autochtones » et « étrangers », selon laquelle les « étrangers » ne font partie ni du peuple ni de l'élite. Selon les critères de l'ethnopopulisme latino-américain, en revanche, la nation est une unité multiculturelle au sein de laquelle le peuple se distingue de l'élite par sa moralité et son ethnicité.

Evo Morales et son parti, le MAS, représentent un cas prototypique d'ethnopopulisme. Morales est le premier président indigène de Bolivie, pays peuplé d'une majorité de personnes indigènes qui subissent des discriminations systématiques. Morales s'est souvent servi de son ethnicité pour prouver qu'il était à la fois exclu de l'élite (statut d'outsider) et lié au peuple (authenticité). Il a par exemple l'habitude d'affirmer qu'il descend des personnes qui ont peuplé les Amériques pendant quarante mille ans, alors que la plupart des membres de l'élite ont des origines européennes plus récentes. En outre, Morales revendique souvent son authenticité en raison de son ethnicité, puisqu'il fait partie des Aymaras, l'un des deux plus grands groupes indigènes de Bolivie. Selon l'une de ses plus célèbres déclarations : « Nous, Indiens, sommes la réserve morale de l'Amérique latine. » Mais contrairement aux populistes ethniques d'Europe, Morales et le MAS ne pratiquent pas d'exclusions. En effet, le parti courtise non seulement l'électorat aymara et quechua – les deux plus grands groupes indigènes du pays –, mais aussi l'électorat *mestizo* et blanc. Comme l'a un jour déclaré Morales : « Le plus important, c'est que le peuple indigène n'est pas rancunier par nature. Nous ne sommes pas là pour opprimer qui que ce soit – nous souhaitons simplement nous rassembler et construire la Bolivie avec justice et équité. »

Cependant, le leader populiste n'est pas toujours obligé de faire partie de la majorité ethnique. Comme nous l'avons vu, Fujimori est devenu l'un des hommes politiques les plus populaires du Pérou alors qu'il appartenait à la petite minorité japonaise du pays. La société péruvienne, dont l'élite est avant tout d'origine européenne, étant fortement racialisée, le statut de Fujimori, considéré comme issu d'une minorité ethnique, l'a aidé à établir un lien avec le peuple. En tant

que Péruvien non européen, il appartenait à la catégorie des exclus. De plus, le fait d'être issu d'une minorité ethnique a contribué à la construction de son image d'outsider politique aux origines modestes qui a réussi grâce à son talent plutôt qu'à ses liens avec l'establishment. Cette image a été renforcée par son principal adversaire, Mario Vargas Llosa, romancier célèbre qui était blanc et d'origine européenne.

### L'outsider initié

Afin de confirmer leur statut d'outsiders, les leaders populistes prétendent souvent être des novices en politique, n'ayant par conséquent rien en commun avec l'establishment politique. Cela leur permet de se dissocier à la fois des mesures impopulaires prises par les précédents gouvernements, de la corruption et de l'incompétence des politiciens en général, et de coller à l'image du politicien malgré lui, jugé en général plus favorablement que les politiciens professionnels des partis traditionnels. Contrairement à la « classe politique » professionnelle, un terme que les populistes affectionnent, le populiste affirme s'être engagé en politique non par ambition personnelle mais par noble vocation, dans le but de « rendre » la politique au peuple. En réalité, la plupart des leaders populistes font partie intégrante de l'élite nationale. Ils ont souvent le même profil sociodémographique que l'élite politique, étant pour la plupart des hommes d'âge mûr de la classe moyenne (supérieure) issus de l'ethnie majoritaire et ayant fait des études supérieures. De plus, nombre d'entre eux sont politiquement actifs depuis des années.

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a par exemple fait ses débuts en tant que membre de la Jeunesse communiste de Grèce, tandis que Collor de Mello a porté les couleurs

d'un grand nombre de partis avant de devenir président du Brésil. De même, le néerlandais Wilders était un assistant parlementaire influent, responsable de la politique étrangère au sein du Parti populaire libéral et démocrate (VVD), avant de lancer son PVV. Quelques populistes ont même occupé un poste au sein d'un gouvernement avant de se reconverter en outsiders politiques : Rafael Correa était ministre des Finances dans le gouvernement d'Alfredo Palacio en Équateur, Joseph Estrada a été vice-président des Philippines sous la présidence de Fidel V. Ramos, et Roh Moo-hyun était ministre des Affaires maritimes et de la Pêche au sein du gouvernement du président Kim Dae-jung en Corée du Sud.

D'autres populistes sont devenus politiquement actifs en conséquence de liens familiaux. Ils ont parfois littéralement grandi au sein d'un parti populiste. C'est le cas de nombreuses femmes populistes célèbres – mais pas de toutes, bien entendu : Isabel Perón était la veuve de Juan Domingo Perón, Marine Le Pen et Keiko Fujimori sont respectivement les filles de Jean-Marie Le Pen et Alberto Fujimori, tandis qu'Ursula Haubner (qui fut brièvement présidente du FPÖ) et Yingluck Shinawatra sont respectivement les sœurs de Jörg Haider et Thaksin Shinawatra. Toutes ont « hérité » de leur position de leader populiste. Mais soyons clairs, le leadership hérité n'est propre ni aux populistes ni aux femmes. De nombreuses leaders non populistes en Asie du Sud ont « hérité » de la place de leur père (Benazir Bhutto, par exemple) ou de leur mari (Sonia Gandhi), mais c'est également le cas de nombreux hommes politiques occidentaux (tels que le Premier ministre belge Charles Michel et l'ancien président américain George W. Bush).

En général, on distingue trois types de populistes : les outsiders, les outsiders initiés et les initiés. Les véritables outsiders sont très rares. Ils n'ont aucun lien significatif avec l'élite au sens large (c'est-à-dire les élites économiques et culturelles) et bâtissent entièrement leur carrière en dehors du courant politique dominant. On retrouve, parmi les quelques outsiders politiques les plus célèbres, Hugo Chávez et Alberto Fujimori. Hugo Chávez, officier de rang inférieur dans l'armée vénézuélienne, n'a acquis une notoriété nationale qu'en raison du coup d'État manqué de 1992. Fujimori était un président d'université sans le moindre réseau politique la première fois qu'il s'est présenté aux élections présidentielles. Les véritables outsiders ont sans doute plus de succès au sein des systèmes politiques plus personnalisés et fluides, tels que le système présidentiel latino-américain, qu'au sein des systèmes politiques plus institutionnalisés et établis, tels que les systèmes parlementaires dominés par les partis d'Europe de l'Ouest.

En réalité, presque tous les populistes qui réussissent à percer sont des outsiders initiés : des hommes et des femmes qui n'ont jamais été membres de l'élite politique, c'est-à-dire du cercle proche du régime politique, mais qui entretiennent des liens (forts) avec elle. Le chef du FPÖ Jörg Haider était le protégé de Bruno Kreisky, qui a longtemps été chancelier socio-démocrate de l'Autriche (1970-1983), tandis que le républicain John McCain, au cours de sa longue carrière de sénateur, a propulsé Sarah Palin sur la scène nationale. De même, Berlusconi a bâti son empire médiatique grâce à ses liens privilégiés avec Bettino Craxi, chef du Parti socialiste italien (1976-1993) et président du Conseil des ministres italien (1983-1987). Dans l'Europe de l'Est postcommuniste, les populistes les plus célèbres des années 1990 étaient étroitement

liés au régime communiste – Corneliu Vadim Tudor, le défunt chef du Parti de la grande Roumanie (PRM), était par exemple « poète de cour » pour le dictateur communiste Nicolae Ceaușescu, tandis que Vladimir Jirinovski a fondé le premier parti « d'opposition » officiellement approuvé en Union soviétique. L'ironie veut que ce soient souvent leurs liens avec l'élite (ancienne) qui aident certains populistes à percer.

Enfin, il existe un petit groupe de populistes initiés, c'est-à-dire de populistes qui viennent du cœur même de l'élite politique. Certains occupaient des postes importants au sein des partis traditionnels avant d'entamer une carrière de politicien populiste. Thaksin Shinawatra en est sans nul doute le meilleur exemple : il a exercé deux fois la fonction de vice-Premier ministre avant de fonder son propre parti populiste et de devenir Premier ministre. Il arrive également qu'un leader populiste se métamorphose et transforme en même temps son parti populiste. En Suisse, Christoph Blocher a transformé l'UDC conservateur en parti populiste de droite radicale le plus influent d'Europe de l'Ouest, tandis qu'en Hongrie, Viktor Orbán a poussé le Fidesz initialement libérale vers le conservatisme puis vers le populisme de droite.

La frontière entre les statuts d'initié et d'outsider devient floue dès lors qu'un leader populiste parvient à remporter des élections et à rester longtemps au pouvoir. Lorsque cela arrive, il fait instantanément partie de l'establishment politique – et, généralement, économique. Rien n'illustre mieux ce cas de figure que le chavisme au Venezuela. Les quinze années que Chávez a passées à diriger la « révolution bolivarienne » ont provoqué une transformation presque totale de l'élite et la montée en puissance d'une nouvelle classe dirigeante, la *boliburguesía*. Le statut de Chávez

a lui-même évolué : authentique outsider aux élections présidentielles de 1999, il est apparu comme un véritable initié aux élections de 2013.

À l'instar de la limite parfois floue entre initiés et outsiders, la distinction entre politiciens populistes et non populistes n'est pas toujours facile à faire. Certains membres célèbres des partis traditionnels, tels que l'ancien Premier ministre australien Tony Abbott et le président américain Ronald Reagan, ont usé de temps à autre de la rhétorique populiste. En fait, les commentateurs tendent à employer le terme de « populisme initié » en référence à ce type particulier de politiciens. Cependant, ni ces politiciens ni leurs partis n'étaient vraiment populistes, car le populisme n'était pas une caractéristique essentielle de leur idéologie. Ces initiés ont simplement usé de la rhétorique populiste pour se différencier des autres politiciens des partis traditionnels et (essayer de) paraître authentiques. Ce n'est pas un hasard si les politiciens des partis traditionnels tendent surtout à tenir un discours populiste pendant leurs campagnes électorales et à l'abandonner lorsqu'ils entrent au gouvernement.

### L'image populiste

La personnalisation est une tendance générale en politique contemporaine, et le populisme ne fait assurément pas exception à la règle. La plupart des expériences populistes fructueuses sont menées par un leader fort, quel que soit le type de mobilisation. Mais le populisme n'est ni défini par, ni attaché à un type spécifique de leader. Le stéréotype de l'homme fort populiste ne correspond qu'à une minorité de leaders populistes – indépendamment de l'idéologie hôte de l'acteur populiste. De plus, le succès d'un leader populiste

dépend moins d'une liste universelle de traits de personnalité précis que d'une image soigneusement construite de porte-parole du peuple, basée sur l'association du statut d'outsider et de l'authenticité.

L'attrait de l'image de porte-parole du peuple est lié à la culture politique de la société au sein de laquelle le leader populiste agit. Par exemple, le stéréotype de l'homme fort populiste est plus susceptible d'attirer les membres d'une société à la culture plus traditionnelle et machiste, alors que le populiste-entrepreneur paraîtra sans doute plus séduisant aux sociétés plus capitalistes et matérialistes. La culture politique a un effet particulièrement intéressant sur les leaders populistes féminines. À l'évidence, une division sexuée s'opère dans toutes les sociétés, mais pas toujours de la même façon. Les femmes populistes réussissent à la fois dans les sociétés émancipées et traditionnelles, mais de manière différente. Les cultures traditionnelles favorisent les leaders populistes de sexe féminin (et masculin) qui ont hérité du pouvoir, alors que les sociétés émancipées sont (également) ouvertes aux leaders féminines autodidactes.

La construction de l'image de porte-parole du peuple dépend également de l'idéologie hôte du leader populiste. On associe par exemple beaucoup plus aisément le dynamisme entrepreneurial au populisme néolibéral qu'au populisme socialiste, tandis que les personnes issues de minorités ethniques deviennent plus facilement leaders de mouvements ethnopopulistes que de mouvements populistes de droite radicale. De même, les femmes leaders se construisent probablement une image plus traditionnelle dans les partis populistes de droite que dans ceux de gauche. Néanmoins, la plupart des leaders populistes consacrent

beaucoup d'énergie à se construire une image d'outsider politique dans l'espoir de dissimuler leur longue relation étroite avec les élites qu'ils dénoncent avec véhémence. Ainsi, comme le confirme l'observation originale de Paul Taggart, on peut considérer le populisme comme *une politique pour des gens ordinaires mise en œuvre par des chefs extraordinaires qui se construisent un profil ordinaire.*

## Chapitre 5 Populisme et démocratie

La relation entre populisme et démocratie a toujours suscité d'intenses débats. Même si cette idée est loin de faire consensus, il est généralement admis que le populisme constitue, de par sa nature, un danger pour la démocratie. Le dernier tenant le plus célèbre de cette position est probablement l'intellectuel français Pierre Rosanvallon, qui affirme que le populisme devrait être conçu comme « un retournement pervers des idéaux et procédures de la démocratie ». Mais des voix dissidentes se sont fait entendre ; certaines proclamaient même que le populisme était la seule véritable forme de démocratie. Laclau, l'un de ses plus récents défenseurs, était convaincu que le populisme entretenait une « démocratisation de la démocratie » en permettant aux demandes des secteurs exclus de se regrouper.

Ces deux visions sont acceptables dans une certaine mesure. Selon son pouvoir électoral et le contexte dans lequel il émerge, le populisme peut fonctionner soit comme une menace, soit comme un rectificateur de la démocratie. Autrement dit, le populisme en soi n'est ni bon, ni mauvais pour le système démocratique. À l'instar des autres

idéologies, comme le libéralisme, le nationalisme ou le socialisme, il peut avoir un impact positif et négatif sur la démocratie. Afin de mieux comprendre cette relation complexe, commençons par proposer une définition claire de la démocratie, qui aidera à clarifier la façon dont les forces populistes l'impactent positivement et négativement. Nous évaluerons ensuite, grâce à un cadre théorique original, l'impact du populisme sur les différents régimes politiques, ce qui nous permettra de faire la distinction entre ses principaux effets sur les différents stades des processus de démocratisation et de dé-démocratisation.

### Le populisme et la démocratie (libérale)

Tout comme le populisme, la démocratie est un concept hautement controversé dans le domaine universitaire et l'espace public. Les débats ne portent pas seulement sur la définition correcte de la démocratie, mais aussi sur les divers types de démocratie. Bien que nous n'ayons pas l'intention de nous attarder sur ce débat, il est nécessaire de clarifier notre propre conception de la démocratie avant d'examiner sa relation complexe avec le populisme.

Ce qui définit le mieux la démocratie (sans adjectif), c'est ni plus ni moins l'association de la souveraineté du peuple et de la règle de la majorité. La démocratie peut donc être directe ou indirecte, libérale ou autoritaire. En fait, l'étymologie même du mot « démocratie » renvoie à l'idée d'un peuple qui s'autogouverne, c'est-à-dire d'un système politique qui permet au peuple de diriger son pays. Ce n'est pas un hasard si la plupart des définitions « minimales » supposent que la démocratie est avant tout une *méthode* servant à choisir des dirigeants lors d'élections. La propriété qui caractérise la

démocratie est donc la tenue d'élections libres et justes. Au lieu de s'affronter dans un violent conflit dès qu'il s'agit de changer de dirigeants, les citoyens acceptent que ceux qui les gouvernent soient élus en suivant la règle de la majorité.

Cependant, dans son utilisation courante, le mot « démocratie » désigne la plupart du temps la démocratie libérale plutôt que la démocratie en elle-même. La différence principale entre la démocratie (sans adjectif) et la démocratie libérale, c'est que la deuxième correspond à un régime politique qui non seulement respecte la souveraineté du peuple et la règle de la majorité, mais établit aussi des institutions indépendantes destinées à protéger les droits fondamentaux, tels que la liberté d'expression, de la majorité comme des minorités. En matière de protection des droits fondamentaux, il n'existe pas d'approche uniforme ; par conséquent, les régimes démocratiques libéraux ont adopté des schémas institutionnels très divers. Par exemple, certains d'entre eux disposent d'une constitution écrite et d'une Cour suprême fortes (les États-Unis, par exemple), tandis que d'autres n'ont ni l'une ni l'autre (le Royaume-Uni). Malgré ces différences, *toutes* les démocraties libérales sont caractérisées par des institutions qui visent à protéger les droits fondamentaux des citoyens afin d'éviter l'établissement d'une « tyrannie de la majorité ».

Cette théorie est très proche de celle proposée par le politologue américain Robert Dahl, qui affirmait que la structure des régimes démocratiques libéraux est basée sur deux paramètres distincts : la contestation publique et la participation politique. Le premier désigne la possibilité d'exprimer librement ses préférences et de s'opposer au gouvernement, tandis que le deuxième évoque le droit de participer au système politique. Il pensait en outre que pour

assurer l'optimisation de ces deux paramètres, un ensemble de « garanties institutionnelles » exigeantes était nécessaire, comprenant entre autres la liberté d'expression, le droit de vote, l'éligibilité aux fonctions publiques et les sources d'information alternatives.

Maintenant que nous avons clairement défini la démocratie et la démocratie libérale, le moment est venu de réfléchir à la façon dont le populisme les impacte. En résumé, le populisme est essentiellement démocratique, mais en désaccord avec la démocratie *libérale*, le modèle qui domine le monde contemporain. Selon l'idéologie populiste, rien ne devrait limiter « la volonté du peuple (pur) » ; elle rejette donc fondamentalement les notions de pluralisme et, par conséquent, de droit des minorités ainsi que les « garanties institutionnelles » qui devraient les protéger.

En pratique, les populistes invoquent souvent le principe de souveraineté du peuple pour critiquer les institutions indépendantes qui cherchent à protéger les droits fondamentaux inhérents au modèle démocratique libéral. La justice et les médias font partie des institutions les plus visées. Berlusconi, qui a fait d'innombrables allers-retours devant la justice ces dernières décennies, accusait les juges de défendre les intérêts des communistes (d'où le terme de « robes rouges »). En parfait populiste, il a un jour déclaré : « Le gouvernement continuera à œuvrer et le parlement fera les réformes nécessaires pour garantir qu'un magistrat ne puisse pas essayer de détruire illégalement une personne élue par les citoyens. » Chose prévisible, les populistes au pouvoir ont souvent transformé le paysage médiatique en faisant des médias nationaux les porte-paroles du gouvernement, ainsi qu'en muselant et

harcelant les quelques médias indépendants restants. C'est ce qui est arrivé dernièrement en Équateur, en Hongrie et au Venezuela.

Le populisme exploite les tensions inhérentes à la démocratie libérale, qui tente de trouver un équilibre harmonieux entre la règle de la majorité et les droits des minorités. Cet équilibre est presque impossible à atteindre en réalité car ces deux domaines étroitement liés s'opposent sur des questions importantes (les lois anti-discrimination, par exemple). Les populistes considèrent les violations du principe de la majorité comme une atteinte à la notion même de démocratie, et affirment que ce ne sont pas les organes non élus qui sont investis de l'autorité politique ultime, mais « le peuple ». De par sa nature, le populisme soulève la question suivante : qui contrôle les contrôleurs ? Comme il tend à se méfier des institutions non élues qui limitent le pouvoir du peuple, le populisme est susceptible de prendre la forme d'un extrémisme démocratique ou plutôt d'une démocratie autoritaire.

En théorie, le populisme a un effet négatif sur la démocratie en termes de contestation publique et positif en termes de participation politique. D'une part, le populisme tend à limiter l'étendue de la concurrence, car les populistes affirment souvent que les acteurs décrits comme malfaisants ne devraient avoir le droit ni de se prêter au jeu électoral, ni d'avoir accès aux médias. S'il est exagéré de penser que le populisme est un « style de politique paranoïaque », les forces populistes ont tout de même tendance à user d'une rhétorique enflammée et de théories conspirationnistes. Par exemple, les membres de Syriza en Grèce surnommaient leurs adversaires nationaux la « cinquième colonne », et un de ces ministres a même un jour qualifié l'UE de « terroriste ».

Aux États-Unis, où certains citoyens sont fascinés par les théories du complot, de nombreux populistes de droite sont convaincus que les élites démocrates et républicaines œuvrent à l'établissement d'un « nouveau gouvernement mondial » qui permettrait à l'ONU de prendre le contrôle des États-Unis.

Effets positifs et négatifs du populisme  
sur la démocratie libérale

Effets positifs	Effets négatifs
Le populisme peut donner la parole aux groupes qui ne se sentent pas représentés par l'élite politique.	Le populisme peut se servir de la notion et de la pratique de la règle de la majorité pour contourner les droits des minorités.
Le populisme peut mobiliser les secteurs exclus de la société et ainsi améliorer leur intégration dans le système politique.	Le populisme peut se servir de la notion et de la pratique de la souveraineté du peuple pour saper les institutions spécialisées dans la protection des droits fondamentaux.
Le populisme peut améliorer la réactivité du système politique en favorisant la mise en œuvre de mesures importantes pour les secteurs exclus de la société.	Le populisme peut soutenir la création d'un nouveau clivage politique qui gêne la formation de coalitions politiques stables.
Le populisme peut accroître le contrôle démocratique en politisant certaines questions et mesures.	Le populisme peut mener à une moralisation de la politique qui rend extrêmement difficile, voire impossible, la conclusion de nouveaux accords.

D'autre part, le populisme tend à favoriser la participation politique car il contribue à la mobilisation des groupes sociaux qui ont l'impression que leurs préoccupations sont ignorées par l'establishment politique. Comme les populistes croient fondamentalement à la souveraineté du peuple, le peuple entier et lui seul devrait déterminer la politique de son pays. Il est intéressant de constater que certaines formes spécifiques de populisme, telles que la droite radicale populiste européenne, pourraient essayer de limiter la participation politique en excluant certains groupes minoritaires. Mais ces groupes sont exclus du peuple *autochtone*, non du peuple *pur* ; en d'autres termes, c'est le nativisme et non le populisme qui se trouve à la base de l'exclusion.

En résumé, le populisme peut jouer un rôle à la fois positif et négatif au sein d'une démocratie libérale. Par exemple, en donnant la parole aux électeurs qui ne se sentent pas représentés par l'élite, le populisme fait office de rectificateur démocratique. C'est souvent dans ce but que les populistes politisent les questions qui ne sont pas débattues par les élites mais qui sont considérées comme pertinentes par la « majorité silencieuse ». En effet, en l'absence de partis populistes de droite radicale en Europe, l'immigration ne serait sans doute pas devenue un sujet important pour les partis politiques traditionnels dans les années 1990. C'est la même chose pour l'intégration politique et économique des secteurs exclus dans l'Amérique latine contemporaine. Ce sujet est devenu l'une des questions les plus prégnantes de la dernière décennie à cause, en grande partie, de l'arrivée au pouvoir de présidents populistes de gauche tels que Chávez au Venezuela et Morales en Bolivie, qui sont parvenus à politiser le taux dramatique d'inégalité dans leurs pays.

Mais le populisme peut aussi avoir un impact négatif sur la démocratie libérale. Par exemple, en affirmant qu'aucune institution n'a le droit de restreindre la règle de la majorité, les forces populistes risquent de finir par attaquer les minorités et saper les institutions qui se spécialisent dans la protection des droits fondamentaux. En réalité, c'est là la principale menace que font peser les partis populistes de la droite radicale sur la démocratie libérale en Europe. Comme ils visent à construire une ethnocratie, un modèle de démocratie selon lequel l'État appartient à une seule communauté ethnique, ils portent atteinte aux droits des minorités ethniques et religieuses, tels que les musulmans en Europe de l'Ouest et les Roms en Europe de l'Est.

Une chose similaire se produit aujourd'hui en Amérique latine, où des forces populistes de gauche ont rédigé une nouvelle constitution qui réduit sérieusement la capacité de l'opposition à disputer le pouvoir politique au gouvernement. L'Équateur illustre bien ce cas aujourd'hui : le président Correa s'est servi de la réforme constitutionnelle non seulement pour placer quelques partisans loyaux au sein d'institutions étatiques clés, telles que le tribunal électoral et le système judiciaire, mais aussi pour créer de nouvelles circonscriptions et règles électorales afin de favoriser son parti politique. Un processus presque identique s'est récemment déroulé en Hongrie.

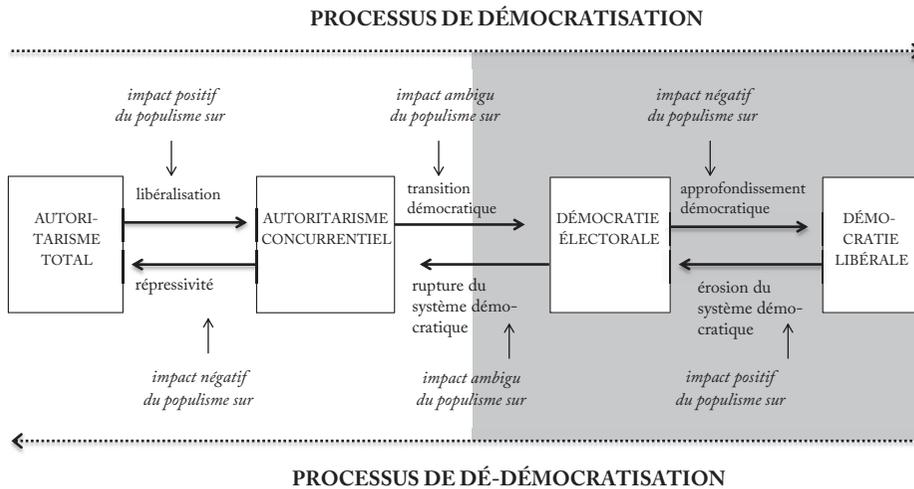
### Le populisme et le processus de (dé-)démocratisation

Alors qu'à lieu un débat animé sur le rôle du populisme au sein des démocraties libérales établies, on s'intéresse très peu à l'impact des forces populistes sur d'autres régimes politiques et sur les processus de transition potentiels aboutissant au

renforcement ou à l'affaiblissement de la démocratie. Quels sont les effets du populisme sur un régime autoritaire (concurrentiel) ou sur le soutien aux transformations renforçant la démocratie ? Voilà une zone d'ombre qu'il convient d'éclaircir.

La démocratie est toujours inachevée et peut à tout moment subir une détérioration ou une amélioration. Par conséquent, il est important de réfléchir non seulement à la question des *régimes* de la démocratie (libérale), mais aussi aux processus de démocratisation (et de dé-démocratisation). Bien qu'il n'existe rien de semblable à une voie de démocratisation « paradigmatique », on peut admettre l'existence de différents épisodes au cours desquels se produit un mouvement vers la démocratisation ou bien la dé-démocratisation. Chacune de ces étapes correspond à la transition d'un régime politique à un autre, et il semblerait que le populisme produise un effet différent au cours de chacune de ces étapes. Commençons par décrire les quatre régimes politiques les plus communs dans le monde contemporain.

On distingue deux régimes différents au sein des camps autoritaires et démocratiques, à savoir l'autoritarisme total et l'autoritarisme concurrentiel d'un côté, la démocratie électorale et la démocratie libérale de l'autre. L'autoritarisme total ne laisse aucune place à l'opposition politique et implique une répression systématique, alors que l'autoritarisme concurrentiel permet bien une contestation limitée mais au sein d'un paysage politique où règnent des inégalités entre les personnes en place et l'opposition. Le régime autoritaire concurrentiel tolère la présence d'une opposition et organise des élections, mais celles-ci sont systématiquement truquées en faveur des personnes en place.



Le populisme peut avoir des effets positifs et négatifs sur les différents régimes politiques. En effet, les forces populistes ont la capacité de déclencher des phases de changement institutionnel qui peuvent mener à la démocratisation et à la dé-démocratisation.

La démocratie électorale se caractérise par l'organisation régulière d'élections que l'opposition peut remporter. Néanmoins, la démocratie électorale souffre d'un certain déficit institutionnel qui entrave l'État de droit et révèle des faiblesses chez les institutions indépendantes cherchant à protéger les droits fondamentaux. Certes, la démocratie libérale n'est pas un régime parfait immunisé contre le manque de transparence, mais ses citoyens ont plus souvent l'occasion de demander des comptes aux autorités que ceux d'une démocratie électorale, grâce à l'existence d'une sphère publique robuste et d'une surveillance judiciaire indépendante.

Il est intéressant de noter que si chacun de ces quatre régimes politiques s'inscrit dans une dynamique politique propre, tous tendent à rester relativement stables une fois en place. Par conséquent, ils ne vivent pas nécessairement une transition vers un régime (plus) autoritaire ou (plus) démocratique. Néanmoins, la montée en puissance de forces populistes peut provoquer des changements au sein de chacun d'eux. Nous allons émettre quelques hypothèses sur le type particulier d'impact que le populisme peut avoir sur chaque épisode de transition et illustrer chacun de ces cas par un exemple.

On peut découper en trois épisodes l'impact du populisme sur le processus de démocratisation : libéralisation, transition démocratique et approfondissement démocratique. Pendant la première étape dite de *libéralisation*, lorsqu'un régime autoritaire assouplit les restrictions et étend certains droits collectifs et individuels, le populisme tend à agir grosso modo comme une force positive sur la démocratie. Comme il aide à se formuler les exigences de la souveraineté du peuple et de la règle de la majorité, qui remettent en question les formes existantes de répression par l'État, le populisme contribue à la formation d'un « cadre maître » grâce auquel les leaders de l'opposition peuvent mobiliser (tous) les opposants au régime. Le populisme a par exemple joué ce type de rôle dans certains vastes mouvements d'opposition en Europe de l'Est pendant l'ère communiste, comme Solidarność en Pologne.

Solidarność était un organisme-cadre anticommuniste constitué d'une coalition vaste et souple d'acteurs qui s'accordaient sur le problème du présent communiste presque autant qu'ils s'opposaient sur l'avenir postcommuniste idéal. Certes, Solidarność en tant que tel n'était pas un mouvement

populiste, mais certains leaders et électeurs du mouvement adhéraient au populisme, une idéologie que véhiculait particulièrement son chef emblématique Lech Wałęsa lors des manifestations de masse. Solidarność représentait fondamentalement « le peuple » contre « l'élite » du Parti ouvrier unifié polonais (PZSR) en termes à la fois ethniques (nationalisme) et moraux (populisme). Ce n'est pas une coïncidence si les membres (dirigeants) de Solidarność ont fondé différents partis populistes pendant la période post-communiste, dont le plus important est le parti populiste de droite Droit et justice (PiS) des jumeaux Lech et Jarosław Kaczyński.

Au cours de l'étape de *transition démocratique*, c'est-à-dire de transition d'un régime autoritaire concurrentiel (total) vers une démocratie électorale, le populisme joue un rôle ambigu mais tout de même assez constructif car il promeut l'idée que le peuple devrait choisir ses dirigeants. Les forces populistes se caractérisant par la conviction que la politique exige le respect de la souveraineté du peuple, elles tendent à attaquer les élites au pouvoir et à insister pour que change le système qui garantit l'accès au pouvoir politique. Par conséquent, elles soutiennent la mise en place d'élections libres et justes. Le cas intéressant de la formation du Parti de la révolution démocratique (PRD) par Cuauhtémoc Cárdenas au Mexique à la fin des années 1980 illustre bien cette tendance.

Le PRD s'est séparé du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) qui – sous une succession de noms – se maintenait au pouvoir depuis 1929 et, sous des dehors démocratiques, entretenait un régime autoritaire concurrentiel. Lorsque Cárdenas et d'autres ont compris qu'il

n'était pas possible de transformer de l'intérieur les mesures économiques néolibérales du PRI, ils ont choisi de bâtir un nouveau véhicule politique qui non seulement s'opposerait au néolibéralisme, mais exigerait également la mise en place totale d'élections libres et justes. Depuis ses débuts, le PRD emploie un langage populiste afin de présenter son chef – Cárdenas pour commencer, puis Andrés Manuel López Obrador (AMLO) – comme un « modeste homme du peuple », dont le souhait est de bâtir une véritable démocratie pour tous les Mexicains. Bien que le PRD ne soit pas parvenu à remporter la présidence, il a ouvert la voie aux accords historiques qui ont permis l'organisation des « élections fondatrices » de 2000, lors desquelles les conservateurs du Parti action nationale (PAN) ont remporté la présidence.

Enfin, durant l'étape d'*approfondissement démocratique*, les réformes en cours qui sont essentielles à l'amélioration des institutions spécialisées dans la protection des droits fondamentaux et le développement d'un régime démocratique libéral complet sont achevées. En théorie, les populistes sont en désaccord avec le processus d'approfondissement démocratique car ils défendent une vision de la démocratie basée sur une volonté populaire libre et le rejet des organes non élus. Ceux-ci sont habituellement décrits par le populisme comme des institutions illégitimes, qui cherchent à défendre les « intérêts particuliers » des minorités puissantes plutôt que les intérêts « réels » du peuple.

Le slovaque Vladimir Mečiar, trois fois Premier ministre, est un excellent exemple d'opposant populiste à l'approfondissement démocratique. Son troisième et dernier gouvernement de coalition (1994-1998), composé de trois

partis populistes, a particulièrement œuvré contre celui-ci. Lorsque Mečiar est arrivé au pouvoir en 1994, la Slovaquie était considérée comme l'un des pays démocratiques favoris pour l'adhésion à l'Union européenne (UE) après la chute du communisme. Conséquence de la politique autoritaire du gouvernement qui, entre autres, méprisait les lois et cherchait à les modifier – dans le but de redéfinir les circonscriptions électorales et de nuire aux partis de l'opposition –, le pays s'est peu à peu retrouvé dans la catégorie des retardataires démocratiques. L'UE a même menacé d'exclure la Slovaquie de la première série d'adhésions.

Les dernières décennies ont rappelé à tout le monde que la démocratie peut certes être approfondie, mais aussi diluée, voire abolie. Le populisme peut également jouer un rôle significatif dans ce processus de dé-démocratisation, qui se découpe lui-même en trois épisodes : érosion du système démocratique, rupture du système démocratique et répressivité. L'étape d'*érosion du système démocratique* est faite de changements successifs destinés à nuire à l'autonomie des institutions spécialisées dans la protection des droits fondamentaux. Ces changements consistent par exemple à réduire l'indépendance du pouvoir judiciaire, à se débarrasser de l'État de droit et à affaiblir les droits des minorités. Les leaders populistes et leurs partisans sont susceptibles de déclencher des épisodes d'érosion du système démocratique parce qu'ils soutiennent, en substance, un modèle de démocratie majoritaire extrême s'opposant à tout groupe ou institution qui entrave l'exécution de la « volonté générale du peuple ». C'est sans doute la situation actuelle en Hongrie qui reflète le mieux la façon dont le populisme peut faciliter ce processus.

Après avoir perdu les élections de 2002, une défaite qu'il n'a admise qu'à contrecœur, Viktor Orbán et le Fidesz, son parti populiste de droite, ont adopté une attitude d'opposition radicale qui tolérait entre autres les manifestations violentes dans les rues. À son retour au pouvoir en 2010, Orbán s'est servi de la majorité électorale de son parti pour imposer une nouvelle constitution garantissant, selon les termes de certains observateurs issus du secteur universitaire, que « le gouvernement actuel a maintenant très peu de contrôle sur son propre pouvoir : le nouvel ordre constitutionnel permet au parti dirigeant d'offrir à ses partisans des postes cruciaux et durables et un droit de veto sur les actions des prochains gouvernements ». Bien que les gouvernements étrangers et les organisations internationales aient évité de critiquer le gouvernement Orbán trop durement, l'UE et les États-Unis ont exprimé leur inquiétude croissante face à la « répression » de la démocratie en Hongrie.

La deuxième étape du processus de dé-démocratisation est la *rupture du système démocratique*, qui se traduit par un changement de régime : on passe ainsi d'une démocratie électorale à un autoritarisme concurrentiel (ou total dans les cas extrêmes). Les acteurs populistes jouent en général un rôle ambigu au cours de la rupture du système démocratique, mais ils ont tout de même tendance à la soutenir car ils souhaitent généralement modifier les règles du jeu en faveur des forces populistes et/ou attaquer « l'élite corrompue » parce qu'elle ne permet pas à la volonté générale du peuple de s'exprimer. Le régime de Fujimori au Pérou en est un parfait exemple.

Fujimori est arrivé au pouvoir en tant qu'outsider populiste en 1990, après avoir fait campagne contre l'establishment politique et en faveur d'une approche progressive dans

la résolution de la crise économique que le pays affrontait. Fujimori n'étant ni soutenu par un parti fort, ni intéressé par d'éventuelles alliances avec les partis existants, les pouvoirs exécutifs et législatifs du pays se sont trouvés dans une véritable impasse. Afin de l'en sortir, Fujimori a suspendu la constitution et fermé le parlement en 1992, affirmant qu'il se contentait de suivre « la volonté du peuple ». Après cet *autogolpe* (auto-coup d'État), Fujimori a gouverné le Pérou huit années de plus, au cours desquelles le régime était assurément plus proche de l'autoritarisme concurrentiel que de la démocratie électorale. En effet, Fujimori a conclu une alliance avec les secteurs militaires – en particulier celui des services de renseignement et leur chef Vladimiro Montesinos – dans le but non seulement de détruire le mouvement de guérilla du Sentier lumineux, mais aussi de fausser les règles du jeu afin de désavantager l'opposition.

Enfin, la dernière étape de dé-démocratisation est la *répressivité*, le passage d'un régime autoritaire concurrentiel à un régime totalement autoritaire. Ce processus, lié à la survenue de crises, se déroule en général progressivement. Comme le soutien à la souveraineté du peuple et à la règle de la majorité est inhérent au populisme, il semble logique que les populistes s'opposent dans l'ensemble à ce processus de répressivité. Il n'existe presque aucun cas récent de répressivité dans lequel un acteur populiste a joué un rôle significatif.

Le président biélorusse Alexandre Loukachenko, qui – bien qu'il en ait eu la possibilité et se soit trouvé face à une opposition croissante – n'a pas transformé son régime autoritaire concurrentiel en régime totalement autoritaire, fait partie de ces rares exceptions. La principale raison pour

laquelle Loukachenko a entretenu un régime autoritaire concurrentiel fondé sur un soutien électoral (de plus en plus manipulé) plutôt qu'une « politique de clan » totalement autoritaire comme il en existe dans d'autres nations postsoviétiques est l'idéologie populiste à laquelle il adhère. Il justifie l'application de son régime (autoritaire concurrentiel) en s'appuyant sur une argumentation populiste qui décrit l'opposition comme une « élite corrompue » alignée sur les puissances étrangères (autrement dit occidentales). Cependant, pour pouvoir prétendre représenter véritablement le « peuple pur biélorusse » avec une certaine légitimité, Loukachenko doit affronter ses adversaires lors de compétitions populaires, même s'il n'existe pas réellement de concurrence lors de ces élections.

### Variables intermédiaires

Notre cadre théorique fait surtout la distinction entre les effets du populisme sur les six différentes étapes des processus de démocratisation et de dé-démocratisation. Cependant, au sein de chaque étape, la nature et la force de l'effet peuvent également varier en fonction de trois variables intermédiaires : le pouvoir politique des forces populistes, le type de système politique au sein duquel agissent les acteurs populistes et le contexte international.

Le facteur le plus important est le pouvoir politique de l'acteur populiste. Le fait que les forces populistes appartiennent ou non à l'opposition ou au gouvernement peut influencer non seulement sur la force mais aussi sur la nature de leur impact sur le processus de démocratisation. En général, les populistes de l'opposition tendent à réclamer plus de transparence et la mise en application d'une démocratie

plus forte (à l'aide d'élections fondatrices, de référendums révocatoires, par exemple) afin de mettre un terme à la mainmise supposée de l'élite dans un contexte soit autoritaire (concurrentiel) soit démocratique (électoral).

Les populistes au pouvoir entretiennent une relation plus compliquée avec l'utilisation de la démocratie directe et le respect des règles de la contestation publique. Il est vrai que les populistes défendent la règle de la majorité, mais seuls certains d'entre eux se sont servis plus ou moins systématiquement d'instruments plébiscitaires. Hugo Chávez a notamment organisé plusieurs référendums, dont un qui lui a permis de supprimer la limitation du nombre de mandats présidentiels et d'être élu une troisième fois, tandis qu'un autre l'a empêché de modifier la constitution. Les politiciens populistes ont aussi utilisé leur pouvoir politique pour changer les règles du jeu politique en leur faveur, comme l'ont fait Correa et Orbán par le biais de réformes constitutionnelles.

Le deuxième facteur important est le type de système politique. Comme tous les acteurs politiques, les populistes, une fois qu'ils accèdent au pouvoir dans un système démocratique, se trouvent plus ou moins limités par les caractéristiques spécifiques du régime politique au sein duquel ils agissent. Si le système présidentiel rend plus facile pour les « outsiders » politiques d'acquérir du pouvoir, ceux-ci manquent souvent de soutien à d'autres niveaux pour réaliser leur programme – en particulier lorsqu'il manque une organisation forte à leurs partis. En revanche, le système parlementaire tend à limiter le pouvoir des populistes en place parce qu'il génère souvent un gouvernement de coalition au sein duquel les partis populistes doivent collaborer avec des partis non populistes majoritairement plus forts – comme

ce fut le cas du FPÖ en Autriche. Cependant, si un acteur populiste ou une coalition d'acteurs populistes remportent une majorité parlementaire, ils n'auront à affronter qu'un faible nombre de contre-pouvoirs – l'exemple le plus frappant étant celui de la Hongrie, où Orbán a longtemps pu compter sur une majorité parlementaire qualifiée, ce qui lui a permis de modifier la constitution sans être gêné par l'opposition. Vue sous cet angle, la présidence de Donald Trump pourrait représenter un véritable défi pour la démocratie libérale américaine, car le Parti républicain a le contrôle des deux chambres du Congrès. Cela signifie que Trump pourrait avoir suffisamment de marge de manœuvre pour mener les réformes les plus controversées qu'il a promises au cours de sa campagne présidentielle de 2016.

Enfin, le contexte international joue lui aussi un rôle important. Lorsqu'un pays fait partie d'un fort réseau de démocraties libérales telles que l'UE, il est plus difficile, mais pas impossible (voir l'exemple de la Hongrie sous Orbán), pour un acteur populiste de nuire aux caractéristiques clés de la démocratie libérale sans faire face à une violente réaction internationale. Ce n'est pas un hasard si la récente arrivée au pouvoir de gouvernements populistes de gauche dans différents pays latino-américains s'est accompagnée d'efforts pour bâtir de nouvelles institutions régionales, telle que l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) qui essaie de défendre son propre modèle de démocratie. Dans les faits, l'UNASUR a élaboré son propre système d'observation électorale afin de concurrencer celui de l'Organisation des États américains (OEA), la principale organisation inter-américaine dont font partie le Canada et les États-Unis.

### Retour sur le populisme et la démocratie

La complexité de la relation qu'entretiennent le populisme et la démocratie s'illustre dans les domaines théorique et pratique. Dans l'absolu, le populisme n'est pas l'ennemi de la démocratie ; il est plutôt en désaccord avec la démocratie *libérale*. Il s'agit d'un ensemble d'idées qui défend le majoritarisme extrême et soutient une forme de démocratie autoritaire. En outre, le populisme soutient fortement la souveraineté populaire et la règle de la majorité, mais il s'oppose aux droits des minorités et au pluralisme. Sa relation avec la démocratie libérale est néanmoins difficile à cerner. À travers le monde, des forces populistes cherchent à donner la parole et le pouvoir aux groupes marginalisés, mais elles tendent également à combattre l'existence même des forces d'opposition et à transgresser les règles de la concurrence politique.

En pratique, les populistes exploitent et font régulièrement référence aux tensions que vivent les nombreuses démocraties libérales du monde contemporain : ils critiquent les piètres résultats du régime démocratique et, afin de résoudre ce problème, ils militent pour une modification des processus démocratiques. Lorsqu'un régime démocratique libéral ne tient pas les promesses faites aux électeurs, les « entrepreneurs » politiques peuvent avoir la tentation de s'inspirer de l'ensemble d'idées populistes pour critiquer l'establishment et affirmer que l'heure est venue de renforcer la souveraineté populaire. En d'autres termes, les populistes tendent à certifier que l'État de droit et les institutions chargées de la protection des droits fondamentaux (tribunaux électoraux, cours constitutionnelles, cours suprêmes, etc.), en plus de limiter la capacité du peuple à exercer son pouvoir légitime, provoquent également son mécontentement croissant à l'égard du système politique.

Le populisme ne produit pas le même effet sur chaque étape du processus de démocratisation. Il apparaît en fait que le populisme tend à jouer un rôle positif dans la promotion d'une démocratie électorale ou minimale, mais un rôle négatif quand il s'agit de favoriser le développement d'un régime démocratique libérale à part entière. Par conséquent, si le populisme favorise la démocratisation de régimes autoritaires, il diminue la qualité des démocraties libérales. Le populisme défend la souveraineté populaire, mais il a tendance à s'opposer à toute restriction imposée à la règle de la majorité, telle que l'indépendance du système judiciaire et les droits des minorités. L'arrivée au pouvoir de populistes a abouti à des processus de dé-démocratisation (Orbán en Hongrie ou Chávez au Venezuela, par exemple) et même, dans certains cas extrêmes, à la rupture du régime démocratique (Fujimori au Pérou, par exemple).

Lorsque le système démocratique devient stable, les populistes continuent à contester toute restriction imposée à la règle de la majorité, et s'ils deviennent assez forts, ils peuvent déclencher un processus d'érosion du système démocratique. Cependant, il est peu probable qu'ils menacent l'existence du système démocratique au point de provoquer sa rupture, car ils risquent de rencontrer une forte résistance de la part des nombreux acteurs et institutions qui défendent l'existence d'organismes indépendants spécialisés dans la protection des droits fondamentaux. Dans une certaine mesure, c'est le scénario que vivent certains pays européens aujourd'hui, où des forces populistes dominent sur le plan électoral (en Grèce ou en Hongrie, par exemple), mais n'ont pas une marge de manœuvre suffisante pour réorganiser le schéma institutionnel tout entier de leur pays.

## Chapitre 6

### Causes et ripostes

Malgré l'intensité du débat sur le populisme, il existe étonnamment peu de théories admises sur le succès (et l'échec) des forces populistes. La plupart des explications concernant le succès du populisme insistent sur l'apparition d'un leader charismatique, capable d'attirer une partie facilement accessible de l'électorat qui est déçue ou se sent ignorée par les partis politiques traditionnels. Cette interprétation du succès du populisme est problématique pour au moins deux raisons. Premièrement, les acteurs populistes qui réussissent à percer ne sont pas tous dirigés par un leader charismatique. Deuxièmement, le discours moral manichéen du populisme existe au sein de la société indépendamment de la présence d'acteurs populistes. Que cela plaise ou non, de nombreux citoyens voient la réalité politique à travers le prisme du populisme.

Pour pouvoir expliquer le succès (ou l'échec) des acteurs populistes, il faut à la fois prendre en compte la demande et l'offre en politique populiste. L'un des avantages majeurs de l'approche idéationnelle est qu'elle intègre à la fois le populisme d'élite et celui de masse. Les sociétés en forte

demande de populisme constituent un terreau fertile, mais elles ont tout de même besoin d'une offre de forces populistes crédibles. En même temps, une offre forte en politique populiste sans demande comparable mène souvent les acteurs populistes à l'échec. De plus, afin de comprendre la montée du populisme, il est essentiel de prendre en considération les façons dont le contexte socio-économique et socio-politique peut à la fois gêner et aider la demande et l'offre en politique populiste.

Après avoir traité des principaux facteurs du succès et d'échec du populisme, nous aborderons un autre problème important mais difficile à résoudre : comment réagir face à la montée du populisme ? Afin de répondre à cette question, nous dresserons la carte des différentes ripostes démocratiques ciblant la demande et l'offre en politique populiste. Nous concluons ce livre à l'aide de quelques suggestions sur les moyens de renforcer les effets positifs du populisme et d'affaiblir ses effets négatifs sur la démocratie (libérale).

### Expliquer le succès et l'échec du populisme

Commençons par une brève clarification. S'il est vrai que le succès des acteurs politiques se mesure normalement au nombre de voix qu'ils obtiennent (force électorale), le succès politique peut cependant être analysé en fonction de deux autres critères : sa capacité à mettre certains sujets sur le tapis politique (élaboration d'un programme) et sa capacité à façonner des politiques publiques (impact politique). Cette distinction est particulièrement pertinente concernant le succès et l'échec des acteurs populistes. Après tout, dans de nombreux endroits du monde, les populistes recueillent un nombre assez limité de voix, mais ils jouent tout de même

un rôle important dans l'élaboration du programme politique et ont un impact sur la vie politique. Rien n'illustre mieux ce fait que le cas de partis populistes d'extrême droite tels que le Parti populaire danois (DF) et le Front national (FN) français en Europe de l'Ouest. Bien qu'ils remportent « seulement » entre 10 % et 20 % des voix aux élections nationales, ces partis jouent un rôle influent dans la politique de leurs pays, car ils placent certaines questions comme l'immigration et le multiculturalisme au centre du débat public. Il leur est même arrivé de forcer les partis traditionnels à adopter des politiques d'immigration et d'asile plus restrictives.

Quel que soit le type de leur succès politique, les acteurs populistes ne peuvent prendre de l'envergure que lorsque le populisme d'élite et le populisme de masse s'unissent. Par conséquent, toute théorie qui cherche à expliquer le succès (et l'échec) du populisme doit prendre en compte aussi bien la demande que l'offre en politique populiste, autrement dit les changements ponctuels et structurels qui contribuent à la montée en puissance des attitudes populistes et à la prédominance de l'ensemble d'idées populistes, ainsi que les conditions favorables aux performances des forces populistes dans l'arène politique.

### La demande en politique populiste

Pour qu'un acteur politique ait du succès, il faut que son message fasse suite à une demande. La plupart des acteurs politiques associent le populisme à une ou plusieurs idéologies hôtes, une forme de nationalisme ou de socialisme, par exemple. Bien que le populisme soit souvent considéré comme l'une des raisons de leur succès, de nombreuses études électorales se concentrent exclusivement

sur les caractéristiques du contexte de ce succès, telles que la xénophobie en Europe de l'Ouest ou le soutien socio-économique aux groupes défavorisés en Amérique latine. Cela est en partie dû au manque de données disponibles au niveau de la masse. Les études empiriques sur les attitudes populistes en sont encore à leurs balbutiements, mais elles montrent tout de même que les attitudes populistes sont très répandues au sein de la population des pays où existent des partis populistes (les Pays-Bas, par exemple) et des mouvements sociaux d'envergure (les États-Unis), ainsi que celle des pays sans acteurs populistes d'envergure (le Chili, par exemple).

Une grande partie des populations du monde entier est en accord avec certains aspects importants de l'ensemble d'idées populistes. De nombreuses personnes pensent par exemple que l'establishment (politique) est malhonnête, sert ses propres intérêts, conclut des accords immoraux en cachette et se moque de l'opinion de la majorité. Beaucoup sont convaincus que c'est « le peuple » qui devrait prendre les décisions les plus importantes, au lieu de déléguer son pouvoir souverain à des politiciens professionnels. Cela étant, les attitudes populistes sont souvent latentes, c'est-à-dire qu'elles restent en sommeil ou cachées jusqu'à ce que les circonstances se prêtent à leur développement ou à leur manifestation. Selon les termes du spécialiste américain du populisme Kirk Hawkins : « En chacun de nous sommeillent un Hugo Chávez ou une Sarah Palin. La question est de savoir ce qui le ou la réveille. »

C'est là qu'intervient le contexte socio-économique et socio-politique. La demande en populisme se manifeste dans des (ensembles de) circonstances précises. Elle

s'enclenche lorsque le sentiment se répand que l'existence même de la société est menacée. C'est la raison pour laquelle les échecs importants d'une politique, tels qu'une crise économique dramatique ou la divulgation d'un cas de corruption systématique, peuvent agir comme catalyseurs sur les attitudes populistes qui sommeillent parmi la population. Par exemple, sans la grande récession de la fin des années 2000 et le comportement malhonnête des partis traditionnels, il serait difficile d'expliquer l'accroissement brutal du soutien public aux partis populistes tels que Podemos en Espagne et Syriza en Grèce ; et sans le scandale de corruption qui a éclaté en Italie au début des années 1990, il serait impossible de comprendre l'ascension politique de Silvio Berlusconi.

L'ampleur des scandales de corruption prouve que les groupes et les membres de « l'élite » se comportent de façon malhonnête. Cela provoque la colère des citoyens et les incite à considérer la réalité politique à travers le prisme du populisme. La corruption généralisée prospère surtout dans les pays où « l'état de l'État » pose sérieusement problème, c'est-à-dire où l'État est incapable de modifier la répartition existante des ressources, des activités et des liens interpersonnels. Les États faibles ont des difficultés à prélever des impôts auprès de leurs citoyens (ressources), à neutraliser les groupes criminels (activités) et à s'immiscer dans les réseaux patrimoniaux existants (liens interpersonnels). Les régimes démocratiques où l'état de l'État pose problème tendent à être gangrenés par une corruption généralisée qui favorise la persistance d'un populisme endémique (en Équateur et en Grèce, par exemple) ou une lutte incessante entre les forces populistes et non populistes (en Argentine et en Slovaquie,

par exemple). Détail important, l'accession au pouvoir des populistes ne produit pas nécessairement un État plus fort ni ne leur confère la capacité à s'attaquer aux racines du problème d'état de l'État.

Le sentiment général que le système politique est passif est un autre facteur clé du réveil des attitudes populistes. Lorsque les citoyens ont l'impression que les partis politiques et les gouvernements ne les écoutent pas et ignorent leurs demandes, le populisme a plus de chances de devenir actif, du moins au sein des groupes qui se sentent abandonnés par l'establishment. Lorsque les électeurs se sentent délaissés par les acteurs politiques au pouvoir, ils sont tentés de considérer les événements politiques à travers le prisme du populisme : « L'élite ne se préoccupe que d'elle et ne s'intéresse pas aux inquiétudes du (vrai) peuple. » Ce n'est pas une coïncidence si la classe ouvrière « autochtone », ne se sentant plus représentée par les partis socio-démocrates qui soutiennent la mondialisation économique, l'adhésion à l'Union européenne (UE) et le multiculturalisme, représente une partie importante de l'électorat des partis populistes de la droite radicale européenne.

L'une des raisons clés pour lesquelles le fossé s'agrandit entre l'élite et le peuple a été analysée avec une grande pertinence par le politologue irlandais Peter Mair, qui a affirmé que les partis politiques traditionnels faisaient face à une opposition croissante entre leurs rôles de représentants compétents et d'agents responsables. Les citoyens veulent souvent que leurs représentants fassent une chose, alors que la responsabilité leur incombe d'en faire une autre. C'est particulièrement vrai en Europe aujourd'hui, car l'UE

a réduit de façon significative la marge de manœuvre des gouvernements nationaux, les obligeant même parfois à mettre en application des mesures auxquelles ils s'opposaient ouvertement.

À cause de la pression exercée par les marchés internationaux et l'UE, les gouvernements socio-démocrates de José Luis Rodríguez Zapatero en Espagne (2004-2011) et de Georgios Papandreou en Grèce (2009-2011) ont par exemple décidé de se comporter en « agents responsables » en mettant en place des réformes d'austérité, ce qui a provoqué la frustration de nombreux électeurs qui se sont sentis trahis et mal représentés par leur parti. Cela a contribué à la montée de sentiments populistes qui se sont d'abord exprimés via l'apparition de mouvements sociaux comme les Indignés, puis celle de partis populistes de gauche comme Podemos et Syriza. Bien qu'il s'agisse d'un exemple extrême, les partis politiques traditionnels européens sont obligés de trouver l'équilibre entre réactivité et responsabilité, mais cela s'avère de plus en plus difficile. Mieux ils parviennent à faire face à ce défi, en reconnaissant l'existence d'un sentiment d'insatisfaction chez les électeurs, moins l'idéologie populiste est susceptible de se développer.

Il s'est produit quelque chose de semblable en Amérique latine, où les options stratégiques des gouvernements nationaux sont fortement limitées par les marchés internationaux et les institutions financières internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Illustration extrême de cette « tempête parfaite », la situation socio-économique et socio-politique du Venezuela a favorisé l'ascension d'Hugo Chávez. La chute du prix du pétrole au cours des deux dernières décennies du xx<sup>e</sup> siècle a engendré

un manque de fonds et une dette publique croissante nuisant au bipartisme du pays, qui dépendait fortement de réseaux clientélistes. Lorsque le président de centre-gauche Carlos Andrés Pérez a mis en place des réformes d'austérité, il a dû faire face à d'importantes révoltes sociales, ainsi qu'à un coup d'État mené par un jeune lieutenant-colonel du nom d'Hugo Chávez. Lorsque Pérez a été contraint de démissionner par la Cour suprême en raison d'un scandale de corruption, l'establishment politique s'est vu fortement discrédité. Libéré de prison, Chávez a attisé cette rancœur à l'aide d'un discours populiste fort attaquant l'élite (*la oligarquía*) et glorifiant le peuple (*el pueblo*). En 1998, Chávez a remporté l'élection présidentielle avec 56 % des voix, ce qui a marqué l'effondrement du bipartisme traditionnel du pays et le commencement de la troisième ère populiste de l'histoire de l'Amérique latine.

Lorsqu'on analyse la montée du populisme, il vaut la peine de souligner que des changements subtils sur le long terme des sociétés contemporaines favorisent non seulement la diffusion, mais aussi le réveil des attitudes populistes. Le politologue américain Ronald Inglehart affirme que la transformation sociale des démocraties occidentales d'après-guerre a déclenché un processus de « mobilisation cognitive » au sein de leurs populations, qui sont devenues mieux informées, plus indépendantes et plus conscientes. Ces nouveaux citoyens émancipés ne tolèrent plus la dominance naturelle des élites politiques et critiquent fortement toute faute présumée. En outre, les citoyens émancipés sont beaucoup plus conscients des fautes présumées des élites politiques en raison du nouvel espace informationnel auquel ils appartiennent.

Tout d'abord, les médias traditionnels sont moins contrôlés par les élites politiques. Dans de nombreux pays, les journaux étaient autrefois fortement liés, lorsqu'ils ne leur appartenaient pas ou n'étaient pas entièrement gérés par eux, aux partis ou organisations politiques établis, tandis que la radio et la télévision étaient la propriété exclusive de l'État qui en avait le contrôle, ce qui signifie que les médias soutenaient soit le gouvernement soit les partis traditionnels (y compris les partis d'opposition). Aujourd'hui, la plupart des journaux sont plus ou moins indépendants des partis politiques. Quant à la radio et la télévision d'État, elles ont perdu une grande partie de leur public qui s'est tourné vers leurs concurrents commerciaux. Tous doivent rivaliser avec un nombre toujours croissant de sources en ligne. Dans ce contexte extrêmement concurrentiel, les organisations médiatiques ont réduit leur couverture de l'actualité politique sérieuse et augmenté celle des sujets plus vendeurs, comme le crime et la corruption, aliments de base de la cuisine populiste. Tout cela a créé une culture politique qui n'est pas nécessairement populiste en tant que telle, mais qui est incontestablement plus favorable aux messages populistes.

Certes, le processus de mobilisation cognitive est plus limité dans les pays en développement, où il n'atteint souvent que les classes moyennes urbaines, mais les institutions et valeurs traditionnelles perdent du pouvoir partout dans le monde. De plus, la domination des médias sociaux s'étend également aux pays en développement, que leur régime soit démocratique ou autoritaire. On note la manifestation de cet ensemble de changements à la fois dans le mouvement vert en Iran et dans le plus vaste Printemps arabe au Moyen-Orient, deux exemples percutants de mobilisation de la classe moyenne urbaine par le biais de médias sociaux. Lorsque les

aspirations démocratiques et la critique de l'establishment s'unissent, surtout au sein des grands groupes sociaux discriminés, les attitudes (proto-) populistes s'éveillent.

### L'offre en politique populiste

La plupart des épisodes populistes sont liés à l'ascension (et à la chute) d'un leader ou d'un parti populiste, cet acteur populiste capable de profiter du contexte pour fédérer les sentiments anti-establishment amorphes et de séduire la population en préconisant des solutions de « bon sens ». Les populistes qui réussissent en politique ont été capables d'intégrer un large éventail de revendications sociétales à leur discours populiste, mettant l'accent sur l'opposition entre « nous, les gens bien » et « eux, l'élite corrompue ». Ils s'aident pour cela d'idéologies hôtes qui abordent d'autres aspects clés de ces revendications sociétales. Par exemple, les partis populistes actuels de la droite radicale d'Europe de l'Ouest lient nativisme et populisme lorsqu'ils accusent l'élite (autochtone) corrompue de favoriser les immigrés (étrangers) et de marginaliser le peuple (autochtone). De même, les populistes de gauche en Amérique du Sud associent socialisme et populisme quand ils accusent l'élite corrompue de piller les ressources naturelles du pays au détriment du pauvre peuple.

Indépendamment du contexte socio-politique et socio-économique existant, les acteurs populistes tentent de politiser les questions qui ne sont pas traitées (de façon adéquate) par l'establishment. Lorsque les idées des partis politiques traditionnels convergent et que peu d'éléments significatifs différencient leurs programmes, il devient plus facile pour les forces populistes d'affirmer que leurs adversaires politiques

sont « tous les mêmes ». Le discours du FN a été le premier à trouver un écho en Europe en accusant les quatre partis principaux, qu'il surnommait « la bande des quatre », d'avoir « confisqué la démocratie » au peuple après avoir conclu un pacte secret. Plus tard, le parti a commencé à sous-entendre que les deux principaux partis n'en étaient réellement qu'un, fusionnant les sigles UMP et PS afin de former celui de « UMPS ». En Italie, l'ancien comédien devenu homme politique Beppe Grillo, leader du Mouvement 5 étoiles (M5S) populiste, surnomme le PD, parti de centre-gauche, « PD moins L » (*Pdmenoelle*), car il affirme qu'il est impossible de le distinguer du parti de centre-droite, le PdL.

Bien entendu, les partis politiques traditionnels cherchent généralement une solution au problème que pose cette convergence idéologique. Remarquant que certaines questions sont pertinentes aux yeux de l'électorat, ils choisissent de les politiser. De cette façon, ils ne défient pas seulement leurs rivaux, ils occupent également le vide dans lequel auraient pu s'engouffrer de nouveaux concurrents, y compris les forces populistes. En d'autres termes, l'action et l'inaction des partis politiques principaux jouent l'une comme l'autre un rôle majeur dans le succès et l'échec des forces populistes. Il suffit, pour s'en rendre compte, de comparer les résultats électoraux des partis populistes de la droite radicale en Autriche et en Espagne.

L'Espagne est l'un des rares pays d'Europe de l'Ouest sans parti populiste d'envergure appartenant à la droite radicale. Cela s'explique par la présence de partis régionaux forts et d'un système électoral très particulier, mais surtout par le fait que le Parti populaire (PP), principal parti de droite, s'est attaqué à de nombreuses questions importantes aux

yeux des électeurs potentiels des partis de la droite radicale espagnole : le catholicisme, l'ordre public, mais par-dessus tout, l'unité nationale. Le contraste est net avec le Parti de la liberté autrichien (FPÖ), qui a énormément tiré avantage de la convergence des deux partis principaux ; ceux-ci ont souvent formé une grande coalition formelle ou informelle afin de gouverner le pays et maintenir les questions controversées telles que l'adhésion à l'UE et l'immigration, à l'écart des priorités politiques et publiques.

Cependant, les acteurs populistes ne sont pas simplement les malheureux produits de leur environnement. Ils participent eux-mêmes activement à la création d'un terreau plus fertile. Les populistes ne ménagent notamment pas leurs efforts pour créer un *sentiment* de crise. Souvent involontairement aidés par les médias sensationnalistes, les partis populistes de la droite radicale essaient de faire passer l'augmentation (parfois relativement modeste) du nombre de réfugiés en Europe pour une « crise de l'immigration » qui, d'après eux, est provoquée par les partis traditionnels incompetents et corrompus. Ainsi, le succès des acteurs populistes en termes de force électorale, de définition de programme ou d'impact politique est fortement lié à leur capacité à élaborer un discours de sortie de crise crédible. En invoquant l'idée de crise, les populistes communiquent en outre un sentiment d'urgence et une certaine gravité dans leur message.

La Finlande illustre bien ce cas de figure, car si son produit intérieur brut a subi une importante contraction, son chômage et sa dette souveraine n'ont augmenté que modérément les premières années de la grande récession. Il serait donc fortement exagéré de dire que l'électeur finlandais moyen a été durement touché par la crise économique

mondiale. Cela étant, le parti populiste Les Vrais Finlandais a étonnamment obtenu 19 % des voix aux élections parlementaires de 2011. Renforcé par un scandale de corruption qui a éclaboussé tous les grands partis, le sentiment de crise créé par le parti populiste et certains médias a joué un rôle décisif dans le succès des Vrais Finlandais. Ceux-ci affirmaient que leur généreux État-providence était menacé par les plans de sauvetage européens et par « l'invasion » d'immigrés permis par les partis traditionnels, et que « les innocents » (autrement dit le peuple) allaient payer cher les erreurs des « coupables » (autrement dit l'élite).

Avant de passer à la partie suivante, il est important de répondre à une question souvent oubliée mais néanmoins importante : comment la culture politique influence-t-elle l'émergence potentielle du populisme ? Les acteurs populistes n'agissent pas en vase clos : ils apparaissent plutôt dans les sociétés dont l'héritage historique engendre différentes cultures politiques. Prenons, par exemple, le cas du processus de démocratisation en Europe de l'Ouest, qui a souvent mis des centaines d'années à aboutir et était fortement contrôlé par l'élite. Il opposait les élites non démocratiques, telles que la monarchie et les propriétaires terriens, aux élites démocratiques, surtout des libéraux et des socialistes. Les élites libérales et socialistes tendaient à se méfier profondément des « gens ordinaires », ce qui explique pourquoi le droit de vote n'a été étendu qu'étape par étape et à contrecœur (entre autres aux femmes). De plus, la montée du communisme et du fascisme a renforcé cette méfiance, ce qui a conduit les élites démocratiques de nombreux pays à restreindre le choix d'options politiques ; par exemple, de nombreux pays ont interdit les partis « antidémocratiques » afin que le peuple ne puisse pas refaire le « mauvais choix ».

En net contraste, les États-Unis ont une histoire démocratique plus populaire, caractérisée par une rhétorique révolutionnaire et la notion même de « nous, le peuple ». L'ironie veut que nombre de pères fondateurs aient émis de sérieuses réserves au sujet de ce que le président Lincoln a décrit par ces célèbres termes : « un gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». En fait, le système politique extrêmement complexe et dysfonctionnel créé par les fondateurs de la nation reflétait leurs sentiments à la fois anti-élite et anti-peuple, comme l'indiquent les procédures de contrôle et de contrepoids qu'ils ont mises en place et le Collège électoral qu'ils ont établi. Cela étant, la culture politique américaine a toujours été fortement populiste, opposant le peuple pur à l'élite ou, comme on dit dans les discours de campagne actuels, la rue à Wall Street. L'idée que le peuple est vertueux et l'élite corrompue s'est ainsi propagée à la fois dans la culture « haute » et la culture « basse » au fil de l'histoire américaine.

L'intervention de leaders ou de partis populistes n'est pas toujours nécessaire aux États-Unis : les médias et les politiciens traditionnels diffusent eux aussi le discours populiste. De plus, les sentiments populistes jouent également un rôle majeur dans la culture populaire. Du célèbre pamphlet de Thomas Paine *Sens commun* (1776), au film épique *Monsieur Smith au Sénat* (1939) interprété par James Stewart, en passant par la chanson country plus récente qui s'opposait au sauvetage des institutions financières interprétée par John Rich *Shuttin' Detroit Down* (2009), les œuvres culturelles américaines parlent sans cesse de l'éternel combat entre le peuple pur et l'élite corrompue.

Étant donné son héritage historique, il n'est pas surprenant que le populisme ait été relativement peu présent dans l'histoire de l'Europe de l'Ouest, se limitant à une mobilisation descendante de partis éclair comme ceux issus du poujadisme. Mais la transformation sociale de la « Révolution tranquille » a rendu les cultures d'Europe de l'Ouest plus réceptives au populisme. Les citoyens émancipés se sont libérés du contrôle des organisations politiques et sociales traditionnelles et sont de plus en plus critiques, pour ne pas dire cyniques, à l'égard de l'establishment. Tandis que l'élite est de plus en plus mal vue, le peuple, autrefois considéré comme essentiellement mauvais, est aujourd'hui jugé beaucoup plus favorablement. De nombreux médias se sont détournés des experts (universitaires) pour s'intéresser à « l'homme de la rue » dans leur couverture des événements politiques importants. Les politiciens traditionnels sont harcelés de questions dans les interviews ; on exige qu'ils répondent aux « inquiétudes du peuple », dont les journalistes se font souvent les porte-paroles de nos jours. De même, les émissions de télé-réalité qui mettent en scène des personnes ordinaires, comme *Big Brother*, ou les célébrités de la « culture basse », telles que les Kardashian, ont en grande partie remplacé les émissions sur la vie des élites de la « haute culture ».

### La riposte au populisme

Bien que les succès électoraux de populistes aient d'abord eu lieu principalement en Amérique latine, les forces populistes se sont installées dans un grand nombre d'arènes électorales à travers le monde au cours des dernières décennies. Cela a provoqué une inquiétude croissante et de nombreux débats sur la meilleure façon de les affronter. Ce débat est en grande partie influencé par le concept de *démocratie militante*,

un terme inventé par le philosophe et politologue allemand Karl Löwenstein qui, dans les années 1930, affirmait que les démocraties devaient interdire les forces politiques extrémistes afin de les empêcher d'accéder au pouvoir par des moyens démocratiques – comme il l'avait lui-même vécu lors de l'ascension d'Adolf Hitler à l'époque de la république de Weimar. Bien que l'Allemagne soit plus ou moins le seul pays à se définir officiellement comme une démocratie militante dans sa constitution, la plupart des démocraties ont mis en pratique au moins quelques-unes de ses idées – surtout après les attentats terroristes du 11 septembre et la guerre contre le terrorisme qui a suivi.

Lorsqu'il s'agit d'affronter des forces populistes, l'approche de la démocratie militante est cependant particulièrement problématique, car le populisme n'est pas contre la démocratie en soi mais plutôt en désaccord avec le régime démocratique *libéral*. Les forces populistes se méfient – parfois à raison – de l'existence même d'institutions non élues, qui peuvent devenir impossibles à contrôler et finir par protéger les intérêts de minorités puissantes au lieu de défendre le bien commun. Cela signifie que les populistes représentent pour les démocraties un défi différent, plus complexe que les extrémistes. Par conséquent, celui-ci exige une riposte différente, plus nuancée. En réalité, il peut être plus néfaste que bénéfique de dramatiser le défi que constitue le populisme.

### Riposte du côté de la demande

La question de savoir comment faire face à la demande en politique populiste est rarement abordée dans les débats académiques ou publics. Cela est en partie dû au fait que

beaucoup considèrent simplement le populisme comme un processus mené par l'élite et centré sur des leaders charismatiques qui ont la capacité d'envoûter (ou de « piéger ») les masses. On explique ainsi le succès du populisme par l'ascension de « grands hommes » comme Jörg Haider ou Hugo Chávez. Cependant, les attitudes populistes sont assez répandues dans les différentes sociétés, y compris dans celles qui sont dépourvues de leader populiste charismatique. Le réveil de ces attitudes dépend de la présence d'un ensemble précis de conditions dans lesquelles les gens ordinaires risquent de devenir de fervents populistes, telles que la corruption politique en général et l'absence de réaction de l'élite en particulier.

Les grands scandales de corruption, et en particulier de corruption généralisée, créent un terreau fertile pour le développement du populisme au sein d'importants groupes de la population. Par conséquent, les stratégies visant à combattre et prévenir la corruption sont essentielles pour faire baisser la demande en politique populiste. La première leçon à tirer est que, lorsqu'éclate un scandale majeur de corruption, le pire à faire est de l'ignorer ou d'éviter l'ouverture d'une enquête adéquate et transparente. Une partie importante de la légitimité de la démocratie *libérale* repose précisément sur l'existence d'institutions autonomes qui ont la capacité de demander des comptes aux responsables publics et aux politiciens élus. Les poursuites et sanctions adéquates à l'égard des responsables des grandes affaires de corruption ne font pas seulement baisser la corruption parmi les élites : elles prouvent également au peuple que le « système » n'est pas entièrement aux mains d'un establishment homogène.

Il est sans nul doute beaucoup plus difficile de s'attaquer au problème de la corruption généralisée que de s'occuper d'affaires isolées de corruption. Après tout, la corruption généralisée va souvent de pair avec des problèmes d'état de l'État et il est tout sauf facile de les régler. Il est important de considérer les efforts pour renforcer la capacité de l'État en général, et l'État de droit en particulier, comme des mesures qui contribuent indirectement à l'affaiblissement des sentiments populistes. Plus l'État est capable de modifier la répartition des ressources, des activités et des liens interpersonnels, plus la demande en populisme est susceptible de rester en sommeil. Par conséquent, les organisations internationales et les institutions gouvernementales engagées dans la « promotion de la démocratie » devraient recourir à des mesures dissuasives et persuasives pour consolider la capacité de l'État et l'État de droit. Une mesure persuasive commune consiste à améliorer les conditions de travail des fonctionnaires et à encourager les citoyens à signaler tout acte répréhensible (au médiateur de la République, par exemple). Les mesures dissuasives sont en principe liées aux réformes institutionnelles et juridiques destinées à renforcer la surveillance et la sanction des fonctionnaires.

Cependant, bien que la plupart des pays d'Europe de l'Ouest ne souffrent pas de sérieux problèmes d'état de l'État, ils font pourtant face à un populisme très répandu au niveau de la masse. Par exemple, le Danemark et les Pays-Bas ont vu apparaître de forts partis populistes dans leur paysage politique, alors que la corruption généralisée et la capacité de l'État ne posent aucun problème fondamental dans ces pays. Pour comprendre cela, il est important de prendre en considération la deuxième condition qui favorise le réveil

des sentiments populistes au sein de la population : l'absence de réaction de l'élite. Dans de nombreux pays d'Europe de l'Ouest, les partis établis ont donné la priorité à la responsabilité plutôt qu'à la représentation et ont compensé leur perte conséquente de soutien public en formant des cartels politiques, en affirmant souvent ouvertement qu'il fallait écarter les partis populistes du pouvoir. À l'évidence, c'est l'argument rêvé pour les populistes, car cela confirme qu'ils mènent une lutte « seuls contre tous » – un vieux slogan du parti populiste de droite belge, le Bloc flamand (aujourd'hui nommé Intérêt flamand, VB).

Le principal problème n'est pas nécessairement que les partis établis forment des cartels avec d'autres partis démocratiques libéraux, ou qu'ils agissent de façon irresponsable, mais qu'ils ne soient pas clairs ni honnêtes à ce sujet. La plupart des politiciens prétendent avoir les choses bien en main lorsque les choses se passent bien, mais ne pas avoir le contrôle de la situation lorsque les choses se passent mal. Par exemple, les gouvernements attribuent la croissance économique aux mesures qu'ils ont mises en place, mais selon eux, c'est une cause externe qui explique le ralentissement économique : la « mondialisation » et l'attitude des institutions internationales comme l'UE et le FMI. Au fond, les politiciens se condamnent eux-mêmes à l'échec lorsqu'ils prétendent avoir plus de pouvoir qu'ils n'en ont vraiment. Comme ils ne peuvent pas modifier les restrictions fondamentales de leur pouvoir, ils devraient communiquer davantage à leur sujet, en expliquant par exemple pourquoi ils acceptent ces restrictions. Certes, les populistes auraient alors la possibilité de proposer une histoire potentiellement plus séduisante aux électeurs, leur vantant les avantages de la souveraineté totale, par exemple,

mais cela donnerait au moins une apparence moins trompeuse et plus authentique aux partis traditionnels. De plus, de récentes expériences, dans des pays comme la Grèce où le gouvernement populiste de gauche Syriza a dû se soumettre à la même réalité économique que ses « perfides » adversaires avant lui, ont quelque peu diminué l'attrait de la solution populiste.

Avant de passer à la partie suivante, il est important d'indiquer que, pour faire face à la demande en politique populiste, on peut aussi réfléchir aux stratégies actives visant la masse. L'une des plus importantes est l'éducation civique qui a pour objectif d'apprendre aux citoyens les principales valeurs de la démocratie libérale et, même si ce n'est pas toujours fait ouvertement, de les prévenir des dangers que représentent les groupes extrémistes. C'est sans doute en Allemagne qu'on trouve le programme d'éducation civique le plus perfectionné. Il existe même un organisme gouvernemental qui est chargé de le mener à bien – et qui porte le nom quelque peu sinistre d'Agence fédérale pour l'éducation civique (BpB). En général, l'éducation civique permet de renforcer les convictions démocratiques et d'expliquer l'intérêt du pluralisme, qui peut jouer un rôle important dans la lutte contre le réveil des attitudes populistes. Il peut cependant arriver qu'en avertissant trop sérieusement les populations du danger qu'elles représentent, on fasse le jeu des forces populistes, surtout auprès des groupes qui se méfient de l'establishment politique et soutiennent déjà des acteurs populistes.

### Riposte du côté de l'offre

Parce que les forces populistes sont enclines à attaquer l'establishment, celui-ci réagit souvent vigoureusement contre elles. Certaines ripostes démocratiques consistent à affaiblir la demande en politique populiste, mais la plupart des actions et des acteurs visent exclusivement l'offre en politique populiste, c'est-à-dire les acteurs populistes. Contrairement au discours politique, l'establishment n'est cependant pas une entité monolithique et certains de ses acteurs sont prêts à riposter aux attaques du populisme. Concentrons-nous sur les quatre acteurs de l'establishment qui tendent à être les plus actifs et efficaces : 1) les acteurs politiques traditionnels, 2) les institutions spécialisées dans la protection des droits fondamentaux, 3) les médias et 4) les institutions supranationales.

Au fond, les principaux acteurs politiques traditionnels et acteurs populistes font le même métier : politiciens. Par conséquent, dans certaines circonstances, il leur arrive de décider de collaborer et de conclure une alliance qui les aidera à mieux faire entendre leurs demandes et à acquérir du pouvoir en politique. Les partis politiques traditionnels de pays européens tels que l'Autriche et la Finlande ont par exemple formé des coalitions gouvernementales avec des partis populistes, tandis qu'aux États-Unis, plusieurs leaders du Parti républicain ont conclu une alliance, formelle ou non, avec les groupes populistes du Tea Party afin de remporter des sièges au Congrès. La plupart des partis politiques traditionnels empruntent cependant le chemin inverse et attaquent ouvertement les acteurs populistes. Ils le font par exemple en ostracisant les populistes : ils forment une sorte de cordon sanitaire autour d'eux qui empêche

toute collaboration officielle entre partis traditionnels et populistes – cela s’est surtout produit en Belgique à l’égard du VB. Une approche plus radicale consiste à combattre les forces populistes par tous les moyens possibles, y compris une grève générale ou même un putsch contre les populistes au pouvoir – comme c’est arrivé au Venezuela au début des années 2000.

Les institutions spécialisées dans la protection des droits fondamentaux peuvent jouer un rôle crucial lorsqu’il s’agit de faire face à la montée en puissance des populistes. Dans une démocratie libérale, les institutions telles que le Tribunal constitutionnel fédéral allemand et la Cour suprême américaine sont après tout conçues pour sauvegarder le système démocratique libéral et protéger les droits des minorités de la règle de la majorité. En Europe centrale et orientale, le système judiciaire a souvent été le contre-poids le plus important aux acteurs populistes, s’opposant à certains des projets les plus autoritaires de populistes tels que les frères Kaczyński en Pologne et Mečiar en Slovaquie. Cependant, cela ne fonctionne pas toujours. Le pouvoir du système judiciaire a par exemple été insuffisant pour bloquer les réformes constitutionnelles autoritaires engagées par Correa en Équateur et Orbán en Hongrie, qui ont permis à ces leaders populistes de s’approprier le pouvoir et d’offrir à leurs partisans loyaux des postes au sein de l’appareil judiciaire.

Les médias jouent un rôle important dans le succès et l’échec politique des forces populistes. Par exemple, sans le soutien de personnalités connues, telles que Glenn Bleck et Sean Hannity, exprimé sur Fox News et plusieurs radios locales, le Tea Party n’aurait sans doute pas connu une telle

montée en puissance. Il s’est produit une situation semblable en Autriche, où le chef du FPÖ Jörg Haider a bénéficié d’une couverture très favorable de la part du principal tabloïd *Die Krone* dans les années 1990. Plus récemment, le Parti pour l’indépendance du Royaume-Uni (UKIP) a pu compter sur le soutien affiché du tabloïd britannique *Daily Express*, qui avait autrefois soutenu les travaillistes et les conservateurs. Dans certains cas, l’acteur populiste est une personnalité médiatique (médias sociaux) qui lance sa carrière politique dans les médias – comme ce fut le cas du chef d’Union nationale Attaque Volen Siderov en Bulgarie et du leader du M5S Beppe Grillo en Italie. L’archétype du populiste médiatique est toutefois Silvio Berlusconi. Celui-ci s’est servi de son vaste empire médiatique pour lancer son parti Forza Italia et se maintenir au pouvoir.

La situation en Allemagne est différente, car les médias y sont très hostiles aux partis populistes de droite comme de gauche. Même un tabloïd comme *Bild*, qui diffuse lui-même des idées fortement populistes, attaque avec véhémence des partis comme Die Linke (gauche populiste) et Die Republikaner (droite populiste). La situation est à peu près la même au Royaume-Uni, malgré le récent changement de bord du *Daily Express*. Par exemple, tous les tabloïds ont publié en Une des titres négatifs sur le Parti national britannique (BNP). Le plus célèbre d’entre eux, paru dans *The Sun*, décrivait les membres du parti comme « des gens vraiment horribles ». Cette étrange relation d’amour-haine entre les médias et les politiciens populistes qui partagent des idées mais ne mènent pas la même lutte est assez répandue à travers le monde. C’est une conséquence du fait que même les tabloïds appartiennent presque toujours aux forces traditionnelles, qui les pilotent donc.

Les institutions supranationales ont également leur importance lorsqu'il s'agit de faire face aux forces populistes. L'une des fonctions clés de l'UE et de l'Organisation des États américains (OAS) est de promouvoir et protéger la démocratie (libérale). En pratique, ces deux institutions ont parfois réagi avec véhémence à l'arrivée au pouvoir de forces populistes – à la formation du gouvernement de coalition autrichien en 2000 qui incluait le FPÖ, par exemple – ou à certaines actions entreprises par des acteurs populistes – la décision de Fujimori de fermer le parlement péruvien en 1992, par exemple. Néanmoins, les cas de Chávez et d'Orbán montrent que les institutions supranationales n'ont qu'un pouvoir modeste vis-à-vis des populistes. Le problème vient en partie de la réticence des gouvernements nationaux à permettre aux organisations étrangères d'évaluer leur conformité aux normes démocratiques libérales. De plus, les critères d'éligibilité à l'adhésion aux organisations supranationales telles que l'UE sont plus tard d'une utilité limitée : une fois qu'un pays devient membre d'une organisation, il est difficile de vérifier en permanence s'il respecte la démocratie et l'État de droit. Enfin, certains populistes parviennent à tirer parti d'un soutien international, populiste ou non, capable de les protéger de sanctions supranationales – comme le fait le Parti populaire européen (PPE) avec Orbán – ou d'atténuer leur impact – comme l'a fait Chávez pour les régimes populistes de l'Équateur et du Nicaragua.

Qu'apprenons-nous donc de ce bref passage en revue des principales ripostes démocratiques à l'offre en politique populiste ? L'enseignement le plus pertinent est qu'il existe différentes stratégies pour faire face au populisme, qui se situent pour la plupart à mi-chemin entre opposition et

collaboration. D'un côté, il est possible de répliquer en attaquant les forces populistes et/ou de les ostraciser. De l'autre, on peut essayer de collaborer avec les populistes en prenant en compte (en partie) les questions qu'ils soulèvent et/ou en intégrant totalement les forces populistes au système politique – par la formation d'un gouvernement de coalition avec elles, par exemple. En fin de compte, il n'existe pas de riposte universelle idéale à un adversaire populiste. En pratique, toutes les stratégies se situent quelque part entre opposition totale et collaboration totale et, dans la plupart des cas, on applique un mélange de différentes stratégies.

L'efficacité de toute stratégie dépend en grande partie des caractéristiques spécifiques de la démocratie et de l'adversaire populiste. On a cependant répertorié deux mauvaises approches qui, malheureusement, sont souvent suggérées. Premièrement, il arrive souvent que les acteurs de l'establishment lancent une attaque frontale coordonnée contre les populistes. En les décrivant tous comme « mal-faisants » et « stupides », les acteurs de l'establishment font le jeu des populistes qui peuvent ainsi démontrer qu'ils mènent une lutte « seuls contre tous ». Deuxièmement, certains acteurs établis affirment qu'on ne peut battre les acteurs populistes qu'en s'appropriant une partie de leur message – c'est ce qu'ont suggéré plusieurs socio-démocrates d'Europe de l'Ouest qui espéraient vaincre ainsi la droite radicale populiste. Ces approches renforcent la moralisation et la polarisation de la vie politique et de la société, ce qui sape profondément les fondements de la démocratie libérale.

### La riposte autoritaire du populisme

Le populisme fait partie de la démocratie. Mais plutôt que son reflet, il est sa (mauvaise) conscience. Dans un monde dominé par la démocratie et le libéralisme, il est essentiellement devenu une riposte démocratique autoritaire au libéralisme antidémocratique. Les populistes posent des questions gênantes sur les aspects antidémocratiques des institutions et des mesures libérales, telles que les cours constitutionnelles et les institutions financières internationales, et leur proposent des solutions autoritaires qui sont souvent soutenues par une grande partie de la population (le rétablissement de la peine de mort, par exemple). Dans toute démocratie libérale, il existe une opposition inévitable entre les souhaits de la majorité et les droits de la minorité. Selon un schéma devenu classique, cela conduit certaines cours constitutionnelles à infirmer des décisions gouvernementales, comme l'ont fait les arrêts historiques *Brown et autres contre le Bureau de l'éducation* (1954) et *Roe contre Wade* (1973) rendus par la Cour Suprême américaine, interdisant la ségrégation et légalisant l'avortement. Au cours des dernières décennies, des organes non élus et des institutions technocratiques, telles que la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI), ont établi un système de contrôle sur des domaines politiques importants, limitant ainsi sérieusement le pouvoir des politiciens élus. Depuis la mise en œuvre à grande échelle de réformes néolibérales et de l'adoption de programmes tels que la Nouvelle gestion publique, l'action des gouvernements nationaux est sérieusement entravée par les entreprises privées, les organisations transnationales et la main (in)visible du marché.

Les membres des partis traditionnels ont volontiers mis ces mesures en œuvre, mais ils ont rarement essayé de les vendre aux citoyens. Ils préfèrent souvent les faire passer pour des mesures nécessaires, voire inévitables, imposées à leur pays par des processus (la mondialisation, par exemple) et de puissantes organisations étrangères (l'UE ou le FMI). Par conséquent, on ne passe pas assez de temps à se demander à quel point certaines de ces mesures sont néfastes ou peuvent avoir des conséquences imprévues, et cela provoque souvent plus de mal que de bien. En effet, les élites se sont servies de l'influence croissante d'organes non élus et d'institutions technocratiques pour dépolitiser les questions politiques controversées, comme l'austérité et l'immigration, et éviter tout risque de défaite électorale. Rien n'illustre mieux cette situation que l'UE, une organisation qui a été délibérément créée pour déléguer le pouvoir à des institutions non élues et, par conséquent, en grande partie protégées de la pression populaire. Il n'est donc pas étonnant que l'UE soit presque devenue synonyme de « déficit démocratique » et que les populistes se disent de plus en plus eurosceptiques. Ils accusent les élites nationales et européennes d'avoir créé une organisation supranationale toute puissante qui promeut le (néo)libéralisme au détriment et contre la volonté du peuple.

Bien que le populisme existe sous de nombreuses formes et mobilise dans des contextes culturels et politiques très différents, tous les acteurs populistes moralisent le débat politique et essaient de (re)politiser les questions et les groupes ignorés. Le populisme propose souvent des solutions simples à des problèmes complexes, mais l'anti-populisme le fait aussi. Les populistes représentent un défi complexe pour tous les régimes politiques, y compris les régimes

démocratiques libéraux. La meilleure façon de faire face au populisme est de s'engager – en dépit des difficultés – dans un dialogue ouvert avec les acteurs populistes et leurs partisans. Le but de ce dialogue doit être de mieux comprendre les revendications et les doléances des élites et des masses populistes et d'organiser une riposte démocratique libérale. De leur côté, les spécialistes et les intellectuels devraient se concentrer davantage sur le message et moins sur le messager. Au lieu de partir du principe que les populistes ont tort, ils devraient évaluer sérieusement le mérite des mesures proposées au sein d'un régime démocratique libéral.

En essayant de conquérir des partisans populistes, et peut-être même certaines élites, les démocrates libéraux devraient éviter à la fois les solutions simplistes qui flattent le « peuple » et les discours élitistes qui ne prennent pas au sérieux la compétence morale et intellectuelle des citoyens ordinaires – cela ne fait que donner plus de force aux populistes. Pour conclure, étant donné que le populisme pose souvent les bonnes questions mais fournit les mauvaises réponses, le but ultime ne devrait pas être seulement de détruire l'offre populiste mais également d'affaiblir la demande populiste. C'est par ce seul biais que l'on peut consolider la démocratie libérale.

## Références bibliographiques

### Chapitre 1 : Qu'est-ce que le populisme ?

#### *Ouvrages non traduits*

- Canovan Margaret, *The People*, Cambridge, Polity, 2005.
- Dornbusch Rudiger, Edwards Sebastian (dir.), *The Macroeconomics of Populism in Latin America*, Chicago, University of Chicago Press, 1992.
- Goodwyn Lawrence, *Democratic Promise: The Populist Moment in America*, New York, Oxford University Press, 1976.
- Hofstadter Richard, *The Age of Reform: From Bryan to FDR*, New York, Knopf, 1955.
- Ionescu Ghita, Gellner Ernest (dir.), *Populism: Its Meaning and National Characteristics*, New York, Macmillan, 1969.
- Mudde Cas, « The Populist Zeitgeist », *Government and Opposition*, vol. 39, n° 4, 2004, p. 541-563.
- Mudde Cas, Rovira Kaltwasser Cristóbal, « Populism », in Freedman Michael, Tower Sargent Lyman, Stears Marc (dir.), *The Oxford Handbook of Political Ideologies*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 493-512.
- Taggart Paul, *Populism*, Buckingham, Open University Press, 2000.
- Weyland Kurt, « Clarifying a Contested Concept: Populism in the Study of Latin American Politics », *Comparative Politics*, vol. 34, n° 1, 2001, p. 1-22.

*Ouvrages traduits*

- Laclau Ernesto, *La Raison populiste*, trad. Jean-Pierre Ricard, Paris, Seuil, 2008.
- Laclau Ernesto, Mouffe Chantal, *Hégémonie et stratégie socialiste ; vers une politique démocratique radicale*, trad. Julien Abriel, Besançon, Les Solitaires Intempestifs, 2009.
- Schmitt Carl, *La Notion de politique ; théorie du partisan*, trad. Marie-Louise Steinhauser, Paris, Flammarion, 2009.

**Chapitre 2 : Le populisme à travers le monde***Ouvrages non traduits*

- Torre Carlos de la, *Populist Seduction in Latin America*, édition révisée, Athens, Ohio University Press, 2010.
- Kazin Michael, *The Populist Persuasion: An American History*, édition révisée, Ithaca, Cornell University Press, 1995.
- Mizuno Kosuke, Phongpaichit Pasuk (dir.), *Populism in Asia*, Singapour, NUS Press et Kyoto University Press, 2009.
- Mudde Cas, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.
- Mudde Cas, Rovira Kaltwasser Cristóbal, « Exclusionary vs. Inclusionary Populism: Comparing Contemporary Europe and Latin America », *Government and Opposition*, vol. 48, n° 2, 2013, p. 147-174.
- Resnick Danielle, *Urban Poverty and Party Populism in African Democracies*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.
- Rovira Kaltwasser Cristóbal, « Latin American Populism: Some Conceptual and Normative Lessons », *Constellations*, vol. 21, n° 4, 2014, p. 494-504.
- Sawer Marian, Hindess Barry (dir.), *Us and Them: Anti-elitism in Australia*, Perth, API Network, 2004.
- Stavrakakis Yannis, Katsambekis Giorgos, « Left-Wing Populism in the European Periphery: the Case of SYRIZA », *Journal of Political Ideologies*, vol. 19, n°2, 2014, p. 119-142.

**Chapitre 3 : Populisme et mobilisation***Ouvrages non traduits*

- Albertazzi Daniele, McDonnell Duncan (dir.), *Twenty-First Century Populism: The Spectre of Western Democracy*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2008.
- Anria Sergio, « Social Movements, Party Organization, and Populism: Insights from the Bolivian MAS », *Latin American Politics & Society*, vol. 55, n°3, 2013, p. 19-46.
- Art David, *Inside the Radical Right: The Development of Anti-immigrant Parties in Western Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.
- Aslanidis Paris, « Populist Social Movements of the Great Recession », *Mobilization: An International Quarterly*, vol. 21, n° 3, 2016, p. 301-321.
- Carrión Julio (dir.), *The Fujimori Legacy: The Rise of Electoral Authoritarianism in Peru*, University Park, Pennsylvania State University Press, 2006.
- Fieschi Catherine, *Fascism, Populism, and the French Republic: In the Shadow of the Republic*, Manchester, Manchester University Press, 2004.
- Formisano Ronald, *The Tea Party*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2012.
- Roberts Kenneth, « Populism, Political Conflict, and Grass-Roots Organization in Latin America », *Comparative Politics*, vol. 36, n° 2, 2006, p. 127-148.
- Schattschneider Elmer E., *The Semi-sovereign People: A Realist's View of Democracy in America*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1960.
- Tarrow Sidney, *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*, édition révisée, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

**Chapitre 4 : Le leader populiste***Ouvrages non traduits*

- Hawkins Kirk A., « Is Chávez Populist? Measuring Populist Discourse in Comparative Perspective », *Comparative Political Studies*, vol. 42, n° 8, 2009, p. 1040-1067.
- Kampwirth Karen (dir.), *Gender and Populism in Latin America: Passionate Politics*, University Park, Pennsylvania State University Press, 2010.
- Lynch John, *Caudillos in Spanish America, 1800-1850*, Oxford, Clarendon, 1992.
- Madrid Raúl, « The Rise of Ethnopolitics in Latin America », *World Politics*, vol. 60, n° 3, 2008, p. 475-508.
- Mudde Cas et Rovira Kaltwasser Cristóbal, « Populism and Political Leadership » in *The Oxford Handbook of Political Leadership*, Rhodes R.A.W., Hart Paul 't (dir.), Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 376-388.
- Mudde Cas et Rovira Kaltwasser Cristóbal, « Vox Populi or Vox Masculini? Populism and Gender in Northern Europe and South America », *Patterns of Prejudice*, vol. 49, n° 1-2, 2015, p. 16-36.
- Taggart Paul, *Populism*, Buckingham, Open University Press, 2000.

*Ouvrage traduit*

- Weber Max, *Le savant et le politique*, trad. Catherine Colliot-Thélène, Paris, La Découverte Poche, 2003.

**Chapitre 5 : Populisme et démocratie***Ouvrages non traduits*

- Dahl Robert, *Polyarchy*, New Haven, Yale University Press, 1971.
- Levitsky Steven, Way Lucan, *Competitive Authoritarianism: Hybrid Regimes after the Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

- Mudde Cas, « The Populist Radical Right: A Pathological Normalcy », *West European Politics*, vol. 33, n° 6, 2010, p. 1167-1186.
- Mudde Cas, Rovira Kaltwasser Cristóbal (dir.), *Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy?*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.
- O'Donnell Guillermo, Schmitter Philippe C., *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986.
- Rovira Kaltwasser Cristóbal, « The Responses of Populism to Dahl's Democratic Dilemmas », *Political Studies*, vol. 62, n°3, 2014, p. 470-487.
- Stoner Kathryn, McFaul Michael (dir.), *Transitions to Democracy: A Comparative Perspective*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2013.
- Tilly Charles, *Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

*Ouvrages traduits ou écrits en français*

- Laclau Ernesto, *La Raison populiste*, trad. Jean-Pierre Ricard, Paris, Seuil, 2008.
- Rosanvallon Pierre, *La Contre-Démocratie, la politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006.

**Chapitre 6 : Causes et ripostes***Ouvrages non traduits*

- Alonso Sonia, Rovira Kaltwasser Cristóbal, « Spain: No Country for the Populist Radical Right? », *South European Society and Politics*, vol. 20, n° 1, 2015, p. 21-45.
- Hawkins Kirk A., *Venezuela's Chavismo and Populism in Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
- Ignazi Piero, « The Silent Counter-Revolution: Hypotheses on the Emergence of Extreme Right-Wing Parties in Europe »,

*European Journal of Political Research*, vol. 22, n° 1, 1992, p. 3-34.

Inglehart Ronald, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

Löwenstein Karl, « Militant Democracy and Fundamental Rights, I », *American Political Science*, vol. 31, n° 3, 1937, p. 417-432.

Mair Peter, « Representative versus Responsible Government », *MPIfG Working Paper 8*, 2009, p. 1-19.

Müller Jan-Werner, « Defending Democracy within the EU », *Journal of Democracy*, vol. 24, n° 2, 2013, p. 138-149.

Rovira Kaltwasser Cristóbal, Taggart Paul, « Dealing with Populists in Government: A Framework for Analysis », *Democratization*, vol. 23, n° 2, 2016, p. 201-220.

#### Ouvrages traduits

Paine Thomas, *Le Sens commun*, trad. Christopher Hamel, Paris, Les Forges de Vulcain, 2013.

Streeck Wolfgang, *Du temps acheté, la crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, trad. Frédéric Joly, Paris, Gallimard, 2014.

#### Suggestions de lecture pour approfondir le sujet

##### Ouvrages non traduits

Berlet Chip, Lyons Matthew N., *Right-Wing Populism in America: Too Close for Comfort*, New York, Guilford Press, 2000.

Conniff Michael L. (dir.), *Populism in Latin America*, deuxième édition, Tuscaloosa, University of Alabama Press, 2012.

Torre Carlos de la (dir.), *The Promise and Perils of Populism: Global Perspectives*, Lexington, University of Kentucky Press, 2015.

Torre Carlos de la, Arnson Cynthia J. (dir.), *Latin American Populism in the Twenty-First Century*, Washington, Woodrow Wilson Center Press, 2013.

Formisano Ronald, *The Tea Party*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2012.

Kazin Michael, *The Populist Persuasion: An American History*, édition révisée, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

Kriesi Hanspeter, Takis Pappas (dir.), *European Populism in the Shadow of the Great Recession*, Colchester, ECPR Press, 2015.

Mudde Cas, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

Mudde Cas, Rovira Kaltwasser Cristóbal (dir.), *Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy?*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

Panizza Francisco (dir.), *Populism and the Mirror of Democracy*, Londres, Verso, 2005.

Taggart Paul, *Populism*, Buckingham, Open University Press, 2000.

#### Ouvrage traduit

Laclau Ernesto, *La Raison populiste*, trad. Jean-Pierre Ricard, Paris, Seuil, 2008.

## Remerciements

Nous tenons à remercier les nombreux collègues et amis qui ont lu ce texte (en partie) et nous ont fait part de nombreuses remarques pertinentes : Ben Stanley, Carlos de la Torre, Jan-Werner Müller, Kenneth Roberts, Kirk Hawkins, Luke March, Maryann Gallagher, Matthijs Rooduijn, Paul Lucardie, Petr Kopecký, Sarah de Lange et Tjitske Akkerman. Nous avons également présenté des passages de notre manuscrit à l'université d'Amsterdam (mars 2015) et à l'université Aristote de Thessalonique (juin 2015), ce qui nous a permis de tirer profit des critiques constructives des participants aux deux événements. Les commentaires des deux groupes de critiques anonymes sur le projet du livre et le manuscrit complet nous ont également été très utiles, tout comme le soutien de l'équipe d'Oxford University Press, en particulier celui de Nancy Toff et d'Elda Granata. Edgard Berendsen et Cristóbal Sandoval nous ont également été d'une grande aide du début à la fin du processus de fabrication du livre.

Cas aimerait pour sa part remercier de son soutien l'Institut Kellogg d'études internationales de l'université de Notre-Dame, où il a pu étudier le populisme en dehors du

contexte européen grâce à une bourse d'études en 2009-2010. Il est également reconnaissant à l'École supérieure d'affaires publiques et internationales de l'université de Géorgie de lui avoir accordé un congé au printemps 2015 afin qu'il puisse entreprendre ses recherches. Cela lui a permis de travailler sur ce livre, d'en discuter et de présenter un premier jet à des collègues du monde entier. Enfin, Cas souhaite adresser ses profonds remerciements à son ami Jan Jagers, ancien doctorant, dont la contribution cruciale l'a aidé à développer sa vision du populisme.

Cristóbal aimerait quant à lui remercier le Fonds national chilien pour le développement scientifique et technologique (projet FONDECYT 1140101) de son soutien et le Projet chilien d'initiative du millénaire pour la science (projet NS130008). Il est en outre reconnaissant à l'université Diego Portales et à l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD) de lui avoir permis de passer les mois de juillet et août 2015 au Centre de recherche en sciences sociales de Berlin (WZB) afin de travailler à son manuscrit. Enfin, Cristóbal souhaite remercier Rossana Castiglioni et Manuel Vicuña, à Santiago du Chili, ainsi, que Wolfgang Merkel et Gudrun Mouna, à Berlin, d'avoir soutenu ce projet.

## Table des matières

Préface, <i>Jean-Yves Camus</i> .....	9
1. Qu'est-ce que le populisme ? .....	13
2. Le populisme à travers le monde.....	37
3. Populisme et mobilisation .....	63
4. Le leader populiste.....	89
5. Populisme et démocratie .....	109
6. Causes et ripostes.....	131
Références bibliographiques .....	159
Remerciements .....	167

Chez le même éditeur  
(extrait)

- Bilel Ainine, Xavier Crettiez, « *Soldats de Dieu* ». *Paroles de djihadistes incarcérés*
- Jean Claude Ameisen, avec Nicolas Truong, *Les chants mêlés de la Terre et de l'Humanité*. Illustrations de Pascal Lemaître
- Alain Badiou, *D'un désastre obscur. Droit, État, politique*
- Guy Bedos, Albert Jacquard, *La rue éclabousse*
- Guy Bedos, avec Gilles Vanderpooten, *J'ai fait un rêve*
- Tahar Ben Jelloun, *Un pays sur les nerfs*
- Philippe J. Bernard, Thierry Gaudin, Susan George, Stéphane Hessel, André Orléan, *Pour une société meilleure!*
- Lucien Bianco, *La révolution fourvoyée. Parcours dans la Chine du XX<sup>e</sup> siècle*
- Jean Blaise, Jean Viard, avec Stéphane Paoli, *Remettre le poireau à l'endroit*
- Laurent Berger, avec Denis Lafay, *Au boulot !*
- Richard Bouigue, Pierre Rondeau, *Le foot va-t-il exploser ?*
- Christian Bromberger, *La Méditerranée entre amour et haine*
- Isabelle Cassiers, Kevin Maréchal, Dominique Méda (dir.), *Vers une société post-croissance*
- Laurent Chamontin, *L'empire sans limites. Pouvoir et société dans le monde russe*
- Bernard Chevassus-au-Louis, *Biodiversité: voir la vie autrement*

Pierre Clastres, *Archéologie de la violence. La guerre dans les sociétés primitives*  
 Daniel Cohn-Bendit, avec Jean Viard et Stéphane Paoli, *Forget 68*  
 Pierre Conesa, *Guide du paradis. Publicité comparée des Au-delà*  
 Ernst-Robert Curtius, *Essai sur la France*  
 Boris Cyrulnik, *La petite sirène de Copenhague*  
 Boris Cyrulnik, Edgar Morin, *Dialogue sur la nature humaine*  
 (existe en version illustrée par Pascal Lemaître)  
 Boris Cyrulnik, Boualem Sansal, avec José Lenzini, *L'impossible paix en Méditerranée*  
 Boris Cyrulnik, Tzvetan Todorov, avec Nicolas Truong, *La tentation du Bien est beaucoup plus dangereuse que celle du Mal*  
 Caroline Dayer, *Sous les pavés, le genre*  
 Caroline Dayer, *Le pouvoir de l'injure*  
 Jean-Baptiste Decherf, *Le grand homme et son pouvoir*  
 Antoine Delestre, Clara Lévy, *L'esprit du totalitarisme*  
 Christine Delory-Momberger, François Durpaire, Béatrice Mabilon-Bonfils (dir.), *Lettre ouverte contre l'instrumentalisation politique de la laïcité*  
 Éric Dupond-Moretti, *Le droit d'être libre*  
 François Durpaire, Béatrice Mabilon-Bonfils, *Fatima moins bien notée que Marianne... L'islam et l'école de la République*  
 Yassine Éssid, *La face cachée de l'islamisation*  
 Bruno Étienne, *Une grenade entrouverte*  
 Thomas Flichy de La Neuville, Olivier Hanne, *L'endettement ou le crépuscule des peuples*  
 Thomas Flichy de La Neuville, *Les grandes migrations ne détruisent que les cités mortes*. Illustrations de Pascal Lemaître  
 François Flohic, *68 côté de Gaule. L'aide de camp du Général témoigne*  
 Jérôme Fourquet, *Accueil ou submersion ? Regards européens sur la crise des migrants*  
 Martin Gray, avec Mélanie Loisel, *Ma vie en partage*  
 Félix Guattari, *Lignes de fuite. Pour un autre monde de possibles*  
 Claude Hagège, *Parler, c'est tricoter*  
 Malika Hamidi, *Un féminisme musulman, et pourquoi pas ?*  
 Françoise Héritier, avec Caroline Broué, *L'identique et le différent*

Stéphane Hessel, évocations avec Pascal Lemaître, *Dessine-moi un Homme*  
 Stéphane Hessel, avec Gilles Vanderpooten, *Engagez-vous!*  
 Stéphane Hessel, avec Edgar Morin et Nicolas Truong, *Ma philosophie*  
 François Hollande, Edgar Morin, avec Nicolas Truong, *Dialogue sur la politique, la gauche et la crise*  
 Nancy Huston, *Naissance d'une jungle*  
 François Jost, *Pour une éthique des médias*  
 Jean-François Kahn, avec Françoise Siri, *Réflexion sur mon échec*  
 Marietta Karamanli, *La Grèce, victime ou responsable ?*  
 Dina Khapaeva, *Portrait critique de la Russie*  
 Étienne Klein, avec Denis Lafay, *Sauvons le progrès*  
 Denis Lafay (dir.), *Une époque formidable*  
 Denis Lafay (dir.), *Pour une véritable communauté humaine*  
 Hervé Le Bras, *Le sol et le sang*  
 Philippe Lemoine, *Une révolution sans les Français ?*  
 Soazig Le Nevé, Bernard Toulemonde, *Et si on tuait le mammoth ?*  
 Franck Lirzin, *Marseille. Itinéraire d'une rebelle*  
 Mélanie Loisel, *Ils ont vécu le siècle*  
 Béatrice Mabilon-Bonfils, Geneviève Zoïa, *La laïcité au risque de l'Autre*  
 Noël Mamère, avec Stéphanie Bonnefille, *Les mots verts*  
 Claude Martin, *La diplomatie n'est pas un dîner de gala*  
 Virginie Martin, *Ce monde qui nous échappe*  
 Virginie Martin, Marie-Cécile Naves, *Talents gâchés. Le coût social et économique des discriminations liées à l'origine*  
 Dominique Méda, *Travail: la révolution nécessaire*  
 Michel Messu, *L'ère de la victimisation*  
 Éric Meyer, *Cent drôles d'oiseaux de la forêt chinoise*  
 Éric Meyer, Laurent Zylberman, *Tibet, dernier cri*  
 Yves Michaud, avec Denis Lafay, *Aux armes citoyens !*  
 Danielle Mitterrand, avec Gilles Vanderpooten, *Ce que je n'accepte pas*  
 Edgar Morin, avec Denis Lafay, *Le temps est venu de changer de civilisation*. Illustrations de Pascal Lemaître

Edgar Morin, *Où est passé le peuple de gauche ?*  
 Edgar Morin, *L'esprit du temps*  
 Edgar Morin, Patrick Singaïny, *Avant, pendant, après le 11 janvier*  
 Manuel Musallam, avec Jean Claude Petit, *Curé à Gaza*  
 Anne Muxel, *Politiquement jeune*  
 Guido Nicolosi, *Lampedusa*  
 Pascal Noblet, *Pourquoi les SDF restent dans la rue*  
 Michel Onfray, *La parole au peuple*  
 Erik Orsenna, *Les vérités fragiles*  
 Yves Paccalet, avec Gilles Vanderpooten, *Partageons ! L'utopie ou la guerre*  
 Jérôme Pasteur, avec Gilles Vanderpooten, *La vie est un chemin qui a du cœur*  
 Serge Paugam, *Vivre ensemble dans un monde incertain*  
 Jérémie Peltier, Marlène Schiappa, *Laïcité, point !*  
 Edgard Pisani, *Mes mots. Pistes à réflexion*  
 Pierre Rabhi, *La part du colibri* (existe en version illustrée par Pascal Lemaître)  
 Dominique de Rambures, *La Chine, une transition à haut risque*  
 Hubert Ripoll, *Mémoire de « là-bas ». Une psychanalyse de l'exil*  
 Laurence Roulleau-Berger, *Désoccidentaliser la sociologie*  
 Olivier Roy, avec Nicolas Truong, *La peur de l'islam*  
 Marlène Schiappa, *Le deuxième sexe de la démocratie*  
 Marlène Schiappa, *La culture du viol*  
 Céline Schoen, *Parents de djihadiste*  
 Youssef Seddik, *Le grand malentendu. L'Occident face au Coran*  
 Youssef Seddik, *Nous n'avons jamais lu le Coran*  
 Youssef Seddik, avec Gilles Vanderpooten, *Tunisie. La révolution inachevée*  
 Ioulia Shukan, *Génération Maïdan. Vivre la crise ukrainienne*  
 Philippe Starck, avec Gilles Vanderpooten, *Impression d'Ailleurs*  
 Benjamin Stora, avec Thierry Leclère, *La guerre des mémoires. La France face à son passé colonial, suivi de Algérie 1954*  
 Philippe Subra, *Zones À Défendre*  
 Pierre-Henri Tavoillot, *Faire ou ne pas faire son âge*

Alain Touraine, avec Denis Lafay, *Macron by Touraine*  
 Michel Troisgros, avec Denis Lafay, *La joie de créer*. Illustrations de Pascal Lemaître  
 Nicolas Truong (dir.), *Philosophie de la marche*  
 Nicolas Truong (dir.), *Le crépuscule des intellectuels français*  
 Nicolas Truong (dir.), *Résister à la terreur*  
 Nicolas Truong (dir.), *Résistances intellectuelles*  
 Pierre Veltz, *Paris, France, monde*  
 André Versaille, *Les musulmans ne sont pas des bébés phoques*  
 Jean Viard, *Une société si vivante*  
 Jean Viard, *Chronique française. De Mitterrand à Macron*  
 Jean Viard, *Le triomphe d'une utopie*  
 Jean Viard, *Nouveau portrait de la France*  
 Patrick Viveret, *Reconsidérer la richesse*  
 Julien Wagner, *La République aveugle*  
 Patrick Weil, *Être français* (existe en version illustrée par Pascal Lemaître)  
 Yves Wintrebert, Han Huaiyuan, *Chine. Une certaine idée de l'histoire*  
 Emna Belhaj Yahia, *Tunisie. Questions à mon pays*  
 Mathieu Zagrodzki, *Que fait la police ? Le rôle du policier dans la société*  
 Jean Ziegler, avec Denis Lafay, *Les murs les plus puissants tombent par leurs fissures*

Pour limiter l’empreinte environnementale de leurs livres,  
les éditions de l’Aube font le choix de papiers  
issus de forêts durablement gérées et de sources contrôlées.

Achévé d’imprimer en octobre 2018  
sur les presses de l’imprimerie Firmin-Didot  
pour le compte des éditions de l’Aube  
331, rue Amédée-Giniès, F-84240 La Tour d’Aigues

Numéro d’édition : 3013  
Dépôt légal : novembre 2018  
N° d’impression :

*Imprimé en France*